

# RAPPORT FINANCIER ANNUEL 20 24



R I S M   
SOCIÉTÉ D'INVESTISSEMENT & PROPRIÉTAIRE HÔTELIER



# SOMMAIRE

## L'ART DE L'HÔTELLERIE DE RENOM

- › Message du Président du Directoire
- › L'ADN de notre leadership hôtelier
- › RISMA à travers les chiffres
- › Un large maillage territorial
- › Nos établissements, une référence de prestige et de confort
- › Une passion pour l'hospitalité depuis plus de 30 ans
- › Un actionnariat solide et diversifié
- › Un business model durable et résilient

## RAPPORT ESG

- › Un engagement renouvelé pour une hospitalité responsable
- › L'humain, moteur de notre réussite
- › Des programmes d'accompagnement pour le développement des collaborateurs
- › Une approche proactive de développement durable
- › Une gestion rigoureuse des déchets
- › Indicateurs sociaux
- › Une gouvernance solide

## RAPPORT D'ACTIVITÉ

- › Une année 2024 en nette progression

## COMPTES ANNUELS ET RAPPORTS

- › Comptes consolidés
- › Comptes sociaux
- › Rapport de gestion
- › État des honoraires versés aux contrôleurs de comptes
- › Rapport des commissaires aux comptes



L'ART  
DE L'HÔTELLERIE  
DE RENOM

# MESSAGE DU PRÉSIDENT DU DIRECTOIRE

M. Mohammed Amine ECHCHERKI



**Fort de sa solidité financière et de sa capacité d'adaptation, le groupe poursuivra son engagement en faveur de l'innovation et de l'excellence, contribuant ainsi activement à la croissance et à la compétitivité du secteur touristique national** ➤

L'année 2024 a été rythmée par une croissance soutenue et les rénovations de nos actifs. Dans un secteur hôtelier en perpétuelle évolution, RISMA a su renforcer son positionnement de leader en s'appuyant sur une gestion du portefeuille d'actifs rigoureuse, une modernisation continue de son parc hôtelier et un engagement accru en faveur du développement durable.

Nos résultats financiers reflètent cette dynamique, avec un chiffre d'affaires s'élevant à 1 264 millions de dirhams, en progression de 8 % par rapport à l'exercice précédent. Cette croissance s'explique par une hausse de 2 points du taux d'occupation, atteignant ainsi 59 % en 2024, combinée à une optimisation des revenus et à une gestion stricte des coûts. Par ailleurs, la réduction de notre endettement net consolide notre structure financière et nous confère une marge de manœuvre supplémentaire pour poursuivre notre expansion. Dans cette optique, nous avons maintenu un niveau d'investissement soutenu, avec 134 millions de dirhams consacrés à la rénovation de nos actifs afin d'offrir à nos clients une expérience toujours plus qualitative.

En parallèle, l'engagement en faveur de l'environnement constitue un axe stratégique majeur. Nos initiatives environnementales s'inscrivent pleinement dans la vision nationale d'un tourisme plus responsable et compétitif. Aussi, le capital humain est un moteur essentiel de notre développement. C'est pourquoi nous poursuivons nos efforts de formation afin de renforcer les compétences de nos équipes. En 2024, 57 % de nos collaborateurs ont ainsi bénéficié de sessions de formation. Nous avons également poursuivi nos actions en faveur de l'inclusion et de la diversité, en renforçant la parité au sein de nos instances dirigeantes. Cette dynamique est essentielle pour accompagner notre croissance et garantir une excellence opérationnelle durable.

À l'aube de 2025, RISMA reste un acteur clé de la stratégie nationale de développement touristique. Son réseau d'établissements diversifié, ancré dans les principales villes du Royaume, confirme son rôle de référence dans l'hôtellerie marocaine. Fort de sa solidité financière et de sa capacité d'adaptation, le groupe poursuivra son engagement en faveur de l'innovation et de l'excellence, contribuant ainsi activement à la croissance et à la compétitivité du secteur touristique national.

Je tiens à exprimer ma reconnaissance à nos actionnaires, pour leur confiance, nos équipes, pour leur engagement sans faille, ainsi qu'à nos partenaires, pour leur soutien constant. Ensemble, nous continuerons à bâtir l'hôtellerie marocaine de demain, portée par l'innovation, la performance et la responsabilité.



## L'ADN DE NOTRE LEADERSHIP HÔTELIER



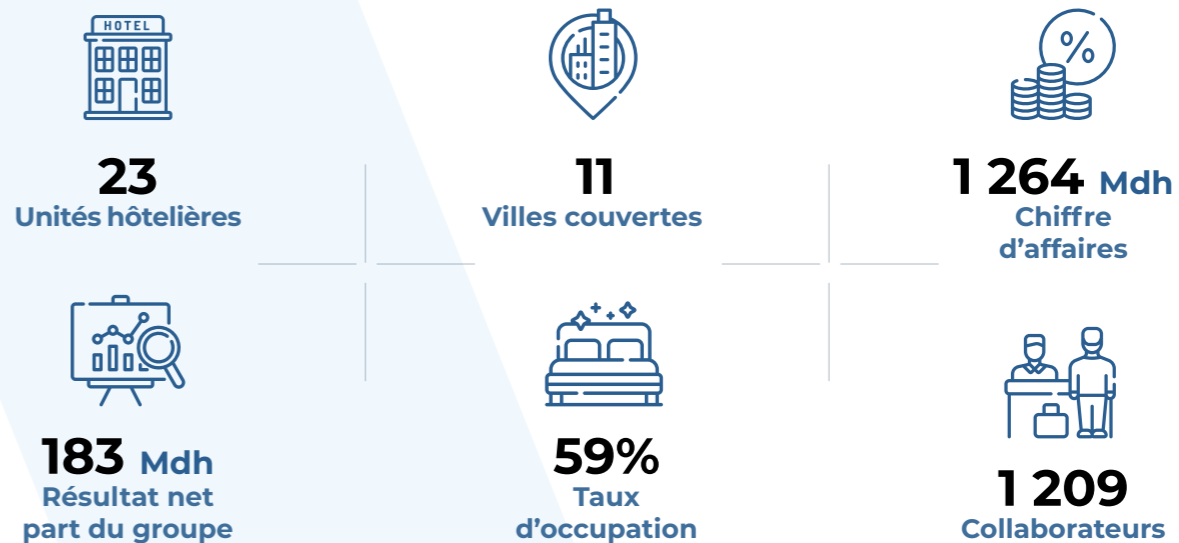
Depuis sa création en 1993, RISMA a largement participé à la transformation du paysage hôtelier au Maroc avec l'introduction de différentes gammes et offres en réponse à une demande de plus en plus diversifiée.

Acteur majeur avec un portefeuille de 23 hôtels stratégiquement répartis à travers 11 villes clés du Royaume, RISMA couvre l'ensemble des segments du marché; du luxe à l'économique, avec des marques reconnues à l'échelle internationale, telles que Sofitel, M'Gallery, Mercure, Novotel et Ibis.

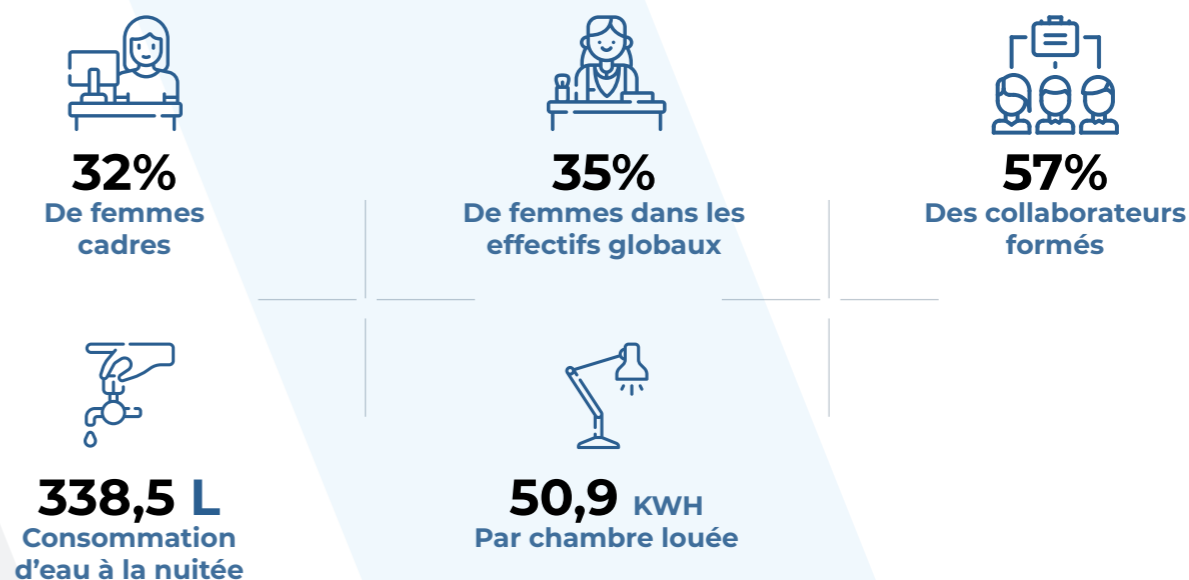
L'approche stratégique de RISMA repose sur la qualité et l'excellence opérationnelle, garantissant une expérience client unique. Chaque établissement, quelque soit son segment, est conçu pour répondre aux attentes variées des voyageurs, renforçant ainsi la position de RISMA comme référence dans l'industrie hôtelière.

## RISMA À TRAVERS LES CHIFFRES

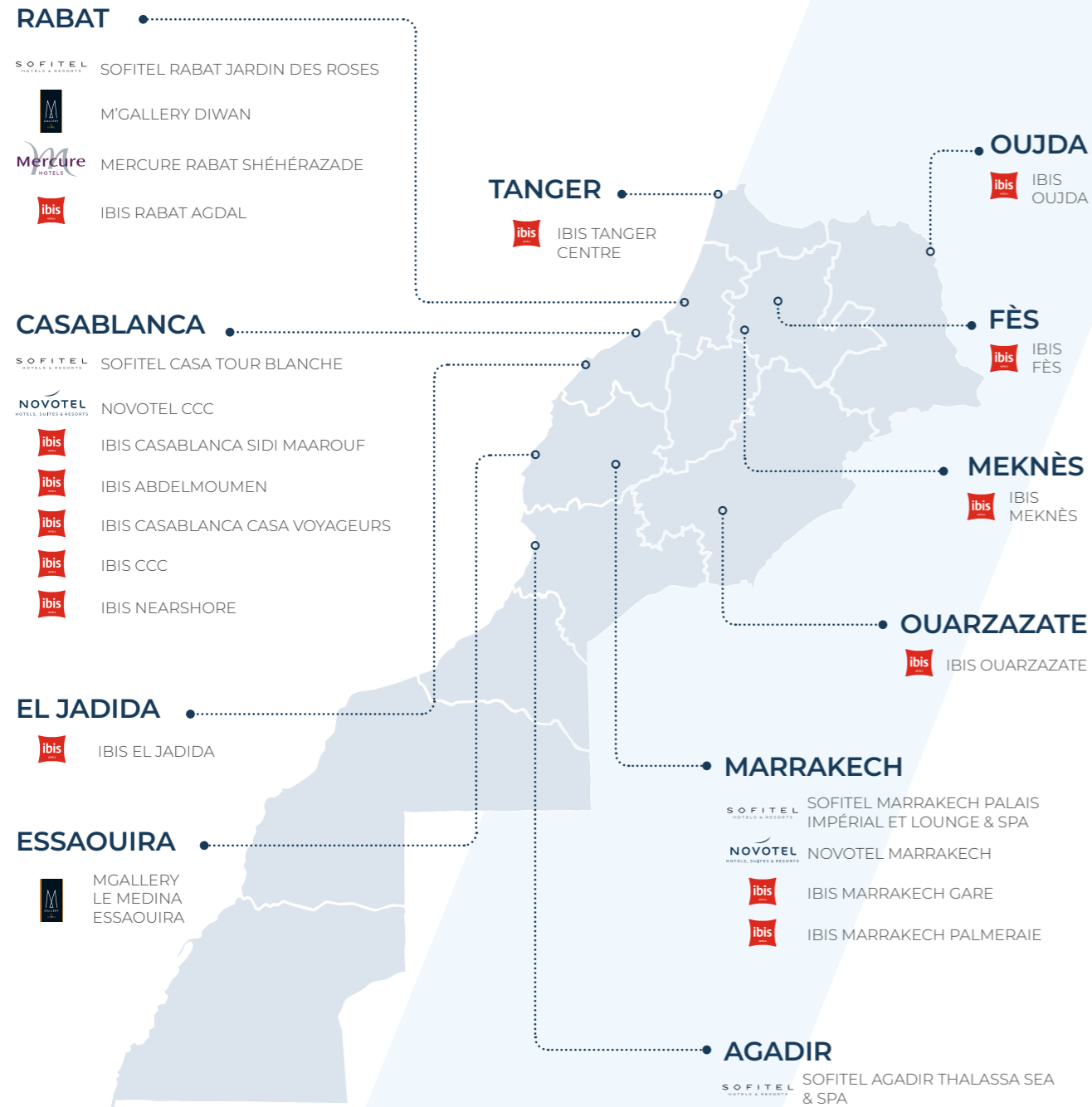
### Performances opérationnelles et financières 2024



### Performances extra-financières 2024



# UN LARGE MAILLAGE TERRITORIAL





# NOS ÉTABLISSEMENTS DE PRESTIGE LUXE ET HAUT DE GAMME

**S O F I T E L**  
HOTELS & RESORTS

Le Sofitel incarne le sommet du luxe français, alliant élégance raffinée et essence culturelle marocaine. Nos hôtels se distinguent par leurs suites spacieuses offrant des panoramas exceptionnels, que ce soit sur l'effervescence urbaine ou les vastes étendues océaniques, garantissant une expérience de confort inégalée.

## Sofitel Rabat Jardin des Roses



Véritable oasis urbaine, cet espace reflète l'hospitalité à la française et l'art de vivre marocain. Que le séjour soit professionnel ou de détente, cet hôtel offre une immersion unique dans le charme de la capitale.

## Sofitel Marrakech Lounge & Spa

Le Sofitel Marrakech Lounge & Spa vous convie à un voyage de sérénité. Mêlant design contemporain et élégance française, notre hôtel est un sanctuaire de bien-être niché au cœur de la ville ocre, promettant relaxation et luxe.



## Sofitel Casablanca Tour Blanche

Au Sofitel Casablanca Tour Blanche, l'art est omniprésent. Inspiré par l'esprit cosmopolite et créatif de Casablanca, cet hôtel est un centre vibrant de culture avec des expositions, des salons littéraires et des défilés de mode qui animent l'année.



## Sofitel Agadir Thalassa Sea & Spa

Idéalement situé en bord de mer, le Sofitel Agadir Thalassa Sea & Spa est une évasion de luxe et de paix. Le centre de thalassothérapie offre une expérience de relaxation sans pareille, pour un séjour revitalisant.





## NOS ÉTABLISSEMENTS DE PRESTIGE LUXE ET HAUT DE GAMME



La collection M'Gallery propose des hôtels qui sont bien plus que des lieux de séjour ; ce sont des destinations où chaque détail tisse une histoire. En intégrant un design unique qui reflète la richesse culturelle et historique du Maroc, chaque établissement offre une expérience inoubliable, rehaussée par des services exclusifs.



### Rabat : Le Diwan

Au cœur de Rabat, Le Diwan est un véritable sanctuaire d'élégance. Chaque coin de l'hôtel est conçu pour raconter une histoire unique, vous invitant à y écrire votre propre chapitre. Séjourner au Diwan, c'est plonger dans une atmosphère raffinée où chaque détail transforme votre visite en une aventure personnelle mémorable.



### Essaouira : Le Médina

Pour une évasion revigorante, découvrez Le Médina à Essaouira. Cet hôtel capture l'essence vibrante et spirituelle de la ville, offrant un parfait mélange d'authenticité et de tranquillité. Que vous cherchiez à vous revitaliser, vous ressourcer ou simplement à vous détendre, Le Médina est l'endroit idéal pour une expérience sereine et enrichissante.





## NOS ÉTABLISSEMENTS DE CONFORT MILIEU DE GAMME

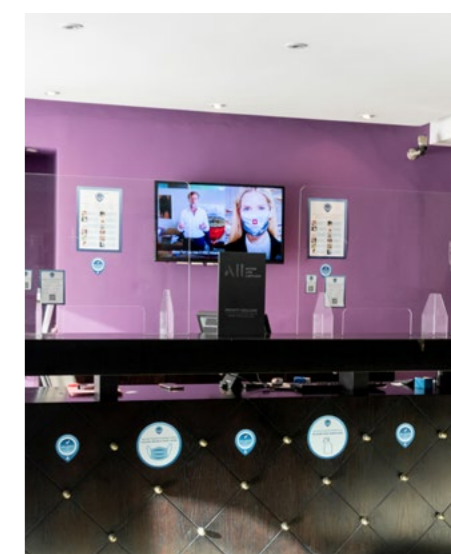
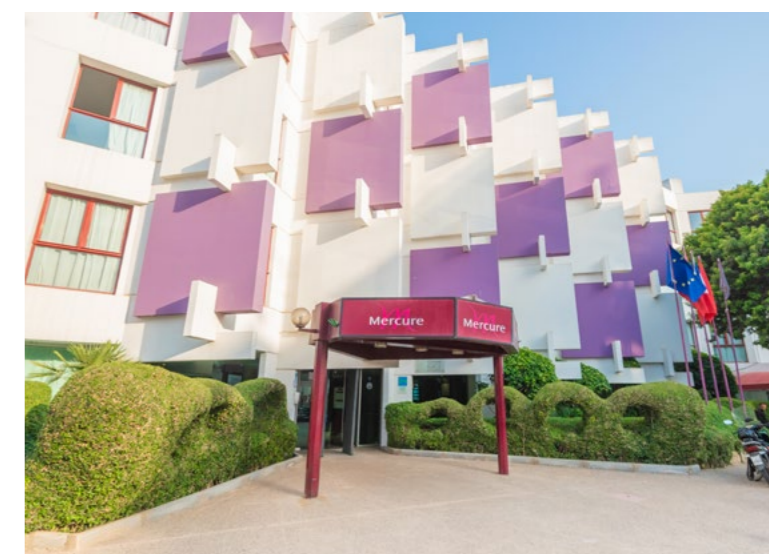


Les hôtels Mercure se caractérisent par une hospitalité authentique, alliant confort, modernité et charme local. Chacun de ces établissements est conçu pour offrir une expérience singulière aux voyageurs, qu'ils soient dans un cadre professionnel ou en vacances. Avec des services sur mesure et des équipements de qualité, les hôtels Mercure garantissent un séjour inoubliable.



### Mercure Shéhérazade Rabat

Situé au cœur de la capitale marocaine, le Mercure Shéhérazade Rabat allie charme traditionnel et confort moderne. Idéalement placé pour les affaires et les loisirs, cet hôtel propose des chambres élégantes et bien équipées, conçues pour offrir un maximum de confort. À proximité des principales attractions touristiques et des centres d'affaires, le Mercure Shéhérazade Rabat offre également un restaurant gastronomique et des espaces de réunion, faisant de chaque séjour une expérience agréable.





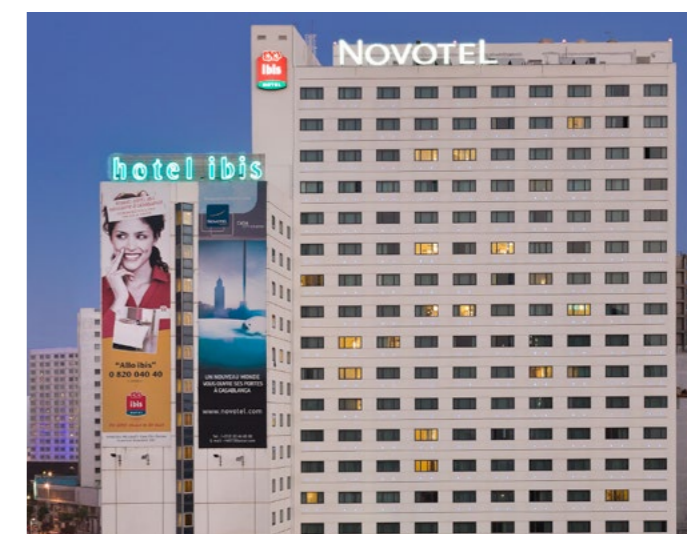
# NOS ÉTABLISSEMENTS DE CONFORT MILIEU GAMME



Les hôtels Novotel offrent une expérience idéale pour les voyages d'affaires et les séjours en famille. Avec des chambres spacieuses et contemporaines, des espaces de travail bien équipés et des zones de détente, Novotel assure un équilibre parfait entre productivité et relaxation.

## Novotel Casablanca City Center

Situé au cœur du quartier des affaires de Casablanca, le Novotel Casablanca City Center se distingue par son emplacement stratégique à proximité des principales attractions de la ville. L'hôtel propose des chambres modernes et généreuses, un restaurant international et un centre de fitness. Que vous soyez en ville pour affaires ou pour le plaisir, vous apprécierez le confort et la commodité offerts, parfaits pour un séjour productif et relaxant dans cette métropole dynamique.



## Novotel Marrakech

Le Novotel Marrakech, situé dans le quartier animé de l'Hivernage, propose une expérience mêlant élégance et modernité. Cet hôtel offre une retraite parfaite avec un juste équilibre entre découverte et détente. Proche des sites emblématiques de Marrakech, c'est le point de départ idéal pour explorer la ville ocre. L'hôtel propose une cuisine inventive au restaurant Bazz'art, mettant en avant des plats locaux et internationaux, et dispose également d'un centre de fitness pour ceux qui souhaitent maintenir leur forme physique.



## NOS ÉTABLISSEMENTS DE STANDING ACCESSIBLES

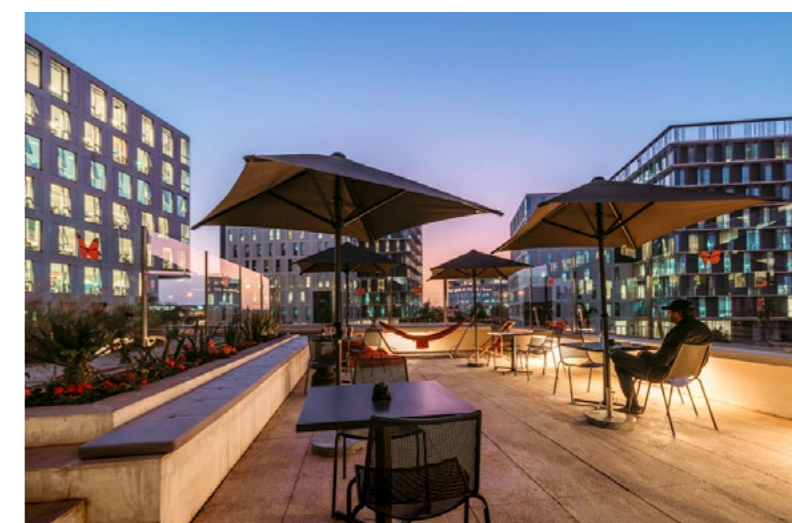


Les hôtels Ibis sont synonymes de confort abordable et de modernité. Idéals pour les voyageurs soucieux de leur budget, ils offrent des chambres bien aménagées qui allient fonctionnalité et confort. Chaque séjour chez Ibis garantit une expérience agréable sans compromis sur la qualité.



Chez Ibis, l'accent est mis sur le confort et la modernité, créant un environnement parfait pour ceux qui recherchent simplicité et efficacité.

En matière de restauration, les hôtels Ibis se distinguent par une sélection variée de plats, mêlant saveurs locales et internationales. Cette diversité culinaire répond aux attentes de tous les clients, assurant une expérience gastronomique riche et satisfaisante.



# UNE PASSION POUR L'HOSPITALITÉ DEPUIS PLUS DE 30 ANS

2001

Développement d'unités nouvelles en propre dans les villes d'implantation

1999

Alliance du Groupe Accor avec un groupe d'institutionnels marocains, à savoir Asma Invest, BMCE Bank, MAMDA MCMac, Nexity, RMA Watanya et CFG Développement avec pour objectif la création d'un opérateur touristique de référence au Maroc

1996

Renforcement de la présence du Groupe Accor et signature d'une convention cadre avec le gouvernement marocain afin d'atteindre à terme une capacité de 7 000 chambres

1993

Création de RISMA pour gérer les contrats de deux villages de vacances sous l'enseigne Coralia

2005

Extension du développement d'unités nouvelles en propre dans des villes où les enseignes du Groupe Accor sont inexistantes

2006

Introduction de RISMA à la Bourse des Valeurs de Casablanca par augmentation de capital

2006

- Arbitrage et cession des unités hôtelières les moins rentables
- Poursuite du développement des unités nouvelles
- Rénovations continues des hôtels du groupe

2023

- Sortie d'Accor du capital de RISMA et changement de l'actionnariat avec l'entrée de Mutris
- Cession de la totalité de la participation de RISMA dans Accor Gestion Maroc

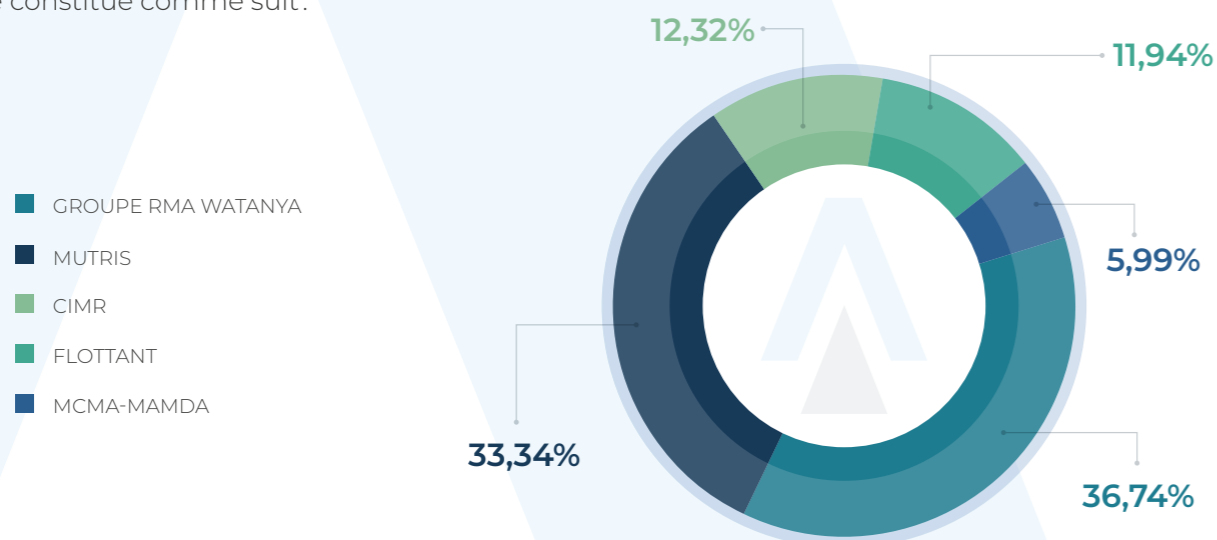
2024

Poursuite des investissements et des rénovations

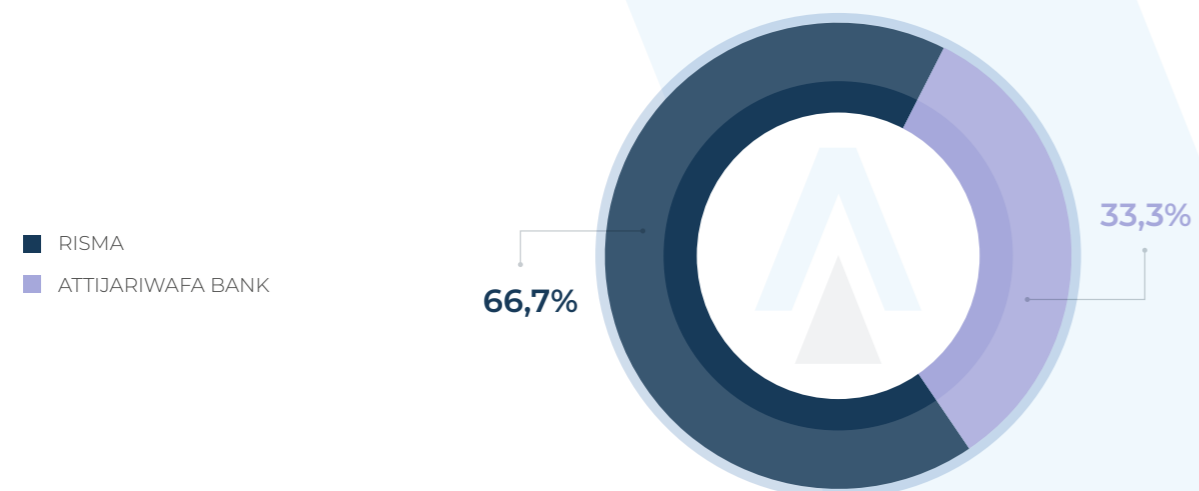
## UN ACTIONNARIAT SOLIDE ET DIVERSIFIÉ

Cotée à la Bourse de Casablanca depuis 2006, RISMA a consolidé son positionnement dans l'industrie hôtelière, en accueillant dans son capital un actionnariat solide et diversifié.

Au 31 décembre 2024, l'actionnariat de RISMA se constitue comme suit:



Les hôtels de la marque Ibis sont détenus par la filiale Moussafir, dont le capital est réparti entre RISMA, à hauteur de 66,7 %, et Attijariwafa Bank, qui en détient 33,3 %.



# UN BUSINESS MODEL DURABLE ET RÉILIENT

## Nos ressources



### CAPITAL HUMAIN

**1 209** Collaborateurs dotés d'un sens de service et d'initiative élevé



### EXPERTISE ET SAVOIR-FAIRE

**+30 ans** d'expertise  
**3** Gammes d'hôtels  
**5** Enseignes hôtelières



### RÉSEAU ET PRÉSENCE GÉOGRAPHIQUE

**23** Unités hôtelières  
**3 486** Chambres  
**11** Villes couvertes



### CAPITAL FINANCIER

**3 809** MDH Total bilan  
**1 695** MDH Fonds propres  
**134** MDH Investissements en 2024

## Nos labels



## Notre stratégie de développement



## Notre création de valeur

### POUR NOS COLLABORATEURS

**171** recrutements  
**57%** collaborateurs formés



### POUR NOS CLIENTS

**59%** taux d'occupation



### POUR LES COMMUNAUTÉS

**289 000 MAD**, de dons en nature



### POUR L'ENVIRONNEMENT

**338,5** L consommation d'eau par nuitée  
**50,9** kWh consommation d'électricité par chambre louée



### POUR NOS ACTIONNAIRES ET INVESTISSEURS

**183** MDH Résultat net part du groupe au 31 décembre 2024  
**6** DH de dividende par action versés en 2024 au titre de l'exercice 2023





RAPPORT  
D'ACTIVITÉ



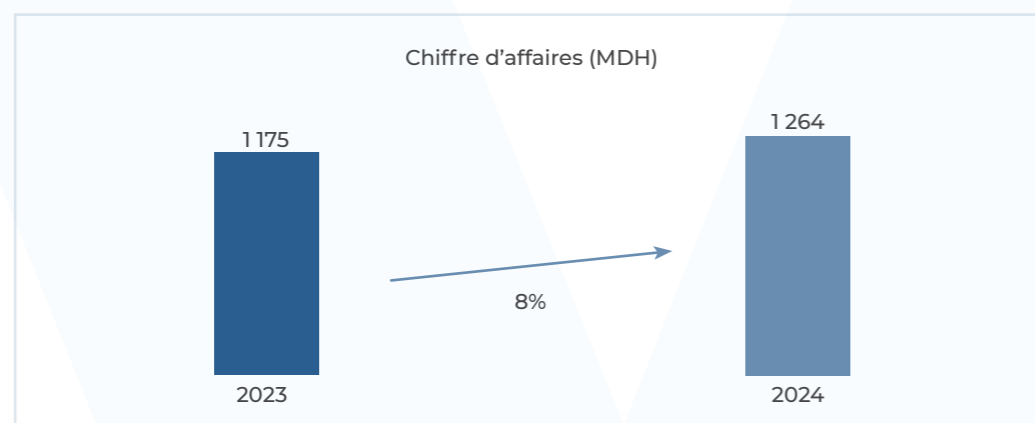
# UNE ANNÉE 2024 EN NETTE PROGRESSION

**CA +8%, EBE +11%, RNPG +33% (HORS ÉLÉMENTS NON COURANTS)**

HAUSSE DU DIVIDENDE ORDINAIRE PAR ACTION DE 6 DH EN 2024 À 7 DH EN 2025

## Chiffre d'affaires 2024 : 1 264 Mdh (+8% vs 2023)

- Le chiffre d'affaires progresse de 8% sous l'effet combiné de la hausse des nuitées (+3%) et du prix moyen par chambre (+5%).
- Le taux d'occupation s'élève à 59% en 2024, supérieur à la moyenne nationale qui, pour rappel, est de 51%.
- Le chiffre d'affaires est principalement porté par le segment luxe et haut de gamme.



## Excédent Brut d'Exploitation 2024 : 461 Mdh (+11% vs 2023)

- L'EBE progresse de 11% compte tenu de l'activité, tiré par la hausse du chiffre d'affaires ainsi que celle du taux de marge brute, qui s'améliore d'un point pour atteindre 36%.

## Un Résultat Net Part du Groupe hors éléments non courants record en 2024 : 183 Mdh (+33% vs 2023)

- Le RNPG s'élève à 183 Mdh et ne comporte pas d'éléments non courants significatifs. Pour rappel, le RNPG de 2023 hors éléments non courants (cession AGM et impôts différés) s'élevait à 138 Mdh. Sans ces éléments, le RNPG de 2023 était de 244 Mdh.
- La progression du RNPG hors éléments non courants s'établit donc à 33%.
- Le résultat financier est en amélioration de 15%, compte tenu de la poursuite du désendettement entamé depuis la sortie du covid.
- Le taux d'IS apparent progresse de 2,9% à 8% du RAI compte tenu de la consommation progressive des déficits fiscaux sur les filiales.

Tous les chiffres sont issus des comptes consolidés aux normes IFRS

## Capex de rénovation, Dette Nette et Dividende

- Les investissements de rénovation et de maintenance s'élèvent à 134 Mdh en 2024, contre 169 Mdh en 2023, conformément au plan de rénovation sur les 5 prochaines années.
- La dette nette\* s'établit à 1 086 Mdh au 31 décembre 2024 contre 1 328 Mdh au 31 décembre 2023, soit un levier financier\*\* de 39% contre 46%, avec un ratio dette nette / EBITDA de 2,4.
- Les cashflows d'exploitation ont permis de financer les rénovations des hôtels, d'allouer 86 Mdh au titre des dividendes payés en 2024, tout en diminuant la dette.

\* la dette nette a été retraitée des intercos

\*\* dette nette / (capitaux propres + dette nette)

## Guidance 2025

- Bénéficiant toujours d'une conjoncture sectorielle favorable, l'année 2025 s'annonce dans la continuité de 2024.
- D'importants programmes de rénovations ont été lancés, qui réduiront naturellement la capacité offerte pendant les travaux en 2025. Cependant, le potentiel de progression des taux d'occupation dans certains hôtels devrait compenser cela.
- Comme indiqué précédemment, à court terme et à moyen terme, RISMA demeure à la recherche d'opportunités de développement lui permettant d'élargir son portefeuille d'actifs, en ligne avec les ambitions 2030.
- Compte tenu des réalisations, le Directoire a décidé de proposer à l'Assemblée Générale la distribution d'un dividende ordinaire de 7 dh par action au titre de 2024, payable courant 2025, contre 6 dh par action payés en 2024.

## Périmètre de reporting et méthodologie

Le présent rapport ESG de RISMA présente ses actions, ses résultats et ses engagements en matière environnementale, sociale et de gouvernance sur l'ensemble de l'exercice 2024. Il s'inscrit dans le cadre réglementaire défini par la circulaire n°03/19 de l'Autorité Marocaine du Marché des Capitaux (AMMC), complétée par la circulaire n°02/20, et s'appuie sur les principes de la norme ISO 26000 relative à la responsabilité sociétale des organisations.

Ce rapport couvre l'ensemble des activités de RISMA au Maroc, incluant siège et établissements hôteliers. Les données présentées portent sur la période du 1er janvier au 31 décembre 2024. Afin d'offrir une lecture évolutive des indicateurs, certains éléments historiques sont également inclus.

La collecte des données extra-financières s'est appuyée sur les outils de suivi internes déjà en place. Un processus de vérification interne a été mis en œuvre pour garantir la fiabilité, la cohérence et la traçabilité des informations restituées.





# UN ENGAGEMENT RENOUVELÉ POUR UNE HOSPITALITÉ RESPONSABLE

En ligne avec sa vision de l'hospitalité responsable, RISMA déploie une démarche ambitieuse basée sur les piliers Environnement, Social et Gouvernance. Ancrée dans les pratiques quotidiennes de la société, cette démarche vise à réduire son empreinte environnementale, à renforcer son impact social et à garantir une gouvernance éthique et responsable. Dans ce cadre, RISMA mène des actions concrètes avec la suppression des plastiques à usage unique au profit de matériaux biosourcés et recyclés. Elle favorise également l'écoconception des emballages

en s'approvisionnant en solutions en canne à sucre, bambou, papier ou amidon de maïs. Les bouteilles en plastique ont été également remplacées par des alternatives en verre. Les produits utilisés dans ses établissements sont développés avec jusqu'à 99% d'ingrédients naturels, certifiés Ecocert et non testés sur les animaux. La société garantit des standards élevés avec des certifications ISO et Ecocert, assurant qualité et durabilité. Une charte fournisseur engage ses partenaires à respecter ces exigences.


## Des relations étroites avec les parties prenantes

RISMA adopte une approche collaborative, intégrant les aspirations de ses parties prenantes dans une logique de transparence et d'équité. En 2023, cet engagement s'est renforcé grâce au soutien de la Société Marocaine d'Ingénierie Touristique (SMIT), avec pour objectif de développer l'offre touristique marocaine. La SMIT a notamment accompagné la relance du secteur à travers des dispositifs de subventions post-Covid, et a poursuivi son action en 2024 avec le lancement du programme Cap Hospitality, dédié au renforcement de la compétitivité de l'hospitalité nationale.

Cette année a également été marquée par un dialogue social constructif, basé sur le respect mutuel, entre RISMA, ses collaborateurs, et les partenaires sociaux. Par ailleurs, des partenariats stratégiques avec des institutions éducatives ont permis de renforcer les compétences des équipes.




## Les piliers de notre engagement



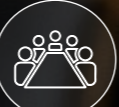
**ENVIRONNEMENT**

- Réduire l'empreinte carbone par des initiatives d'efficacité énergétique et des investissements dans les énergies renouvelables
- Gérer de manière responsable l'eau et les déchets, à travers la réduction du gaspillage alimentaire et les déchets plastiques
- S'engager dans des programmes de biodiversité, et de protection des écosystèmes



**SOCIAL**

- Fournir un environnement de travail sécurisé et équitable pour tous les employés
- Promouvoir la diversité et l'inclusion à tous les niveaux de l'organisation
- Garantir la formation et le développement des talents



**GOVERNANCE**

- Instaurer une gouvernance d'entreprise solide avec des politiques transparentes
- Assurer l'éthique des affaires et la conformité réglementaire

# L'HUMAIN, MOTEUR DE NOTRE RÉUSSITE

La valorisation du capital humain est une priorité stratégique pour RISMA. Respect des droits humains, formation, promotion de la diversité, de l'équité et de l'inclusion constituent les piliers de son approche. En 2024, cet engagement s'est concrétisé par un indice de satisfaction des collaborateurs de 9/10.



## Diversité et inclusion

Chez RISMA, la diversité et l'inclusion sont des principes fondateurs de sa culture d'entreprise. À travers des initiatives ciblées, nous encourageons une représentativité équilibrée à tous les niveaux hiérarchiques, illustrée par une progression notable de la part des femmes dans les postes de management. Cette ambition se concrétise par la mise en place de parcours de formation dédiés qui visent à soutenir leur développement professionnel.



## Inclusion des plus vulnérables

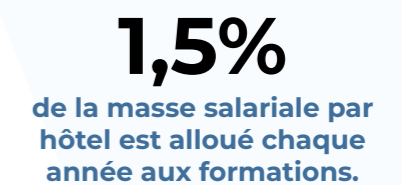
L'ensemble des hôtels de RISMA s'inscrivent dans une démarche inclusive visant à soutenir les communautés locales et à améliorer les conditions des personnes en situation précaire. À travers des partenariats avec des associations et des écoles, telles que l'École de la Deuxième Chance Lalla Hasna, Nafass, et l'Association Amal, plusieurs initiatives ont été mises en œuvre. Ces actions incluent la participation au jury de sélection et d'examen, l'accueil de stagiaires, ainsi que des opportunités de recrutement. Ces initiatives ciblent principalement les enfants ayant abandonné leur parcours scolaire et les femmes en situation de vulnérabilité, leur offrant ainsi des perspectives d'avenir meilleures et un soutien adapté à leurs besoins.



## Formations et développement des compétences

Consciente du rôle déterminant des talents dans sa réussite, RISMA mise sur des programmes de formation et de perfectionnement sur mesure. Ces initiatives permettent aux collaborateurs de renforcer leurs compétences et de se positionner à l'avant-garde des évolutions et tendances de l'industrie hôtelière.

En 2024, RISMA a déployé un programme de formations riche qui couvre un large éventail de sujets structurés par thème : formations métiers, managériales et de leadership, formations sur les marques, et formations obligatoires. Parmi les thématiques abordées figurent la culture d'entreprise « Heartist » axée sur la diversité et l'inclusion, la gestion des relations collectives de travail, la culture de service et de marque, ainsi que des sujets spécifiques au secteur hôtelier tels que la mixologie, le grooming luxe et le savoir-être, et la restauration haut de gamme. Ces efforts répondent aux besoins variés des collaborateurs, allant de la maîtrise des codes du luxe à la gestion du temps de travail. Ces besoins en formation sont évalués de manière proactive grâce à un processus qui inclut la collecte des attentes des collaborateurs, les axes stratégiques de l'entreprise, et les résultats des indicateurs clés de performance. Un budget équivalent à 1,5 % de la masse salariale par hôtel est alloué chaque année pour financer ces initiatives. L'adéquation des formations avec les attentes du marché est garantie par une analyse des axes d'amélioration issus des retours clients et des évaluations annuelles, ainsi qu'un accent sur le développement des talents et des viviers de formateurs internes.



## Une qualité de vie au travail

Chez RISMA, le bien-être des collaborateurs est au cœur de la stratégie ressources humaines, reflétant son engagement à créer un environnement de travail épanouissant, inclusif et motivant. La politique ressources humaines repose sur trois axes principaux: l'écoute active, la reconnaissance et la qualité des espaces de vie.

## Un dialogue social constructif

RISMA accorde une importance particulière à la gestion des relations collectives de travail et au dialogue social. En 2024, des efforts spécifiques ont été déployés pour renforcer ces interactions, à travers une formation sur la gestion des relations collectives de travail et les instances représentatives du personnel.

### Écoute et dialogue

Les équipes ressources humaines et les Directeurs d'établissements sont mobilisés pour maintenir une communication ouverte et proactive avec les collaborateurs.

### Reconnaissance et valorisation

RISMA célèbre les performances exceptionnelles à travers des rendez-vous mensuels dédiés. Ces moments de reconnaissance renforcent la motivation des équipes et soutiennent un climat de travail positif. De plus, des événements marquent les temps forts de la vie collective, tels que les anniversaires, les fêtes religieuses et la fête annuelle du personnel, afin de favoriser la cohésion et l'esprit d'équipe.

### Espaces de vie adaptés

RISMA met à disposition des collaborateurs des espaces conviviaux et fonctionnels, conçus pour répondre à leurs besoins et contribuer à leur bien-être au quotidien.



## Sécurité et bien-être des collaborateurs

RISMA place la sécurité et le bien-être de ses collaborateurs au centre de ses priorités, avec une attention particulière portée à la prévention des accidents de travail et à la gestion du stress en milieu professionnel. En 2024, des investissements ciblés ont été réalisés pour améliorer la sécurité des lieux de travail, afin de renforcer les standards en matière de protection. Des actions concrètes ont été déployées pour prévenir les accidents et le stress au travail. Les formations annuelles intègrent des modules spécifiques qui couvrent entre autres, la gestion du stress, la sécurité incendie, ainsi que des certifications en sauvetage. Pour les métiers à haut risque, des formations spécifiques ont été dispensées. Des campagnes de sensibilisation sur les enjeux de la sécurité ont également été organisées avec l'appui des responsables sécurité et du médecin du travail. Des dispositifs ont été proposés pour aider les collaborateurs à mieux gérer le stress professionnel, à travers des contenus de sensibilisation en ligne et des sessions en présentiel animées dans les établissements du groupe. Le médecin du travail, en lien avec les équipes RH, joue un rôle actif dans l'écoute, la détection précoce et la prise en charge des situations sensibles. Cette vigilance est également exigée des prestataires qui doivent attester que leurs collaborateurs ont bénéficié d'une formation sur la sécurité au travail.



## DES PROGRAMMES D'ACCOMPAGNEMENT POUR LE DÉVELOPPEMENT DES COLLABORATEURS

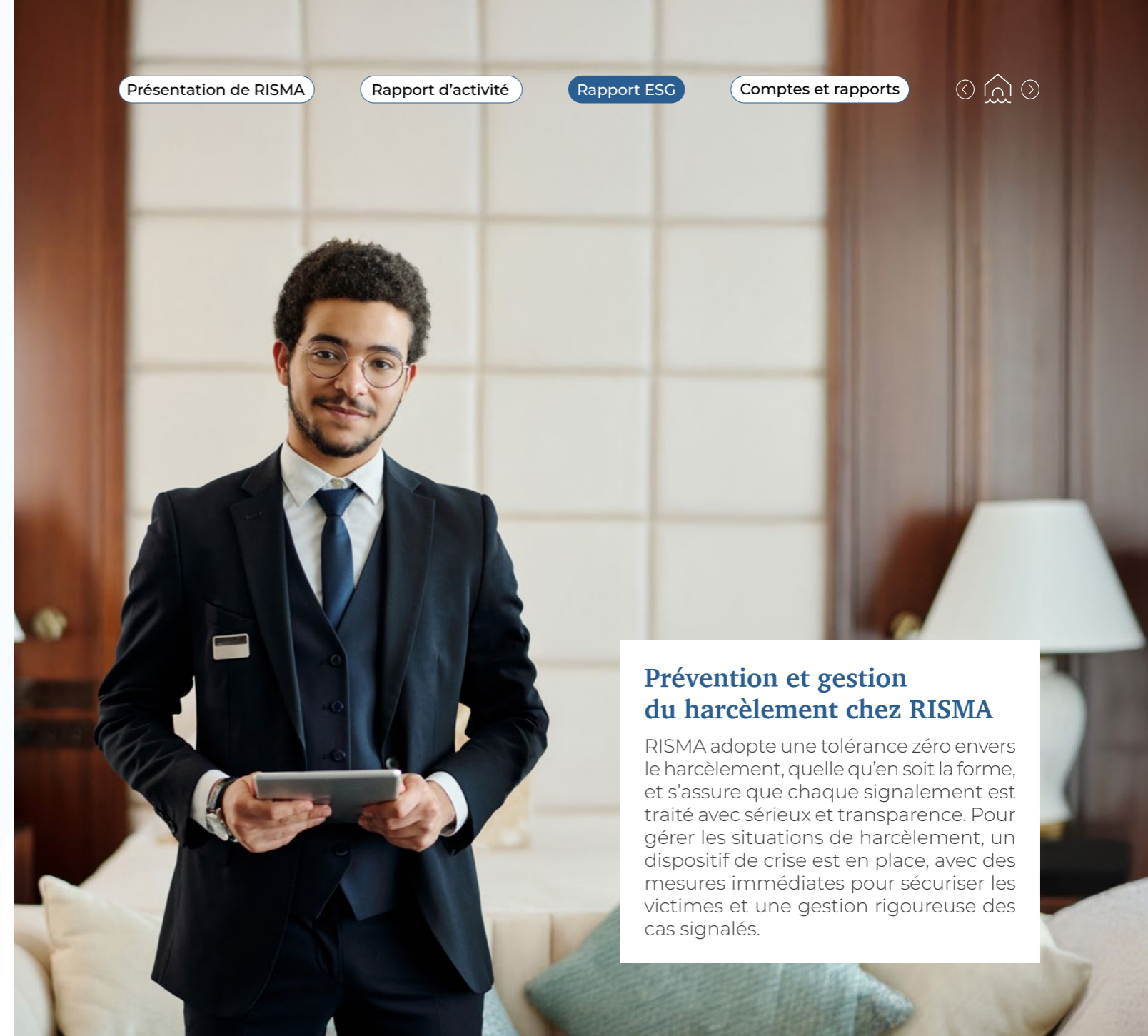


### Mobilité interne

RISMA favorise activement la mobilité interne, avec des opportunités de progression horizontale et verticale. Un système d'évaluation annuel, des parcours de formation en management, et des programmes d'immersion dans d'autres établissements de la même marque permettent aux collaborateurs d'évoluer vers des postes à responsabilité ou de spécialisation.

### Politique d'accueil et de fidélisation des talents

RISMA met en œuvre une politique proactive pour attirer et fidéliser les meilleurs talents du secteur hôtelier. Elle renforce l'attractivité de ses enseignes auprès des jeunes diplômés et des professionnels expérimentés à travers des campagnes de recrutement ciblées, des journées portes ouvertes et des partenariats stratégiques avec des écoles. Pour renforcer la satisfaction au travail et bâtir des relations durables avec ses collaborateurs, RISMA a déployé un système d'intégration qui permet aux nouveaux collaborateurs de s'immerger dans la culture d'entreprise dès leur arrivée. Ce dispositif valorise des éléments clés tels que la reconnaissance des compétences, la promotion de la diversité et de l'inclusion, et l'accès à des opportunités d'évolution professionnelle. En complément, RISMA accompagne chaque collaborateur dans la gestion de sa carrière et le développement de ses compétences, assurant ainsi un épanouissement à long terme au sein de l'entreprise.



### Prévention et gestion du harcèlement chez RISMA

RISMA adopte une tolérance zéro envers le harcèlement, quelle qu'en soit la forme, et s'assure que chaque signalement est traité avec sérieux et transparence. Pour gérer les situations de harcèlement, un dispositif de crise est en place, avec des mesures immédiates pour sécuriser les victimes et une gestion rigoureuse des cas signalés.

### Renforcement de la culture éthique

RISMA s'engage à promouvoir une culture fondée sur l'intégrité et l'éthique. Pour ancrer ces valeurs au sein de l'entreprise, des formations portant sur la lutte contre la corruption et la protection des données personnelles sont organisées annuellement pour l'ensemble des collaborateurs.

Une plateforme d'alerte confidentielle, accessible dans tous nos établissements, permet de signaler discrètement toute conduite inappropriée. Ce dispositif garantit un environnement de travail respectueux, sécurisé et conforme à nos principes fondamentaux.

### Relation avec les fournisseurs

RISMA veille à maintenir une intégrité exemplaire dans la gestion des achats pour ses 23 établissements. L'entreprise privilégie des pratiques d'approvisionnement qui respectent à la fois des critères stricts de performance environnementale et des standards sociaux élevés.

Les partenariats avec les fournisseurs sont établis sur la base de critères rigoureux et équitables. Leur conformité est régulièrement vérifiée grâce à des audits approfondis, garantissant ainsi un approvisionnement responsable et aligné sur nos valeurs.



## UNE APPROCHE PROACTIVE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Dans le cadre de son engagement en faveur d'une hôtellerie responsable, RISMA poursuit la mise en œuvre de solutions innovantes pour améliorer son efficacité énergétique, optimiser la gestion de ses ressources et réduire son empreinte carbone. En continuité avec les initiatives déployées en 2023, l'année 2024 a marqué une nouvelle étape dans l'accélération de ces efforts, soutenus par les dispositifs étatiques en faveur du secteur touristique, notamment le programme Go Siyaha.

### Une gestion responsable de l'eau

RISMA place la gestion durable de l'eau au cœur de sa démarche de préservation de l'environnement. Depuis 2008, un dispositif de suivi précis permet de détecter les anomalies et d'optimiser la consommation en eau dans ses établissements. En 2020, l'installation d'un système de traitement des eaux usées au Sofitel Agadir a renforcé cette démarche. En 2024, 45% de l'eau utilisée, soit 20 338 m<sup>3</sup>, ont été recyclés pour l'irrigation des espaces verts.

Afin de réduire son empreinte hydrique, RISMA a réalisé une maintenance de ses infrastructures pour limiter les fuites et améliorer l'efficacité des installations sanitaires.

RISMA sensibilise aussi ses clients à la préservation de l'eau en les incitant à réutiliser leurs serviettes et en adoptant des équipements conformes aux normes de débit. Ces initiatives ont permis de stabiliser la consommation d'eau malgré l'augmentation du taux d'occupation des hôtels, illustrant l'engagement continu de la société en faveur d'une hôtellerie plus durable.

En 2024, la consommation d'eau par nuitée a diminué de 9%, tandis que la consommation brute a été réduite de 6,5% malgré une hausse de 3% des nuitées. Cette réduction est également imputable à la fermeture temporaire des spas et thalassos dans certaines régions, dans le cadre des directives nationales pour rationaliser la consommation d'eau dans les régions qui subissent le stress hydrique.



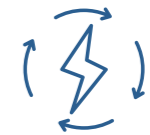
**338,5 L**  
Consommation d'eau par nuitée,  
soit 8,83% de baisse par rapport à 2023

### Une amélioration continue de l'efficacité énergétique

En matière de gestion énergétique RISMA inscrit son action d'optimisation des consommations et l'intégration des énergies renouvelables dans une démarche d'amélioration continue visant à réduire l'empreinte environnementale tout en préservant la qualité de service.

En 2024, la consommation énergétique a diminué de 6,93% confirmant l'efficacité des investissements réalisés en 2022 et 2023. Les hôtels équipés de panneaux solaires photovoltaïques ont enregistré une réduction significative de leur consommation électrique, tandis que ceux dotés de pompes à chaleur ou de panneaux solaires pour l'eau chaude sanitaire ont réduit leur dépendance aux énergies fossiles.

RISMA a également définitivement cessé d'utiliser le fioul comme source d'énergie, marquant une avancée majeure vers un modèle énergétique plus propre. Cette transition progressive, soutenue par des équipements modernes et performants, témoigne de l'engagement de la société en faveur d'une hôtellerie plus responsable et alignée sur les objectifs de durabilité du Maroc.



**50,9 Kwh**  
Consommation énergétique par chambre  
louée, soit 6,93% de baisse par rapport à 2023



### Finalisation du programme d'installation des panneaux solaires

Au cours de l'année 2024, RISMA a finalisé son programme d'équipement des hôtels en panneaux solaires photovoltaïques. Entamé en 2022, ce chantier a permis à terme de doter 8 hôtels sur 23 de panneaux solaires, ce qui a permis de produire 2% de la consommation électrique de RISMA durant l'année 2024 et d'éviter l'émission d'environ 300 tonnes de CO<sub>2</sub>.

#### Les hôtels équipés en panneaux photovoltaïques

- Ibis Tanger
- Ibis Rabat
- Ibis Casa Near Shore
- Ibis Casa Gare
- Novotel Casablanca CC
- Novotel Marrakech
- Sofitel Rabat
- Sofitel Agadir



**585 Mwh**

D'électricité produite par les panneaux solaires photovoltaïques



**300 T**

D'émission de CO<sub>2</sub> évitées grâce au photovoltaïque

### Résultats satisfaisants de l'usage des panneaux solaires thermiques

Grâce aux panneaux solaires thermiques, installés dans sept hôtels, RISMA a vu la consommation de gaz reculer de manière notable. Ces installations cruciales pour la production d'eau chaude sanitaire et le chauffage, témoignent de la volonté de RISMA de réduire son empreinte carbone tout en optimisant l'efficacité énergétique.

#### Les hôtels équipés en panneaux solaires thermiques

- Ibis Oujda
- Ibis Fes
- Ibis Ouarzazate
- Ibis Meknes
- Ibis Marrakech Gare
- Sofitel Marrakech
- Sofitel Casablanca



**-11,1%**

de gaz consommé entre 2023 et 2024



**0 T**

de fioul consommé en 2024



**-11,87%**

de combustible consommé en 2024



### Suppression du fioul dans quelques hôtels grâce aux Pompes à chaleur air-eau

L'installation des pompes à chaleur air-eau dans les hôtels de RISMA a permis une avancée majeure dans l'amélioration de l'efficacité énergétique et la réduction des combustibles fossiles. Grâce à ces investissements, M'Gallery Rabat et Mercure Rabat ont totalement supprimé l'usage du fioul, entraînant une baisse de consommation énergétique de -1 KWh/chambre disponible (-3,5 %) et -1,8 KWh/chambre disponible (-10,4 %) respectivement.

En parallèle, l'installation des pompes à chaleur a permis une réduction significative de l'utilisation du gaz dans plusieurs établissements. M'Gallery Essaouira a enregistré une baisse de -3,7 KWh/chambre disponible (-7 %), Novotel Casablanca de -1 KWh/chambre disponible (-7,4 %), tandis que les Ibis Casablanca CC, Sidi Maarouf et Meknès ont respectivement réduit leur consommation de -2,2 %, -6,3 % et -21 %.

RISMA poursuit son engagement en éliminant progressivement l'usage du fioul dans l'ensemble de ses installations. À terme, le gaz combustible sera exclusivement réservé aux usages en cuisine, consolidant ainsi une transition énergétique efficace et durable.

### Soutien à la mobilité verte

RISMA est engagé en faveur de la mobilité durable en intégrant des bornes de recharge pour véhicules électriques au sein de ses établissements, contribuant ainsi à la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Cette initiative s'inscrit dans la continuité de son engagement pour une hôtellerie responsable, tout en soutenant les objectifs nationaux et internationaux de décarbonation. Actuellement, trois hôtels en sont équipés: les Sofitels de Marrakech, Rabat et Agadir.





**EXCEPTIONNEL**

**12** ★

**Excellence Environnementale Certifiée**

L'engagement de RISMA pour la durabilité est également reconnu par des certifications externes, comme le label HQE Niveau Exceptionnel obtenu par l'hôtel Ibis Casablanca Voyageurs, qui en fait le premier hôtel en Afrique à recevoir cette distinction pour ses pratiques de construction durable et son faible impact énergétique.



## UNE GESTION RIGOUREUSE DES DÉCHETS

Chez RISMA, la gestion des déchets s'inscrit dans une démarche alliant responsabilité environnementale et engagement social. L'entreprise favorise l'économie circulaire en donnant une seconde vie aux matériaux usagés grâce à des dons aux associations, et contribue ainsi au soutien des communautés locales. RISMA poursuit également ses efforts pour réduire l'usage du plastique et limiter le gaspillage alimentaire.



### Lutte contre le gaspillage alimentaire

RISMA adopte une gestion responsable des ressources alimentaires en optimisant les stocks et les processus de préparation au sein de ses établissements. Chaque hôtel met en place des méthodes efficaces pour réduire les surplus, garantir une utilisation optimale des ingrédients et limiter le gaspillage.



### Engagement 'Zéro Plastique'

RISMA renforce son engagement en faveur d'un tourisme responsable en éliminant progressivement les plastiques à usage unique au sein de ses établissements. La société privilégie désormais des matériaux biodégradables et recyclables, tels que le kraft et le bambou, pour remplacer les articles plastiques dans ses commodités hôtelières. Cette transition illustre la volonté de RISMA de réduire son empreinte environnementale, d'adopter des alternatives durables et de sensibiliser ses clients à une consommation plus responsable.

### Réemploi solidaire des textiles

En 2024, RISMA a poursuivi son engagement citoyen en réinvestissant dans la communauté par le réemploi de textiles usagés provenant de ses établissements. Deux dons, d'une valeur totale de 289 000 MAD, ont été effectués à l'association Zero Berd, qui soutient les populations vulnérables des régions froides, notamment des familles ainsi que des étudiantes logées à Dar Taliba. Ces dons comprennent des draps, serviettes, peignoirs, tapis et nappes, répondant aux besoins essentiels de ces populations tout en contribuant à l'autonomie et à l'éducation des étudiantes.





# INDICATEURS SOCIAUX

## Répartition de l'effectif par genre

	2022	2023	2024
Femmes	451	423	420
Hommes	804	786	773
<b>Total effectif*</b>	<b>1 255</b>	<b>1 209</b>	<b>1 193</b>

## Répartition de l'effectif par nature du contrat de travail

	2022	2023	2024
CDD	6	3	2
CDI	1 249	1 205	1 191
Saisonniers	835	0	0
ANAPEC	0	1	0
<b>Total effectif</b>	<b>2 090</b>	<b>1 209</b>	<b>1 193</b>

## Répartition de l'effectif par catégorie

	2022	2023	2024
Femmes direction	-	-	15
Femmes cadres	90	42	21
Femmes non cadres	361	381	384
<b>Total femmes</b>	<b>451</b>	<b>423</b>	<b>420</b>
Hommes direction	-	-	39
Hommes cadres	129	87	52
Hommes non cadres	675	699	682
<b>Total hommes</b>	<b>804</b>	<b>786</b>	<b>773</b>
<b>Total effectif</b>	<b>1 255</b>	<b>1 209</b>	<b>1 193</b>

## Schéma d'intéressement et de participation du personnel

	2024
Date	Mai
Nature	Primes sur Objectifs
Principales modalités des contrats	0 à 10%/ 0 à 15%/ 0 à 30%
Sommes affectées Brutes	18 782 110 MAD

## Répartition de l'effectif par branche d'activité

	2024
Direction Générale	71
Hébergement/Commercial /Markg/Thalassa/Technique	539
Restauration	426
Finance/RH	146
Achat/Construction	11
<b>Total effectif</b>	<b>1 193</b>

\*Total effectif comprend : CDI, CDD et ANAPEC

## Répartition par ancienneté

Ancienneté	2022	2023	2024
Moins de 2 ans	130	145	190
Entre 2 et 5 ans	458	54	57
Entre 5 et 10 ans	226	219	158
Entre 10 et 12 ans	155	134	290
Entre 12 et 20 ans	203	473	296
Entre 20 et 25 ans	37	103	117
Plus de 25 ans	46	81	85
<b>Total effectif</b>	<b>1 255</b>	<b>1 209</b>	<b>1 193</b>

## Formation globale

	2024
Nombre de salariés ayant bénéficié d'une formation en % de l'effectif global	57%
Budget formation en % de la masse salariale	1,5%
Nombre de jours de formation / salarié	2

## Évolution de l'emploi

	2022	2023	2024
<b>Nombre de recrutements total</b>	<b>93</b>	<b>95</b>	<b>128</b>
<b>Nombre de démissions total</b>	<b>97</b>	<b>153</b>	<b>52</b>
<b>Nombre de licenciements total</b>			<b>7</b>

## Dialogue social

	2022	2023	2024
Nombre de jours de grève	0	0	0
Nombre de représentants du personnel	50	50	50
Nombre de litiges sociaux individuels	0	0	0
Nombre de litiges sociaux collectifs	0	0	0
<b>Nombre de litiges sociaux total</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

## Santé & Sécurité au travail

	2022	2023	2024
Nombre d'accidents de travail	13	22	31

## UNE GOUVERNANCE SOLIDE

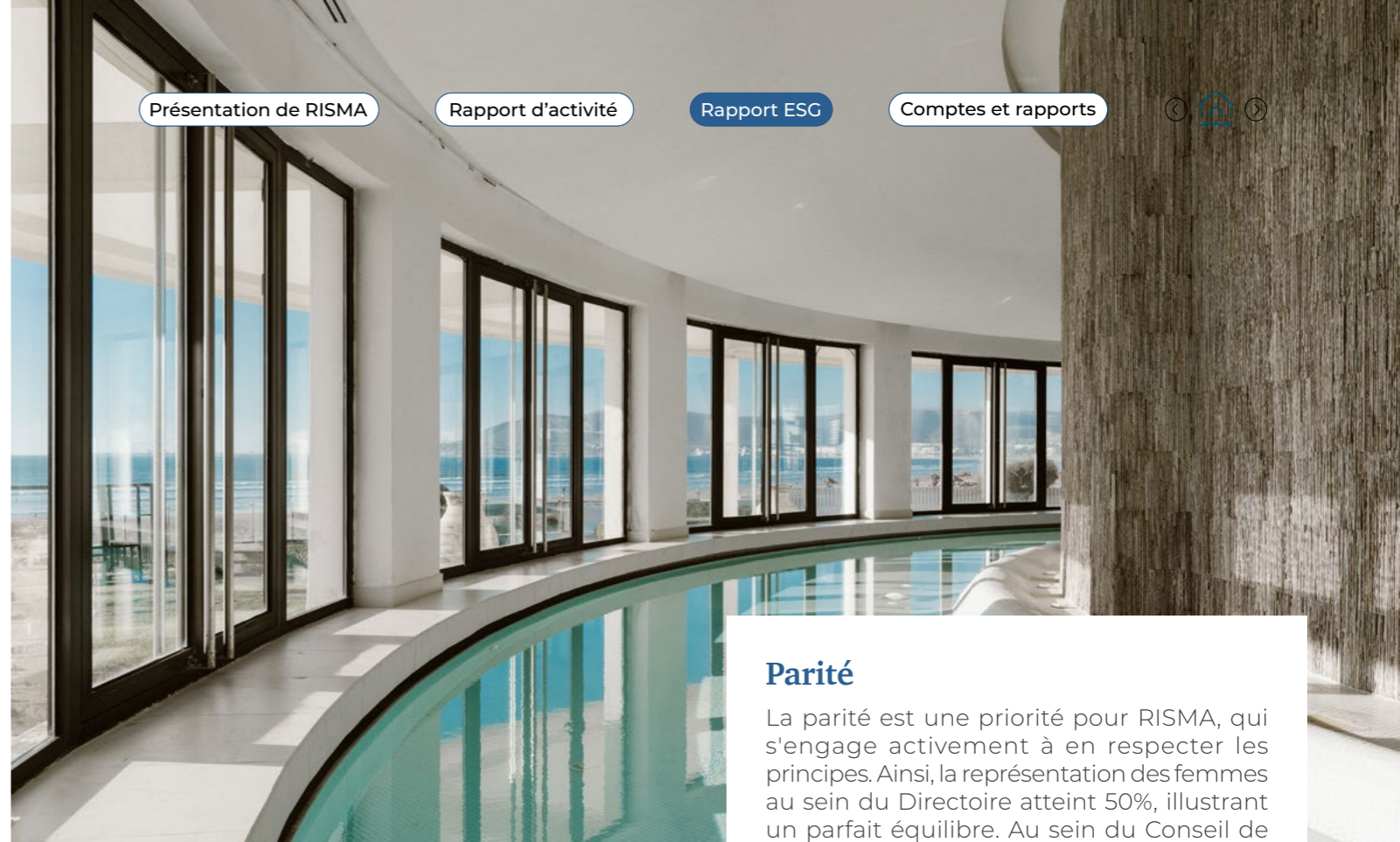
**RISMA est une société anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance. Cette structure duale permet de séparer clairement les responsabilités: le Directoire assure les fonctions de direction et de gestion, tandis que le Conseil de Surveillance se concentre sur le contrôle et la prise de décisions stratégiques.**

**Ce modèle de gouvernance favorise une meilleure application des principes de bonne gouvernance, en garantissant une séparation des pouvoirs et un équilibre optimal entre les fonctions exécutives et de contrôle.**

### Indépendance des membres du Conseil de Surveillance

La présence de membres indépendants au sein du Conseil de Surveillance garantit à l'ensemble des actionnaires une analyse, un jugement, une prise de décision et des actions empreintes d'une réelle indépendance, au service de l'intérêt de l'entreprise. Actifs et impliqués, ces membres apportent une liberté de jugement et d'expression qui enrichit la qualité des débats et des délibérations. Leur expérience, tant professionnelle que personnelle fournit un éclairage extérieur précieux pour l'entreprise.

Dans cette optique, RISMA a pris les mesures nécessaires pour se conformer aux exigences de l'article 41 bis de la loi n° 20-19, publiée au bulletin officiel en avril 2019, modifiant et complétant la loi n° 17-95 relative aux sociétés anonymes, notamment en ce qui concerne les critères d'indépendance des administrateurs. Le Conseil de Surveillance de RISMA est composé de deux administrateurs indépendants qui sont Mme Lamia EL BOUANANI et Mme Ghislane GUEDIRA BENNOUNA.



Présentation de RISMA

Rapport d'activité

Rapport ESG

Comptes et rapports



### Parité

La parité est une priorité pour RISMA, qui s'engage activement à en respecter les principes. Ainsi, la représentation des femmes au sein du Directoire atteint 50%, illustrant un parfait équilibre. Au sein du Conseil de Surveillance, la proportion de femmes est de 33% dépassant ainsi le seuil réglementaire de 30%, ce qui témoigne de l'engagement de RISMA en faveur d'une gouvernance inclusive et diversifiée.

### Le Conseil de Surveillance

Le Conseil de Surveillance assure non seulement le contrôle permanent de la gestion exercée par le Directoire, mais il joue également un rôle clé dans la définition des orientations stratégiques à long terme de la société. Il guide ainsi les actions du Directoire en fixant les lignes directrices pour le développement de l'entreprise.

En 2024, le Conseil de Surveillance a tenu 6 réunions, avec un taux de présence de 100%.

### Éthique et déontologie

Chez RISMA, l'éthique et la déontologie occupent une place centrale dans la conduite des affaires. Chaque hôtel s'appuie sur une charte éthique qui encadre les comportements attendus et promeut une culture d'intégrité. À l'échelle du Groupe, un dispositif global précise les règles de conduite, prévient les conflits d'intérêts et renforce la confiance. Des mesures spécifiques de lutte contre la corruption sont mises en œuvre, appuyées par des missions d'audit régulières. Tout manquement à ces règles peut entraîner de lourdes sanctions. Afin de renforcer l'adhésion des équipes, des formations à l'éthique sont régulièrement proposées aux collaborateurs.

### Rémunération des membres du Conseil de Surveillance

En 2024, l'Assemblée Générale a approuvé l'attribution de 1,45 MDH bruts en jetons de présence au titre de l'exercice 2023.





## Composition du conseil de surveillance

Au 31 décembre 2024, le Conseil de Surveillance de Risma est composé de 9 membres tous non exécutifs, dont 2 indépendants.

### M. AZEDDINE GUESSOUS

Président du Conseil de Surveillance

**NATIONALITÉ**

Marocaine

**DATE DE NOMINATION**

18/10/2023

**DATE D'ÉCHÉANCE DU MANDAT**

AGO statuant sur les comptes arrêtés au 31 décembre 2027

M. Azeddine GUESSOUS est Président Directeur Général de Maghrébail depuis 2004. Il a démarré sa carrière à l'OCP où il devient Directeur Commercial puis Directeur Financier. Nommé Ministre du Commerce, de l'Industrie et du Tourisme en 1978, puis Ministre chargé des relations avec la Communauté Économique Européenne, il a été nommé Ambassadeur du Maroc en Espagne en 1986. M. Azeddine Guessous a été nommé à la tête de la Caisse interprofessionnelle marocaine de retraite (CIMR) puis à la tête de la Compagnie d'Assurance Al Watanya en 2001. En 2004, M. Guessous est nommé Président Directeur Général de Maghrebail. M. Guessous a été décoré à plusieurs reprises, notamment du Wissam Reda de l'ordre d'Officier, de l'Ordre du Mérite Civil Espagnol, de l'ordre de la distinction GrandCroix, de l'Ordre National du Mérite Français de la médaille de Chevalier, de l'Order of British Empire de la médaille de Knight ainsi que d'autres décorations africaines et sudaméricaines. M. Azeddine Guessous est diplômé de HEC et de l'Institut d'Études Politiques de Paris.



### M. HICHAM EL AMRANI

Membre non exécutif

**NATIONALITÉ**

Marocaine

**DATE DE NOMINATION**

29/06/2022

**DATE D'ÉCHÉANCE DU MANDAT**

AGO statuant sur les comptes arrêtés au 31 décembre 2027

M. Hicham EL AMRANI cumule une expérience de plus de 24 années dans les domaines de l'investissement Private Equity, du financement et de la stratégie d'entreprises multiseCTORIELLES. À la création de FinanceCom en 2001, M. EL AMRANI était en charge de la Direction Technologies & Télécoms. Nommé Directeur de la Stratégie & Développement entre 2005 et 2008, M. EL AMRANI a été promu Directeur Général Adjoint en 2008 avant de se voir confier la Direction Générale de la holding en juin 2010. Il a ainsi mis en place les Best Practices de pilotage de performance de plusieurs entités du portefeuille de la holding. De plus, il a opéré plusieurs opérations de M&A, financement LBO et de restructurations dans le cadre de la rationalisation du portefeuille de la holding et de l'optimisation de son endettement. En 2009, M. EL AMRANI a également coordonné le processus global d'acquisition de la participation de Portugal Télécom & Telefonica dans Medi Telecom-Orange et celui de la cession de 40% de cette société à Orange en 2010. Il est à ce titre administrateur et membre permanent des différents organes de Gouvernance de Medi Telecom-Orange. En sus de ses fonctions, M. EL AMRANI est Administrateur de RMA, CTM, RISMA, Air Arabia, Finattech, Colliers International Maroc, et Président du Comité d'Audit de Air Arabia Maroc, Méditélécom-Orange, RISMA & CTM. M. EL AMRANI est Ingénieur de l'École Hassania des Trav aux Publics et titulaire d'un MBA et d'un Graduate Certificate dans le Manufacturing and Service Management de la Southern New Hampshire University, de l'Executive Program de la Singularity University ainsi que du Leadership Executive Program de l'Université de Yale.



● Comité de Rémunération ● Comité Stratégique ● Comité Audit

Ⓟ Président du comité Ⓜ Membre du comité

### RMA WATANYA

représentée par M. Hicham EL AMRANI

Membre non exécutif

**NATIONALITÉ**

Marocaine

**DATE DE NOMINATION**

05/04/2023

**DATE D'ÉCHÉANCE DU MANDAT**

AGO statuant sur les comptes arrêtés au 31 décembre 2027

M. Hicham EL AMRANI cumule une expérience de plus de 24 années dans les domaines de l'investissement Private Equity, du financement et de la stratégie d'entreprises multiseCTORIELLES. À la création de FinanceCom en 2001, M. EL AMRANI était en charge de la Direction Technologies & Télécoms. Nommé Directeur de la Stratégie & Développement entre 2005 et 2008, M. EL AMRANI a été promu Directeur Général Adjoint en 2008 avant de se voir confier la Direction Générale de la holding en juin 2010. Il a ainsi mis en place les Best Practices de pilotage de performance de plusieurs entités du portefeuille de la holding. De plus, il a opéré plusieurs opérations de M&A, financement LBO et de restructurations dans le cadre de la rationalisation du portefeuille de la holding et de l'optimisation de son endettement. En 2009, M. EL AMRANI a également coordonné le processus global d'acquisition de la participation de Portugal Télécom & Telefonica dans Medi Telecom-Orange et celui de la cession de 40% de cette société à Orange en 2010. Il est à ce titre administrateur et membre permanent des différents organes de Gouvernance de Medi Telecom-Orange. En sus de ses fonctions, M. EL AMRANI est Administrateur de RMA, CTM, RISMA, Air Arabia, Finattech, Colliers International Maroc, et Président du Comité d'Audit de Air Arabia Maroc, Méditélécom-Orange, RISMA & CTM. M. EL AMRANI est Ingénieur de l'École Hassania des Trav aux Publics et titulaire d'un MBA et d'un Graduate Certificate dans le Manufacturing and Service Management de la Southern New Hampshire University, de l'Executive Program de la Singularity University ainsi que du Leadership Executive Program de l'Université de Yale.

### M. ADIL DOUIRI

Membre non exécutif

**NATIONALITÉ**

Marocaine

**DATE DE NOMINATION**

29/06/2022

**DATE D'ÉCHÉANCE DU MANDAT**

AGO statuant sur les comptes arrêtés au 31 décembre 2027

M. Adil DOUIRI est Fondateur et Gérant de MUTANDIS, il est co-fondateur de la première banque d'affaires du Royaume, CFG Bank. Il en a été Président du Conseil de Surveillance jusqu'en novembre 2002. Il a ensuite été nommé Ministre du Tourisme en novembre 2002, puis Ministre du Tourisme, de l'Artisanat et de l'Économie Sociale en juin 2004, et ce jusqu'en octobre 2007. Il est Président du Conseil d'administration de CFGBank depuis 2015, et administrateur de deux sociétés cotées en bourse, Résidences Dar Saada et Orascom Development (Zurich). Il est, par ailleurs, administrateur de plusieurs filiales des groupes Mutandis et Mutandis Automobile. M. Adil Douiri est diplômé de l'École Nationale des Ponts et Chaussées à Paris.



● Comité de Rémunération ● Comité Stratégique ● Comité Audit

Ⓟ Président du comité Ⓜ Membre du comité



**CIMR**  
représentée par  
**M. Hassan BOULAKNADAL**  
Membre non exécutif

**NATIONALITÉ**  
Marocaine

**DATE DE NOMINATION**  
29/06/2022

**DATE D'ÉCHÉANCE DU MANDAT**  
AGO statuant sur les comptes  
arrêtés au 31 décembre 2027

M. Hassan BOULAKNADAL est Président Directeur Général de la CIMR. Avant cette nomination, il occupait le poste de Directeur de l'Office des Changes depuis mars 2016 et Président du comité d'allocation d'actifs de la CMR. Il a débuté sa carrière professionnelle dans la gestion d'actifs, au sein de BMCE où il a exercé les fonctions de Directeur Général de BMCE Capital Gestion et Secrétaire Général de BMCE Capital. En 2009, il a été nommé Directeur Général du CDVM (devenu AMMC). M. BOULAKNADAL est titulaire d'un DEA en mathématiques appliquées aux sciences économiques de l'Université Paris-Dauphine/ENSEA et d'un DEA en statistiques, probabilité et informatique de l'Université de Rouen.



**MAMDA - MCMA**  
représentée par  
**M. Hicham BELMRAH**  
Membre non exécutif

**NATIONALITÉ**  
Marocaine

**DATE DE NOMINATION**  
29/06/2022

**DATE D'ÉCHÉANCE DU MANDAT**  
AGO statuant sur les comptes  
arrêtés au 31 décembre 2027

M. Hicham BELMRAH est Président du Directoire de MAMDA-MCMA depuis décembre 2009. Expert-comptable et commissaire aux comptes, M. Belmrah a effectué une carrière de plus de 25 ans en audit et conseil auprès du cabinet Ernst & Young. M. Belmrah assure également les fonctions de Président du Directoire de MCMA - Mutuelle Centrale Marocaine d'Assurances, Président du Directoire de MAC - Mutuelle Attamine Chaabi et Administrateur Directeur Général de MAMDA RE Société de réassurance. M. Belmrah est diplômé de l'Université de Bordeaux.

**MUTRIS**  
représentée par  
**Mme Salma BENADDOU**  
Membre non exécutif

**NATIONALITÉ**  
Marocaine

**DATE DE NOMINATION**  
20/06/2024

**DATE D'ÉCHÉANCE DU MANDAT**  
AGO statuant sur les comptes  
arrêtés au 31 décembre 2029

Mme Salma BENADDOU est Fondatrice et Managing Partner de Baker Tilly Burj Finance, un cabinet de conseil financier, elle est également Founding Partner de Kalys Ventures et occupe également le poste de Vice-Présidente chez Endeavor Morocco depuis janvier 2023. Auparavant, Mme BENADDOU a eu une longue carrière chez CFG Group, où elle a été Partner et Responsable du Corporate Finance, ainsi que du secteur touristique. Mme BENADDOU est diplômée de l'EM Lyon Business School.



● Comité de Rémunération ● Comité Stratégique ● Comité Audit

Ⓟ Président du comité Ⓜ Membre du comité

**MME GHISLANE GUÉDIRA BENNOUNA**  
Membre indépendant

**NATIONALITÉ**  
Marocaine

**DATE DE NOMINATION**  
28/07/2020

**DATE D'ÉCHÉANCE DU MANDAT**  
AGO statuant sur les comptes  
arrêtés au 31 décembre 2025

Mme Ghislane GUÉDIRA BENNOUNA était Directrice chargée de mission auprès du Président Directeur Général d'OCP. Auparavant elle a été Directrice du Pôle Finance et Contrôle de gestion du Groupe. Avant de rejoindre le Groupe OCP, Mme GUÉDIRA a exercé plusieurs fonctions de Direction au sein du Groupe ONA, devenu Al Mada, et a également été Secrétaire Générale du distributeur marocain de carburants Winxo. Elle a démarré sa carrière professionnelle dans l'audit auprès du cabinet Arthur Andersen à Paris. Mme GUÉDIRA est diplômée de l'École Supérieure de Commerce de Paris (ESCP Europe).



**MME LAMIA EL BOUANANI**  
Membre indépendant

**NATIONALITÉ**  
Marocaine

**DATE DE NOMINATION**  
20/06/2024

**DATE D'ÉCHÉANCE DU MANDAT**  
AGO statuant sur les comptes  
arrêtés au 31 décembre 2029

Mme Lamia EL BOUANANI est Directrice Générale de l'Institut Marocain des Administrateurs (IMA), où elle a développé des programmes de certification pour les administrateurs de société au Maroc et en Afrique de l'Ouest (Côte d'Ivoire, Guinée Conakry, Niger, Burkina Faso). Son expérience professionnelle inclut également des missions d'expertise pour la Banque Mondiale et l'OCDE, axées sur la gouvernance d'entreprise et le reporting climat et durabilité. Elle siège en tant que membre de l'Awards Committee de l'ICGN (International Corporate Governance Network) depuis janvier 2023 et a été membre du Financial Capital Committee de 2015 à 2024. Lamia est diplômée de Sciences Po Paris (2001) et titulaire des certifications SCR-GARP (Sustainability and climate risk, Global Association of Risk Professionals, 2023) et FSA Credential (Fundamentals of Sustainability Accounting- Fondation IFRS, 2024).



● Comité de Rémunération ● Comité Stratégique ● Comité Audit

Ⓟ Président du comité Ⓜ Membre du comité



## Comités

Le Conseil de Surveillance s'appuie sur les travaux de trois comités spécialisés.

### Le Comité stratégique

Le Comité stratégique apporte son soutien au Directoire en formulant des recommandations et en définissant des orientations pour le développement de RISMA, tout en assurant le suivi des projets stratégiques. En 2024, le Comité stratégique s'est réuni à 2 reprises.

Membre	Fonction au sein du comité
M. Hicham EL AMRANI	Président du Comité
M. Azeddine GUESSOUS	Membre du Comité
M. Hassan BOULAKNADAL	Membre du Comité
M. Adil DOUIRI	Membre du Comité

### Le Comité d'audit

Le Comité d'audit se réunit 2 fois par an afin d'examiner les comptes semestriels et annuels du Groupe, contrôler les comptes annuels consolidés par les Commissaires aux comptes, proposer la nomination de ces derniers et contrôler leur indépendance. En plus du contrôle des comptes et des Commissaires aux comptes, le Comité d'audit supervise les activités du contrôle interne de RISMA, contrôle le processus de reporting financier et examine le cadre d'analyse et de mesure des risques financiers et opérationnels.

Membre	Fonction au sein du comité
Mme. Ghislane GUEDIRA	Présidente du Comité
M. Hicham EL AMRANI	Membre du Comité
M. Adil DOUIRI	Membre du Comité
Mme Lamia EL BOUANANI	Membre du Comité
Mme Salma BENADDOU EL IDRISSE	Membre du Comité

### Le Comité de rémunération

Le Comité de rémunération se charge de définir la politique de rémunération des membres du Directoire de RISMA.

Membre	Fonction au sein du comité
M. Azeddine GUESSOUS	Président du Comité
M. Hassan BOULAKNADAL	Membre du Comité
Mme Ghislane GUEDIRA	Membre du Comité

## Le Directoire

Nommé pour 5 ans par le Conseil de Surveillance, le Directoire assure la Direction exécutive du Groupe RISMA. Il se charge de la mise en œuvre de la stratégie et contribue à sa définition au préalable, en accord avec les grandes orientations à long terme, fixées par le Conseil de Surveillance.

Le Directoire compte à ce jour 2 membres, dont un Président.

## Composition du Directoire

L'ensemble des membres du Directoire sont des membres exécutifs

Membre	Fonction	Date de nomination/ renouvellement	Date d'expiration du mandat
M. Mohammed Amine ECHCHERKI	Président du Directoire	05 avril 2023	Conseil de Surveillance examinant les comptes de l'exercice 2027
Mme Sofia LOPEZ BENHAMIDA	Membre du Directoire	05 avril 2023	Conseil de Surveillance examinant les comptes de l'exercice 2027

### M. Mohammed AMINE ECHCHERKI

#### Président du Directoire

M. ECHCHERKI débute sa carrière en 1990 au siège d'IBM en France où il a occupé successivement les fonctions d'ingénieur d'affaires, puis de directeur chargé d'affaires et ensuite de directeur des opérations Afrique et Moyen Orient.

M. ECHCHERKI est nommé en 1999 Président Directeur Général d'IBM Maroc et a occupé ce poste jusqu'en 2007. Il devient ainsi le premier marocain à diriger IBM depuis sa création au Maroc et le plus jeune Président Directeur Général pays du Groupe IBM à 34 ans.

M. ECHCHERKI a rejoint le Groupe FinanceCom en 2007, il a occupé successivement les postes suivants, PDG de Magshore (filiale spécialisée en offshoring), Président de FinaTech Group (société spécialisée dans l'énergie et des technologies numériques de l'information et de la communication), Président de Budget Locasom (filiale à 100% de BMCE Bank, en charge de la location longue durée du parc automobile), et Président du Directoire du Groupe RISMA depuis mai 2012.

M. ECHCHERKI est titulaire d'un diplôme de l'École Supérieure d'Informatique de Paris et d'un MBA de l'université Henley au Royaume-Uni.

### Mme Sofia LOPEZ ÉPOUSE BENHAMIDA

#### Membre du Directoire

Mme BENHAMIDA débute sa carrière en 2001 au sein du cabinet Mazars à Paris où elle exerce la fonction de responsable de missions d'audit.

En 2004, elle rejoint le Groupe Accor à Paris, au sein de la direction de la consolidation. En 2008, elle est transférée au siège d'Accor Gestion Maroc, en tant que Directrice Financière et Administrative Adjointe.

Mme BENHAMIDA est nommée Directrice Financière du Groupe RISMA en septembre 2010, et est nommée membre du Directoire en décembre 2012 et Directrice Générale de RISMA en 2022.

Mme BENHAMIDA est diplômée de l'Edhec et a obtenu le certificat Administrateurs de Sociétés à SciencesPo Paris en 2024.

## Rémunération des dirigeants

La rémunération des dirigeants, au titre de l'exercice 2024, s'élève à 15 MDH et inclut les directions suivantes: Directoire, Direction financière, Direction construction et Direction audit.



## Mandats des administrateurs dans d'autres Conseils d'Administration

### M. Azeddine GUESSOUS

SOCIÉTÉ	TYPE MANDAT
BANK OF AFRICA	Administrateur, Intuitu Personae & Représentant permanent de RMA
RISMA	Président du Conseil de Surveillance
MAGHREBAIL	Président Directeur Général
BANK OF AFRICA EUROPE (ex BMCE International Madrid)	Président du Conseil d'Administration
BOA GROUP	Administrateur
RMAww	Administrateur, Vice-Président du Conseil
LOCASOM	Administrateur
SETTAVEX	Administrateur
SONASID	Administrateur
MAROCAINE DES TABACS	Administrateur
ALMA PACK	Administrateur
ALMA BAT	Administrateur
AL AKHAWAYN	Administrateur
MUTANDIS	Administrateur
Société SAZINAG	Gérant

### M. Hicham EL AMRANI

SOCIÉTÉ	TYPE MANDAT
AIR ARABIA MAROC	Administrateur et Représentant permanent de INTERFINA, Administrateur Membre/Président du Comité d'Audit
AL BAIDAA DESALINATION COMPANY	Administrateur
ARGAN INVEST	Président Directeur Général
BANK OF AFRICA (ex-BMCE Bank)	Représentant permanent de O CAPITAL GROUP, Administrateur Membre du Comité des Risques Groupe, du Comité Stratégique, STF et invité permanent CACI
BRICO-INVEST	Représentant permanent de INTERFINA, Administrateur
CAP ESTATE	Représentant permanent de O CAPITAL GROUP Administrateur, et Directeur Général Délégué
COLLIERS INTERNATIONAL MAROC	Administrateur et Représentant permanent de ARGAN INVEST, Administrateur
CTM	Administrateur Président du Comité Stratégique Membre du Comité d'Audit et Président du Comité RH
CTM MESSAGERIE	Administrateur
DBM MEDIA GROUP	Administrateur, Vice-Président du Conseil d'Administration
FINANCIERE YACOUT	Représentant permanent de O CAPITAL GROUP Administrateur, et Directeur Général Délégué
FONDATION OTHMAN BENJELLOUN	Membre Fondateur
INTERFINA	Administrateur et Directeur Général Délégué
MEDITELECOM (Orange)	Administrateur Président du Comité d'Audit, Membre du Comité Stratégique et du Comité RH
MEDIUM FINANCE	Président Directeur Général
O CAPITAL GREEN INVESTMENT	Administrateur Directeur Général Délégué
O CAPITAL EUROPE	Administrateur
O CAPITAL GROUP	Administrateur et Directeur Général Délégué (Fonction Principale)
O TOWER	Représentant permanent de O CAPITAL GROUP, Administrateur
REVLÝ'S	Représentant permanent de INTERFINA, Administrateur
RISMA	Représentant permanent de RMA, membre du Conseil de Surveillance Membre du Comité d'Audit et Comité stratégique

### M. Hicham EL AMRANI (suite)

SOCIÉTÉ	TYPE MANDAT
RMA	Administrateur
SFCM	Membre du Comité d'Audit, Président du comité stratégique"
	Représentant permanent de O CAPITAL GROUP, Administrateur

### M. Adil DOUIRI

SOCIÉTÉ	TYPE MANDAT
Mugest	Gérant associé unique
Mutandis SCA	Représentant de la société Mugest (gérant et associée commandité)
Mutandis Automobile	Représentant de la société Mugest (gérant et associée commandité)
Mutatis	Représentant de la société Mugest (gérant et associée commandité)
Mutris	Représentant de la société Mugest (gérant et associée commandité)
Distra	Président du Conseil d'administration
LGMC	Président du Conseil d'administration
EAE	Président du Conseil d'administration
Univers Motors Asie	Président Directeur Général
ISHAM Finance	Représentant de Mutandis Automobile (administrateur)
RISMA	Représentant de Mutandis Automobile (administrateur)
Mutandis USA INC	Administrateur
Avical	Gérant

### M. Hassan BOULAKNADAL en qualité de représentant permanent de la CIMR

SOCIÉTÉ	TYPE MANDAT
AFMA	Administrateur
AL MADA HOLDING	Administrateur
A6 IMMOBILIER	Administrateur
BANQUE CENTRALE POPULAIRE	Administrateur
BRASSERIES DU MAROC	Administrateur
CFG BANK	Administrateur
EQDOM	Administrateur
LAFARGE HOLCIM MAROC	Administrateur
RISMA	Membre du Conseil de surveillance
SOCIETE DE SEL DE MOHAMMEDIA	Administrateur
SOMED	Administrateur
Am Invest Morocco	Administrateur
SAPINO	Administrateur
CENTURIS	Administrateur
CDV PATRIMOINE	Administrateur
CDV PROMOTION	Administrateur
OPCI AVENIR PATRIMOINE	Administrateur
SECURITE	Administrateur
OPCI EDUCAPITAL	Administrateur
OPCI CIMR PATRIMOINE	Président du Conseil d'Administration
OPCI CIMR INVEST IMMO	Président du Conseil d'Administration
OPCI CIMR IMMO PREMIUM	Président du Conseil d'Administration

**M. Hassan BOULAKNADAL**

SOCIÉTÉ	TYPE MANDAT
LESIEUR CRISTAL	Administrateur / PCA
RAMICAL	Administrateur / PDG
AKILAM	Administrateur / PDG
LARBEL	Gérant
CIMR FONCIA	Gérant
AL MADA VENTURE CAP	Administrateur
ATLAS HOSPITALITY MOROCCO	Administrateur
COSUMAR	Administrateur
Compagnie Minière de Touissit	Administrateur / PCA
IMC	Administrateur / PCA
SAPRESS	Administrateur
WARAK PRESS	Administrateur
H Partners	Membre du conseil de surveillance

**M. Hicham BELMRAH**

SOCIÉTÉ	TYPE MANDAT
BCP	Administrateur
COSUMAR	Administrateur
LESIEUR	Administrateur
MAGHREBAIL	Administrateur
SONASID	Administrateur
AL MADA	Administrateur
CAM	Membre du Conseil de Surveillance
SOMED	Administrateur
AFRIQUIA SMDC	Administrateur
NSI	Administrateur
AKWA AFRICA	Administrateur
RYAD RESSORT DEVELOPPEMENT	Administrateur
CAT	Administrateur
MAMDA IT	Administrateur
RESORT CO	Administrateur
UIR	Administrateur
OLEA CAPITAL	Administrateur
ALHIF	Administrateur
MASSIMISSA	Administrateur
A6 IMMOBILIER	Administrateur
UPLINE VENTURE	Administrateur

**MME Ghislane GUEDIRA BENNOUNA**

SOCIÉTÉ	TYPE MANDAT
Aya Gold & Silver	Membre du Conseil d'Administration
CBI	Membre du Conseil d'Administration Président du Comité d'Audit
CDG Capital	Membre du Conseil d'Administration Président du Comité d'Audit Membre du Comité Risques Membre du Comité Stratégique
LafargeHolcim Maroc	Membre du Conseil d'Administration Président du Comité d'Audit Membre du Comité ESG

**MME Salma BENADDOU en tant que représentant de Mutris**

SOCIÉTÉ	TYPE MANDAT
Société Burj Finance	Gérant
Société Kalys Ventures Partners	Gérant Unique
Société Kalys VC Fund I	Gérant
Société Chari Money	Membre du conseil d'administration
Société BMCI Leasing	Membre du conseil d'administration

**MME Lamia EL BOUANANI**

SOCIÉTÉ	TYPE MANDAT
RISMA	Membre du Conseil de Surveillance

**Relations avec les actionnaires**

Conformément aux exigences réglementaires, RISMA informe régulièrement ses actionnaires par le biais de son site internet où sont répertoriés l'ensemble des publications légales exigées pour toute société cotée en bourse.

Au cours de l'année 2024, RISMA a publié ses informations financières selon le calendrier suivant :

COMMUNIQUÉ DE PRESSE	DATE DE PUBLICATION
Communiqué de presse relatif aux indicateurs du 4 <sup>ème</sup> trimestre 2023	29/02/2024
Communiqué de presse financier relatif aux résultats 2023	15/03/2024
Résultats financiers 2023 et CP RFA 2023	30/04/2024
Avis de convocation à l'AGM du 20 juin 2024	20/05/2024
Communiqué de presse post AGM du 20 juin 2024	05/07/2024
Communiqué de presse relatif aux indicateurs du 2 <sup>ème</sup> trimestre 2024	30/08/2024
Résultats financiers du 1 <sup>er</sup> semestre 2024	27/09/2024
Communiqué de presse relatif aux indicateurs du 3 <sup>ème</sup> trimestre 2024	29/11/2024

L'ensemble de ces publications sont disponibles sur le site internet de RISMA : <https://risma.com/investisseurs/>



COMPTES  
ANNUELS  
ET RAPPORTS

COMPTES  
CONSOLIDÉS



Les résultats de l'année 2024 sont marqués par une nette progression.

## I- Comptes consolidés résumés et annexes

### 1. Compte de Résultat Consolidé synthétique

EN KMAD	31/12/2023	31/12/2024
Chiffre d'affaires	1 174 515	1 263 775
Charges d'exploitation	(751 395)	(792 373)
<b>Résultat Brut d'Exploitation</b>	<b>423 120</b>	<b>471 402</b>
Loyers	(9 214)	(10 180)
<b>Excédent brut d'exploitation</b>	<b>413 906</b>	<b>461 221</b>
Amortissements et provisions	(164 108)	(168 379)
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>249 799</b>	<b>292 842</b>
<b>Résultat financier</b>	<b>(92 195)</b>	<b>(78 031)</b>
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>157 604</b>	<b>214 811</b>
Résultat de la gestion des autres actifs	161 682	11 569
<b>Résultat opérationnel avant impôts</b>	<b>319 286</b>	<b>226 380</b>
Impôts	(65 968)	(30 084)
<b>Résultat net de l'ensemble consolidé</b>	<b>253 318</b>	<b>196 296</b>
Intérêts minoritaires	(9 264)	(13 272)
<b>Résultat Net Part du Groupe</b>	<b>244 054</b>	<b>183 024</b>

#### Chiffre d'affaires consolidé

Le chiffre d'affaires au 31 décembre 2024 s'élève à 1 264 MDH en hausse de 8% par rapport au 31 décembre 2023.

#### Excédent brut d'exploitation (EBITDA)

L'Excédent Brut d'Exploitation (EBITDA) est de 461 MDH, en hausse de 47 MDH par rapport au 31 décembre 2023.

#### Résultat Net Part Du Groupe (RNPG)

Le RNPG s'élève à 183 Mdh et ne comporte pas d'éléments non courants significatifs. Pour rappel, le RNPG de 2023 hors éléments non courants (cession AGM et impôts différés) s'élevait à 138 Mdh. Sans ces éléments, le RNPG de 2023 était de 244 Mdh.

## 2. État du résultat global consolidé

EN KMAD	31/12/2023	31/12/2024
RÉSULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ	253 318	196 296
Différence de conversion	-	-
<b>Partie efficace des profits et pertes sur instruments de couverture dans les couvertures de flux de trésorerie</b>	-	-
Variation de la juste valeur des "Actifs disponibles à la vente"	-	-
<b>Écarts actuariels sur les engagements sociaux à prestations définies</b>	-	-
Quote part dans les autres éléments du Résultat Global issus des entités associées comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	-	-
<b>Autres éléments du résultat global qui seront ultérieurement reclassés en résultat net</b>	-	-
<b>Gain et pertes actuariels sur les engagements sociaux à prestations définies</b>	-	-
Autres éléments du résultat global qui ne seront jamais classés en résultat net	-	-
<b>Autres éléments du résultat global après impôt</b>	-	-
Quote part dans les autres éléments du Résultat Global issus des entités associées comptabilisées	-	-
<b>RÉSULTAT NET ET AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL TOTAL</b>	<b>253 318</b>	<b>196 296</b>
Résultat net et autres éléments du résultat global total part Groupe	244 054	183 024
<b>Résultat net et autres éléments du résultat global total Part des intérêts minoritaires</b>	<b>(9 264)</b>	<b>(13 272)</b>

## 3. État de la situation financière consolidée

### 3-1 Actif

EN KMAD	31/12/2023	31/12/2024
Écart d'Acquisition	281 505	281 505
Immobilisations Incorporelles	1 865	1 423
Immobilisations Corporelles	2 755 788	2 678 337
Autres immobilisations financières	2 316	2 200
Actifs d'impôts différés	47 776	36 282
<b>Total Actif Non Courant</b>	<b>3 089 249</b>	<b>2 999 747</b>
Stocks	13 646	13 858
Clients	50 946	36 320
Autres tiers	170 879	148 572
Trésorerie et équivalence de trésorerie	676 496	610 948
<b>Total Actif Courant</b>	<b>911 968</b>	<b>809 699</b>
<b>Total Actif</b>	<b>4 001 216</b>	<b>3 809 445</b>



### 3-2 Passif

EN KMAD	31/12/2023	31/12/2024
Capital	1 432 695	1 432 695
Primes et réserves	(198 111)	(34 521)
Résultat de l'exercice	244 054	183 024
<b>Capitaux Propres Part Groupe</b>	<b>1 478 638</b>	<b>1 581 198</b>
Intérêts minoritaires	100 630	113 553
<b>Capitaux Propres</b>	<b>1 579 268</b>	<b>1 694 751</b>
Autres dettes à long terme	1 671 682	1 391 741
Provisions à caractère non courant	3 401	3 949
<b>Total Passif Non Courant</b>	<b>1 675 083</b>	<b>1 395 690</b>
Fournisseurs	119 869	136 998
Autres tiers et impôt société	189 450	196 305
Provisions à caractère courant	105 175	80 751
Dettes financières à court terme	245 971	253 434
Banques	86 400	51 516
<b>Total Passif Courant</b>	<b>746 865</b>	<b>719 004</b>
<b>Total PASSIF</b>	<b>4 001 216</b>	<b>3 809 445</b>

### 4. Tableau des flux de trésorerie

EN KMAD	31/12/2023	31/12/2024
+ Excédent Brut d'Exploitation	413 906	461 221
+ Résultat financier	(92 195)	(78 031)
+ Impôts sur les sociétés	(9 175)	(18 133)
+ Charges et produits non décaissés dans l'EBE	37 756	9 271
<b>= MARGE BRUTE D'AUTOFINANCEMENT AVANT ÉLÉMENTS NON RÉCURRENTS</b>	<b>350 292</b>	<b>374 329</b>
+ Gain (Pertes) non récurrents et frais de restructuration	-	-
+ Diminution (Augmentation) du BFR	(204 433)	60 705
<b>= FLUX DE TRÉSORERIE DES ACTIVITÉS OPERATIONNELLES [A]</b>	<b>145 859</b>	<b>435 034</b>
variations de périmètre	-	-
- Décaissements liés à des investissements sur actifs existants	(81 449)	(24 554)
- Décaissements liés à des investissements de développement	(87 569)	(109 390)
- Autres décaissements	(32 742)	-
+ Encaissements liés à des cessions d'actifs	174 000	26 520
Variation des autres actifs financiers	-	165
<b>= FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX INVESTISSEMENTS / DÉSIGNIFICATIONS [B]</b>	<b>(27 760)</b>	<b>(107 258)</b>
Augmentation de capital (titres de mises en équivalence)	-	-
- Réduction de capital	-	-
- Dividendes payés	-	(85 962)
- Remboursement de la dette long terme	(657 134)	(279 941)
- Remboursement liés aux contrats de location-financement	-	-
+ Obligation remboursables en actions	-	-
+ Nouveaux emprunts long terme	284 000	-
<b>= AUGMENTATION (DIMINUTION) DE LA DETTE LONG TERME</b>	<b>(373 134)</b>	<b>(365 903)</b>
+ variation des dettes financière court terme	87 661	7 463
<b>= FLUX DE TRÉSORERIE DES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT [C]</b>	<b>(285 473)</b>	<b>(358 440)</b>
- DIFFÉRENCE DE CONVERSION [D]	-	-
<b>= VARIATION DE TRÉSORERIE [E]=[A]+[B]+[C]+[D]</b>	<b>(167 374)</b>	<b>(30 664)</b>
- Trésorerie ouverture	757 471	590 096
+ Trésorerie clôture	590 096	559 432
<b>= VARIATION DE TRÉSORERIE</b>	<b>(167 374)</b>	<b>(30 664)</b>

(\*) y compris les investissements en location financement

### 5. Variation des capitaux propres

Les capitaux propres s'élèvent à 1 695 MDH vs 1 579 MDH au 31 décembre 2023. La variation des capitaux propres se présente comme suit :

EN KMAD	Nombre d'actions	Capital	Primes, réserves, report à nouveau et résultats	Capitaux propres Groupe	Intérêts minoritaires	Total capitaux propres
<b>1 janvier 2023</b>	<b>14 326 947</b>	<b>1 432 695</b>	<b>(214 959)</b>	<b>1 217 736</b>	<b>91 367</b>	<b>1 309 102</b>
Résultat de l'exercice	-	-	244 054	244 054	9 264	253 318
Dividendes distribué brut de précompte	-	-	-	-	-	-
Augmentation de capital	-	-	-	-	-	-
Autres mouvements	-	-	16 848	16 848	-	16 848
<b>31 décembre 2023</b>	<b>14 326 947</b>	<b>1 432 695</b>	<b>45 943</b>	<b>1 478 638</b>	<b>100 630</b>	<b>1 579 268</b>
Résultat de l'exercice	-	-	183 024	183 024	13 272	196 296
Dividendes distribués bruts de pré-compte	-	-	(85 962)	(85 962)	-	(85 962)
Augmentation de capital	-	-	-	-	-	-
Autres mouvements	-	-	5 497	5 497	(349)	5 148
<b>31 décembre 2024</b>	<b>14 326 947</b>	<b>1 432 695</b>	<b>148 503</b>	<b>1 581 198</b>	<b>113 553</b>	<b>1 694 751</b>

### 6. Principaux ratios de gestion

#### Ratios financiers

	31/12/2023	31/12/2024
Gearing (Dette nette/Capitaux Propres)	84%	64%
Marge Brute d'Autofinancement d'exploitation courante / Dette nette	26%	34%
Résultat Brut d'Exploitation / Charges financières retraitées		
Retour sur capitaux employés (en brut)	13%	15%
Création de valeur économique (en millions de MAD)	-38	8

**Note (a) :** Le Gearing est le rapport de la dette nette sur les capitaux propres (y compris intérêts minoritaires).

**Note (b) :** Marge brute d'autofinancement d'exploitation courante retraitée / dette nette

**Note (c) :** Le ratio de retour sur capitaux employés (Return On Capital Employed ou ROCE) est défini ci-après.

**Note (d) :** Création de la valeur économique ou Economic Value Added (EVA).

La détermination de la création de valeur économique a été établie sur la base des données suivantes :

	31/12/2023	31/12/2024	Notes
Coût des fonds propres	11%	10%	(1)
Coût de la dette après impôt	4%	4%	
Pondération fonds propres / Dettes			
- Fonds Propres	54%	61%	
- Dettes	46%	39%	
Coût moyen pondéré du capital	8%	7%	(2)
ROCE après impôt	7%	8%	(3)
Capitaux employés (en millions de MAD)	3 252	3 138	
Création de valeur économique (en millions de MAD)	-38	8	



(1) Le Beta retenu pour le calcul du coût des fonds propres pour l'année 2024 est de 1,42. Le taux sans risque est le BT 10 ans.

(2) Le coût moyen pondéré du capital se détermine comme suit :

$$\text{Coût des fonds propres} \times \frac{\text{fonds propres}}{(\text{Fonds propres} + \text{dettes})} + \text{coût de la dette} \times \frac{\text{dettes}}{(\text{Fonds propres} + \text{dettes})}$$

(3) Le ROCE après impôt se détermine comme suit :

$$\frac{\text{EBITDA} - [(\text{EBITDA} - \text{amortissements opérationnels}) \times \text{taux d'impôt}]}{\text{Capitaux engagés}}$$

(4) La création de valeur économique se détermine comme suit : (ROCE après impôt – coût moyen pondéré du capital) x capitaux employés

### Retour sur capitaux employés (ROCE)

Le retour sur capitaux employés (ROCE) est l'instrument utilisé par le Groupe dans sa gestion interne pour mesurer sa performance.

C'est aussi un indicateur de la rentabilité des actifs non consolidés ou mis en équivalence.

Il est déterminé sur la base des agrégats suivants établis à partir des comptes consolidés :

- Excédent d'exploitation des activités (EBITDA) : cet agrégat comprend l'excédent brut d'exploitation et les produits sur immobilisations financières (dividendes et produits financiers des sociétés externes et mises en équivalence) ;
- Capitaux employés : total des actifs immobilisés calculés à partir de la moyenne de leur valeur brute, sur chaque exercice et du besoin en fonds de roulement.

Le ROCE est calculé comme le rapport de l'excédent d'exploitation des activités (EBITDA) et des capitaux employés moyens, au cours de la période de référence.

	31/12/2023	31/12/2024
Capitaux employés	3 252 029	3 138 058
Capitaux employés moyens	3 252 029	3 138 058
Excédent Brut d'Exploitation	413 906	461 221
Quote-part dans le résultat des mises en équivalence avant impôt	0	0
Excédent d'exploitation des activités (EBITDA)	413 906	461 221
ROCE (EBITDA / CAPITAUX EMPLOYÉS)	13%	15%

## 7. Principes comptables

### Cadre général

Les comptes consolidés du Groupe RISMA pour l'exercice sont établis en conformité avec les normes et interprétations IFRS (International Financial Reporting Standards), édictées par l'IASB International Accounting Standards Board, telles qu'adoptées par l'Union Européenne (UE).

Ces comptes présentent en données comparatives l'année 2023 et l'année 2024 dans leur ensemble établis selon le même référentiel comptable.

### Normes et interprétations applicables au 1<sup>er</sup> janvier 2024

Il n'y a pas eu de normes et d'interprétations qui devaient s'appliquer à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2024.

### Évaluation de l'impact possible sur les états financiers consolidés du Groupe RISMA des futures normes, amendements de normes et interprétations

Le Groupe RISMA estime que les textes d'amélioration prévus pour 2025 n'auront pas d'incidence matérielle sur ses comptes consolidés.

### Première adoption des ifrs

Il convient de rappeler les options prises par le groupe RISMA dans le cadre de la préparation de son bilan d'ouverture IFRS au 1<sup>er</sup> janvier 2006 (date de transition aux IFRS pour le groupe RISMA), et ce en vertu de la norme IFRS 1 :

- Non-retraitement des regroupements d'entreprises antérieurs au 1<sup>er</sup> janvier 2004 ;
- Reclassement en réserves consolidées des écarts de conversion cumulés au 1<sup>er</sup> janvier 2004 ;
- Non réévaluation des immobilisations corporelles et incorporelles à la date de transition à leur juste valeur.

### Base de préparation des états financiers

Les comptes des sociétés consolidées sont retraités afin d'être en conformité avec les principes comptables du groupe RISMA.

La préparation des états financiers consolidés implique la prise en compte d'estimations et d'hypothèses par le groupe RISMA qui peuvent affecter la valeur comptable de certains éléments d'actif et de passif, de produits et de charges, ainsi que des informations données dans les annexes. La direction de RISMA revoit ces estimations et hypothèses de manière régulière afin de s'assurer de leur pertinence au regard de l'expérience passée et de la situation économique actuelle. En fonction de l'évolution de ces hypothèses, les éléments figurant dans ses futurs états financiers pourraient être différents des estimations actuelles.

Les principales estimations et les principaux jugements faits par la Direction pour l'établissement des états financiers concernent la valorisation et les durées d'utilité des actifs corporels et incorporels, le montant des provisions pour risques ainsi que des hypothèses retenues pour le calcul des engagements de retraite, des litiges et des impôts différés.

Les principales hypothèses retenues par le groupe RISMA sont détaillées dans chacun des paragraphes dédiés de l'annexe aux états financiers.



En l'absence de normes ou d'interprétations applicables à une transaction spécifique, la direction de RISMA fait usage de jugement pour définir et appliquer les méthodes comptables qui permettront d'obtenir des informations pertinentes et fiables, de sorte que les états financiers présentent une image fidèle de la situation financière, de la performance financière et des flux de trésorerie Groupe et traduisent la réalité économique des transactions.

Les principales méthodes comptables suivies sont décrites ci-après :

### A. Méthodes de consolidation

Les sociétés dans lesquelles RISMA exerce directement ou indirectement un contrôle exclusif sont consolidées par intégration globale. Ce contrôle est présumé pour les sociétés dans lesquelles RISMA détient plus de 50% des droits de vote.

Les titres des sociétés dans lesquelles RISMA exerce une influence notable sont consolidés par mise en équivalence. Cette influence est présumée lorsque RISMA détient entre 20% et 50 % des droits de vote.

Conformément à la norme IFRS 11 "Partenariats", les sociétés dans lesquelles le Groupe RISMA a un contrôle conjoint sont consolidées par mise en équivalence.

Conformément à la norme IFRS 10 "États financiers consolidés"; seuls les droits de vote potentiels exerçables ou convertibles, sont pris en considération pour apprécier le contrôle. Il n'est pas tenu compte des droits de vote potentiels non immédiatement exerçables ou convertibles, ou soumis à l'occurrence d'un événement futur.

Lors d'une acquisition, les actifs et passifs de la filiale acquise sont évalués à leur juste valeur à la date de l'acquisition. Les intérêts minoritaires sont évalués pour leur part dans les justes valeurs des actifs et passifs comptabilisés.

### B- Écarts d'acquisition

À l'occasion de la première consolidation des filiales et participations de RISMA, il est procédé, dans un délai n'excédant pas un an, à l'évaluation de l'ensemble des éléments identifiables (actifs et passifs) acquis.

Postérieurement à leur affectation, l'ensemble des écarts d'évaluation suit les règles comptables propres à leur nature.

#### B. 1. Écart d'acquisition positif

L'écart résiduel éventuel correspondant à l'excédent du coût d'acquisition sur la part de RISMA dans la juste valeur des actifs et des passifs identifiables de l'entreprise acquise à la date d'acquisition est inscrit à l'actif du bilan sous la rubrique « Écarts d'acquisition ».

L'écart d'acquisition provenant de l'acquisition d'une entreprise dans laquelle RISMA exerce une influence notable est inclus dans la valeur comptable de celle-ci. L'écart d'acquisition provenant de l'acquisition de filiales et d'entités contrôlées conjointement est présenté séparément au bilan.

Les écarts d'acquisition positifs ne sont pas amortis, conformément à IFRS 3 révisée « Regroupements d'entreprises ». Ils font l'objet d'un test de dépréciation dès l'apparition d'indices de pertes de valeur et au minimum une fois par an. Les modalités des tests de dépréciation sont détaillées dans la note 1.D.6. En cas de perte de valeur, la dépréciation constatée au compte de résultat, dans la rubrique dépréciation d'actifs, est irréversible.

#### B. 2. Écart d'acquisition négatif

L'écart d'acquisition négatif représente l'excédent de la part du groupe RISMA dans la juste valeur des actifs et des passifs identifiables de l'entreprise acquise à la date d'acquisition sur le coût d'acquisition.

L'écart d'acquisition négatif est comptabilisé immédiatement au compte de résultat au cours de la période d'acquisition. Dans la mesure où tout ou partie de l'écart d'acquisition négatif correspond à des pertes et dépenses futures attendues à la date d'acquisition, celui-ci est

comptabilisé en produits dans le compte de résultat de l'exercice au cours duquel ces pertes ou ces dépenses sont générées.

### C- Conversion des opérations libellées en devises

La monnaie de présentation des comptes est le Dirhams. Les transactions réalisées en devises sont converties au taux de change du jour de chacune des transactions.

Les créances et dettes non monétaires à la date de clôture des comptes sont converties au cours de change en vigueur à cette date. Les pertes de change latentes qui en résultent, sont comptabilisées en résultat financier.

### D. Immobilisations

#### D.1. Immobilisations incorporelles

Conformément à la norme IAS 38, « Immobilisations incorporelles », les immobilisations incorporelles acquises figurent au bilan à leur coût d'acquisition diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur.

Les immobilisations incorporelles du groupe RISMA sont à durée de vie définie et sont amorties selon le mode linéaire sur des périodes qui correspondent à leur durée d'utilité prévue.

#### D.2. Immobilisations corporelles

Conformément à la norme IAS 16 « Immobilisations corporelles », les immobilisations corporelles sont inscrites au bilan à leur valeur d'acquisition ou à leur coût de revient (y compris les frais financiers intercalaires relatifs aux emprunts nécessaires au financement des phases de constructions) moins les amortissements et les pertes de valeur.

Les immobilisations corporelles en cours de construction sont comptabilisées au coût, diminué de toute perte de valeur identifiée.

L'amortissement de ces actifs commence lorsque les actifs sont prêts à être utilisés. À partir de la date de mise en service du bien, les immobilisations corporelles sont amorties linéairement, selon une approche par composantes, sur leur durée d'utilité :

Constructions : 50 ans (Économique 35 ans)

Installations générales, agencements et aménagements des constructions : 7 à 25 ans

Frais accessoires sur constructions : 50 ans (Economique 35 ans)

Équipements 5 à 15 ans

#### D.3. Coûts d'emprunt

les coûts d'emprunt qui sont directement attribuables à l'acquisition, la construction ou la production d'un actif immobilisé sont incorporés dans le coût de cet actif. Les autres coûts d'emprunt sont comptabilisés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

#### D.4. Contrat de location

La norme IFRS 16 remplace la norme IAS 17, ainsi que les interprétations correspondantes (IFRIC 4, SIC 15 et SIC 27). Elle est rentrée en vigueur le 1er janvier 2019.



Elle supprime la distinction entre location simple et location financière d'IAS 17, et requiert de comptabiliser les contrats de location remplissant des critères spécifiques au bilan en faisant apparaître un actif représentatif du droit d'utilisation de l'actif loué pendant la durée du contrat en contrepartie d'une dette au titre de l'obligation de paiement des loyers.

### A. Définition du droit d'utilisation

Le droit d'utilisation né d'IFRS 16 chez le groupe RISMA provient de ses contrats de location. Sous IFRS 16, « un contrat est, ou contient, une location si le contrat confère au preneur le contrôle de l'utilisation d'un actif identifié pour une période donnée en échange d'une contrepartie ». Cette définition fournie par le texte de norme met l'accent sur deux points principaux : L'identification de l'actif et le contrôle de son utilisation par le preneur.

La comptabilisation des contrats de location au bilan dépend des éléments suivants :

- ◁ La durée raisonnablement certaine retenue pour chaque contrat ;
- ◁ Les composantes fixes et variables du paiement contractuel ;
- ◁ Le taux d'emprunt moyen défini par le groupe ;
- ◁ La durée d'amortissement applicable pour chaque catégorie d'actif.

Il est à mentionner que les coûts d'acquisition ne sont pas immobilisés conformément aux dispositions transitoires prévues au paragraphe « C10d ».

### B. Exemptions

Tous les contrats répondant à cette définition ont été inclus par le groupe RISMA dans le périmètre d'application de la norme, à l'exception des :

- ◁ Contrats de location dont la durée est inférieure à douze mois et/ou ceux dont la valeur à neuf de l'actif sous-jacent est de faible valeur (inférieure à USD 5,000.00). Ces contrats seront représentés au niveau de l'état de résultat sous forme de charges locatives ;
- ◁ Contrats dont la durée résiduelle à la date de transition est inférieure à 12 mois conformément aux dispositions transitoires prévues au paragraphe « C10Ci » sont également exclus ;
- ◁ Contrats de location dont le bailleur dispose d'un droit substantiel de substitution ;
- ◁ Contrats de location pour lesquels le paiement est entièrement variable.

### C. Détermination de la durée

Afin de chiffrer les impacts IFRS 16 d'un contrat, le groupe RISMA a dû déterminer sa durée exécutoire. La durée exécutoire, telle que définie par la norme IFRS 16 au paragraphe 18, comprend la durée pendant laquelle le contrat est non résiliable augmentée de :

- ◁ La fraction de la durée contractuelle où l'entité a une option de résiliation qu'elle a une certitude raisonnable de ne pas exercer ;
- ◁ La durée pour laquelle l'entité dispose d'une option de prolongation qu'elle a une certitude raisonnable d'exercer.

La certitude raisonnable est une zone de jugement du groupe. Ce dernier exerce ses options en fonction des faits et circonstances et de manière à préserver ses intérêts économiques et compétitifs.

### D. Détermination du taux d'actualisation

Le taux d'actualisation est aussi un paramètre fondamental pour mesurer les impacts IFRS 16 avec précision. En effet, cet élément est une condition imposée par la norme qui stipule : « À la date de début [d'un contrat de location], le preneur doit évaluer l'obligation locative à la valeur actualisée des paiements de loyers qui n'ont pas encore été versés. La valeur actualisée des paiements de loyers doit être calculée à l'aide du taux d'intérêt implicite du contrat de location s'il est possible de déterminer facilement ce taux. Sinon, le preneur doit utiliser son taux d'emprunt marginal. »

Le groupe RISMA a opté pour le taux d'emprunt marginal : taux d'intérêt que le preneur aurait

à payer pour emprunter, pour une durée et avec une garantie similaire, les fonds nécessaires pour se procurer un bien de valeur similaire à l'actif au titre du droit d'utilisation dans un environnement économique similaire. Il est déterminé par référence au risque devise, au risque pays, au risque entité et à la maturité. De ce fait, chaque entité et chaque maturité dispose d'un taux d'actualisation différent.

### E. Évaluation initiale

Lors de l'adoption de la norme IFRS 16, le groupe RISMA est amené à procéder à deux évaluations. Une première évaluation à la date d'effet du contrat dite évaluation initiale et une seconde évaluation après la date de prise d'effet du contrat dite évaluation ultérieure.

L'évaluation initiale du passif revient à déterminer la valeur actualisée du montant des loyers payés non encore versés en utilisant le taux d'actualisation.

À la date d'effet, le groupe RISMA évalue aussi le coût de l'actif sur la base de :

- ◁ L'évaluation initiale du passif locatif
- ◁ Le montant des loyers versés à la date de prise d'effet ou avant cette date (déduction faite des avantages incitatifs à la location reçus).

### F. Évaluation ultérieure

Après la date de prise d'effet du contrat, la norme prévoit trois modèles pour l'évaluation ultérieure : Le modèle du coût, le modèle de la juste valeur et le modèle de la réévaluation.

Le groupe RISMA a choisi l'application du modèle du coût afin de maintenir l'homogénéité avec les modèles privilégiés pour les autres normes. Selon les termes de ce modèle l'actif comptabilisé au titre du droit d'utilisation est évalué au coût diminué du montant cumulé des amortissements et du montant cumulé des pertes de valeur et ajusté pour tenir compte, le cas échéant, des réévaluations du passif locatif.

Le groupe RISMA doit amortir l'actif comptabilisé au titre du droit d'utilisation selon les dispositions relatives à l'amortissement énoncées dans IAS 16 Immobilisations corporelles. La durée d'amortissement correspondant à la période entre la date de prise d'effet du contrat et la date au plus tôt entre le terme de la durée d'utilité de cet actif, ou le terme de la durée du contrat de location s'il est antérieur. Toutefois, si la durée d'amortissement est supérieure à celle du contrat, la durée d'amortissement retenue est celle du contrat.

La détermination de la dépréciation du droit d'utilisation aux termes du modèle du coût se fait selon les dispositions de la norme IAS 36 Dépréciation d'actifs.



### D.5. Autres immobilisations financières

Les titres de participation dans les sociétés non consolidées, sont classés dans la catégorie « Actifs financiers disponible à la vente » et par conséquent, inscrits à leur juste valeur. Les profits ou les pertes latents sont comptabilisés directement en capitaux propres jusqu'à ce que le titre soit cédé, auquel cas le profit ou la perte cumulé préalablement comptabilisé en capitaux propres est alors inclus dans le résultat net de l'exercice. En cas de perte significative ou prolongé, cette perte donne lieu à la constatation d'une dépréciation non réversible comptabilisée en résultat.

### D.6. Valeur recouvrable des immobilisations

La crise sanitaire Covid-19 a conduit à une dégradation très significative de l'industrie du tourisme et de l'hôtellerie sur l'ensemble des régions dans lesquelles RISMA opère son activité. Toutefois, les tests de dépréciation réalisés par le Groupe n'ont pas révélé d'indices de perte de valeur au 31 décembre 2024.

Selon la norme IAS 36 « Dépréciation d'actifs », la valeur d'utilité des immobilisations corporelles et incorporelles est testée dès l'apparition d'indices de pertes de valeur, et au minimum, une fois par an pour les immobilisations incorporelles à durée de vie indéfinie et le Goodwill.

Pour ce test, les immobilisations sont regroupées en Unités Génératrices de Trésorerie (UGT). Les UGT sont des ensembles homogènes d'actifs dont l'utilisation continue génère des entrées de trésorerie qui sont largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres groupes d'actifs. Dans le cadre de l'hôtellerie, l'UGT correspond à l'hôtel. Les écarts d'acquisition sont testés par activité et l'UGT comprend alors les immobilisations corporelles, incorporelles et l'écart d'acquisition. Les immobilisations incorporelles sont quant à elles, testées individuellement. La valeur recouvrable des immobilisations corporelles et des écarts d'acquisition est approchée selon deux phases :

1. Valeur fondée sur un multiple normatif de l'excédent brut d'exploitation (EBE)

Le groupe RISMA se positionnant sur un marché à forte tendance capitalistique (forte composante immobilière), ce principe de calcul apparaît comme la meilleure méthode de reconstitution de la juste valeur diminuée des coûts de vente et permet d'approcher au mieux la valeur de réalisation d'un actif en cas de mise en vente.

Dans le cadre des tests effectués par établissement hôtelier, cette méthode consiste à calculer l'EBE moyen des deux dernières années de chaque établissement puis à lui appliquer un multiple en fonction du type d'établissement et de sa situation géographique. Les multiples retenus, correspondant à des moyennes de transactions ayant eu lieu sur le marché, se détaillent de la manière suivante :

Segment Multiple :

Hôtellerie haut et milieu de gamme	7,5 < x < 10,5
Hôtellerie économique	6,5 < x < 8

Dans le cadre des tests effectués par pays, cette méthode consiste à calculer l'EBE moyen des deux dernières années réalisé dans le pays puis à lui appliquer un multiple en fonction de la situation géographique du pays ainsi qu'un coefficient pays.

En cas d'identification d'une perte de valeur, un test sur les flux futurs de trésorerie est alors réalisé

2. Valeur fondée sur un test de flux futurs de trésorerie actualisés (notamment écart d'acquisition)

Les projections sont réalisées sur une durée maximale de 5 ans. Le taux retenu pour l'actualisation des flux futurs est le CMPC (coût moyen pondéré du capital) de clôture. Le taux de croissance est, quant à lui, adapté en fonction de l'évolution économique de chacun des hôtels. Il s'élève, pour cet exercice à 2%.

### Immobilisations incorporelles hors écarts d'acquisition

La valeur recouvrable d'une immobilisation incorporelle est déterminée selon la méthode des flux futurs de trésorerie actualisés (cf. ci-dessus). L'utilisation de cette méthode s'explique par

l'inexistence tant de marché que de transactions comparables.

### Évaluation des provisions pour dépréciation

À l'issue de ce test, si cette évaluation met en évidence une provision pour dépréciation à comptabiliser, la provision comptabilisée est égale au minimum des deux provisions calculées respectivement en référence à la juste valeur et à la valeur d'utilité de l'actif ou de l'UGT testé. La dépréciation est constatée dans le poste « Dépréciation d'actifs ».

### Reprises des provisions pour dépréciation

Conformément à la norme IAS 36 « Dépréciation d'Actifs », les provisions pour dépréciation des écarts d'acquisition sont irréversibles. Les dépréciations se rattachant aux immobilisations corporelles et aux immobilisations incorporelles à durée de vie définie sont, quant à elles, réversibles dès lors qu'il y a un changement dans les estimations utilisées pour déterminer la valeur recouvrable de l'actif ou de l'UGT.

### D.7. Actifs ou groupe d'actifs destinés à être cédés

Depuis le 1er janvier 2005 et conformément à la norme IFRS 5, « Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées », les actifs ou Groupe d'actifs destinés à être cédés font l'objet d'une présentation sur une ligne à part au bilan et sont évalués et comptabilisés au montant le plus bas entre leur valeur comptable et leur valeur de marché diminuée des coûts nécessaires à la réalisation de la vente.

Un actif est classé en « Actifs ou groupe d'actifs destinés à être cédés » seulement si la vente est hautement probable dans un horizon raisonnable, si l'actif est disponible en vue d'une vente immédiate dans son état actuel et si un plan de vente a été initié par le management avec un degré d'avancement suffisant.

Cette ligne regroupe par conséquent :

- Les actifs non courants destinés à être cédés ;
- Les groupes d'actifs destinés à être cédés ;
- L'ensemble des actifs courants et non courants rattachables à un secteur d'activité ou à un secteur géographique (c'est-à-dire à une activité non conservée) lui-même destiné à être cédé.

### E. Stocks

Conformément à la norme IAS 2 « Stocks », les stocks sont évalués au plus faible de leur coût de revient et de leur valeur nette de réalisation selon la méthode du coût moyen pondéré.

### F. Créances d'exploitation et autres

Elles comprennent les créances clients et autres débiteurs et sont évaluées à leur juste valeur lors de la comptabilisation initiale, puis au coût amorti diminué du montant des pertes de valeur.

Une perte de valeur est comptabilisée si la valeur comptable d'un actif est supérieure à sa valeur actualisée des flux de trésorerie futurs estimés.



## G. Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance correspondent à des charges payées au cours d'un exercice afférentes aux exercices suivants. Elles comprennent également l'effet de linéarisation des loyers tel que décrit en note 6. Ce poste figure dans les « Autres tiers ».

## H. Dettes d'exploitation

Les dettes d'exploitation comprennent les dettes fournisseurs et autres crédateurs. Elles sont évaluées à leur juste valeur lors de la comptabilisation initiale, puis au coût amorti.

## I. Provisions

Conformément à la norme IAS 37 « Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels », les provisions sont comptabilisées lorsque, à la clôture de l'exercice, le groupe RISMA a une obligation à l'égard d'un tiers qui résulte d'un fait générateur passé et dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci. Cette obligation peut être d'ordre légal, réglementaire ou contractuel. Ces provisions sont estimées selon leur nature en tenant compte des hypothèses les plus probables. Les provisions pour restructurations sont comptabilisées lorsque le Groupe a un plan formalisé et détaillé pour la restructuration qui a été notifié aux parties affectées.

## J. Engagements de retraites et assimilés

Le groupe RISMA offre à ses employés différents régimes de retraite complémentaire, indemnités de fin de carrière et autres avantages à long terme.

L'avantage procuré par ce régime est uniquement à cotisations définies.

Pour les régimes à cotisations définies, RISMA n'a pas d'autre obligation que le paiement de primes versées à des organismes extérieurs; la charge qui correspond à ces primes versées est prise en compte dans le résultat de l'exercice. C'est le cas de la charge de retraite relative aux sociétés de droit marocain qui est couverte par l'affiliation du personnel aux régimes de retraite en vigueur au Maroc et de la charge d'assurance maladie qui est couverte par la cotisation des salariés actifs.

## K. Impôt différé

Conformément à la norme IAS 12 « Impôts sur le résultat », les différences temporelles entre les valeurs comptables des actifs et des passifs et leurs bases fiscales donnent lieu à la constatation d'un impôt différé selon la méthode du report variable en utilisant les derniers taux d'imposition adoptés ou quasi-adoptés. Les effets dus aux changements des taux d'impôts s'inscrivent en compte de résultat de l'exercice au cours duquel le changement de taux est annoncé.

Des impôts différés sont comptabilisés pour toutes les différences temporelles sauf si l'impôt différé est généré par un écart d'acquisition non déductible fiscalement ou par la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif qui n'est pas un regroupement d'entreprises et n'affecte ni le bénéfice comptable ni le bénéfice imposable à la date de transaction, à l'exception de ceux se rapportant aux retraitements des contrats de location-financement.

Un passif d'impôt différé est comptabilisé pour toutes les différences temporelles imposables liées à des participations dans les filiales, entreprises sous influence notable ou entreprises conjointes sauf si :

- ◁ La date à laquelle s'inversera la différence temporelle peut être contrôlée ; et
- ◁ S'il est probable qu'elle ne s'inversera pas dans un avenir prévisible.

Il n'est constaté d'impôt différé actif sur les déficits reportables et amortissements réputés différés que dans la mesure où leur récupération sur une durée raisonnable apparaît probable sur la base des dernières prévisions mises à jour.

La charge d'impôt est constatée au compte de résultat sauf si elle concerne des éléments qui ont été comptabilisés directement en capitaux propres. Dans ce cas, elle est aussi comptabilisée en capitaux propres.

Conformément à la norme IAS 12 révisée, les impôts différés ne sont pas actualisés.

## L. Instruments financiers

L'évaluation et la comptabilisation des actifs et des passifs financiers sont définies par la norme IFRS 9 « Instruments financiers ».

### L.1. Actifs financiers

Deux critères sont utilisés pour déterminer comment les actifs financiers sont classifiés et mesurés:

Le business model de l'entité pour la gestion des actifs financiers, et les caractéristiques des flux de trésorerie contractuels de l'actif financier.

Pour un actif financier dans le champ d'IFRS 9, il y a 3 types de modèles économiques :

L'objectif du modèle économique est uniquement de détenir des actifs financiers pour encaisser des flux de trésorerie contractuels : l'actif financier est évalué au coût amorti.

L'objectif du modèle économique est à la fois de détenir des actifs financiers pour encaisser des flux de trésorerie contractuels et de vendre des actifs financiers : l'actif financier est évalué à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global.

Les actifs financiers qui ne sont détenus dans le cadre d'aucun des deux modèles économiques ci-dessus sont évalués à la juste valeur par le résultat.

### L.2. Emprunts bancaires

Les emprunts bancaires sous forme de tirages de lignes de crédit et découverts bancaires portant intérêts sont enregistrés pour les montants reçus, nets des coûts directs d'émission.

## M. Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et équivalents de trésorerie se composent des fonds de caisse et des soldes bancaires. Ils sont enregistrés à leur juste valeur à chaque date de clôture. Les placements à échéance inférieur à 3 mois sont disponibles à tout moment pour leur montant nominal et le risque de changement de valeur est négligeable.

## N. Présentation du compte de résultats et du tableau de financement

### N.1. Chiffre d'affaires

En application de l'IFRS 15, le chiffre d'affaires correspond au montant des ventes de produits et prestations de services liées aux activités ordinaires des sociétés consolidées par intégration globale. Il s'agit, lorsque les hôtels sont détenus en propriété ou bien sont exploités via un contrat de location, de l'ensemble des recettes (hébergement, restauration et autres prestations) reçues des clients, et lorsque les hôtels sont managés ou franchisés, de la rémunération (honoraires de gestion, redevances de franchisé,...) perçue au titre des contrats.

Conformément à la norme IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients », le chiffre d'affaires est comptabilisé selon ces cinq étapes :



- ◁ Identification du (des) contrat(s) avec un client ;
- ◁ Identification des différentes obligations de performance distinctes du contrat
- ◁ Détermination du prix de la transaction ;
- ◁ Affectation du prix de la transaction aux obligations différentes de performance ;
- ◁ Comptabilisation du produit lorsque les obligations de performance sont satisfaites.

## N. 2. Résultat brut d'exploitation

Le résultat brut d'exploitation comprend les revenus et charges d'exploitation. Celui-ci constitue donc un agrégat de gestion avant coût de détention des actifs (loyers, amortissements et provisions, résultat financier) et quote-part dans le résultat net des sociétés mises en équivalence. Le résultat brut d'exploitation sert de base de calcul pour le suivi par la société du taux de transformation et du taux de réactivité.

En cas de variation positive du chiffre d'affaires à périmètre et change constants (à PCC), le taux de transformation se définit ainsi : Taux de transformation =  $(\Delta \text{RBE à PCC} / \Delta \text{CA à PCC})$ .

En cas de variation négative du chiffre d'affaires à périmètre et change constants (à PCC), le taux de réactivité se définit ainsi : Taux de réactivité =  $1 - (\Delta \text{RBE à PCC} / \Delta \text{CA à PCC})$ .

## N.3. Résultat courant avant impôt

Ce solde comprend le résultat des opérations des différents métiers du Groupe ainsi que celui de leur financement. Le résultat financier ainsi que la quote-part dans le résultat net des sociétés mises en équivalence font partie intégrante du résultat opérationnel du Groupe dans la mesure où ils contribuent au critère de performance sur lequel l'entreprise communique auprès des investisseurs. Cet agrégat est, par ailleurs, utilisé comme référence pour la définition des rémunérations au niveau du Groupe et plus particulièrement pour celles des dirigeants dans la mesure où il reflète la performance économique de chaque activité y compris les charges liées au financement des activités hôtelières.

## N.4. Dépréciation d'actifs

La ligne Dépréciation d'actifs comprend l'ensemble des provisions pour dépréciation comptabilisées suite à l'application de la norme IAS 36, « Dépréciation d'actifs ».

## N.5. Résultat de la gestion des autres actifs

Le résultat de la gestion des autres actifs est constitué de plus ou moins-values de cession des autres actifs immobilisés hors patrimoine hôtelier, des provisions, et des pertes et gains non opérationnels. Ces éléments ne sont pas directement liés à la gestion courante.

## N.6. Tableau des flux de trésorerie

Il est présenté selon la même structure que celle utilisée pour la gestion interne du Groupe et isole, d'une part, les flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles, d'autre part les flux de trésorerie provenant des activités d'investissement et enfin les flux de trésorerie provenant des activités de financement.

Les ressources ou emplois provenant des activités opérationnelles incluent :

- ◁ La marge brute d'autofinancement avant éléments non récurrents après variation des impôts différés et plus-value de cession d'actifs ;
- ◁ Les encaissements ou décaissements liés aux éléments non récurrents ;
- ◁ La variation du besoin en fonds de roulement.

Les ressources ou emplois provenant des activités d'investissement incluent :

- ◁ Les investissements sur actifs existants (IAE) dont l'objet est le maintien ou le renouvellement d'actifs existants au 1er janvier de chaque exercice, nécessaires à une exploitation normale ;
- ◁ Les investissements de développement relatifs à la constitution de nouveaux actifs ;
- ◁ Les produits des cessions d'actifs.

Les ressources ou emplois provenant des activités de financement incluent :

- ◁ Les variations de capital ;
- ◁ Les variations des dettes et emprunts.

## O. Calcul du résultat par action

Les règles et méthodes comptables employées pour le calcul du résultat net par action et du résultat net dilué par action, sont conformes à la norme IAS 33, « Résultat par action ».

## P. AUTRES INFORMATIONS

La notion d'actifs et de passifs courants s'entend pour des actifs et passifs que l'entité s'attend à pouvoir réaliser ou régler :

- ◁ Soit dans le cadre du cycle normal de son exploitation ;
- ◁ Soit dans les douze mois suivant la date de clôture.

## 8. Informations sectorielles

Le Groupe RISMA exerce son activité dans le secteur hôtelier, qui grâce à 23 hôtels déjà en activité sur l'ensemble du territoire marocain, est présent sur 2 segments :

Les hôtels Haut et Milieu de Gamme qui regroupent les marques Sofitel, Novotel, Mercure, Novotel, et M'gallery. Les hôtels économiques constitués des marques Ibis.

Chaque segment représente un domaine d'activité stratégique qui propose différents produits et sert différents marchés. Pour chacun des segments, la structure de gestion est organisée et gérée séparément. La Direction examine les résultats et les performances de chacun des segments de façon indépendante. De même, les décisions en matière d'allocation des ressources sont prises de façon indépendante d'un segment à l'autre.

Cette organisation a par conséquent amené le Groupe à considérer ces 2 segments d'activités comme ses secteurs opérationnels répondant à la définition de la norme IFRS 8 « Secteurs opérationnels ». Les informations sectorielles présentées sont par conséquent fondées sur le reporting interne utilisé par la Direction pour l'évaluation de la performance de ses différents secteurs. Pour chacun des secteurs, les indicateurs suivis par la Direction sont les suivants :

- ◁ Le chiffre d'affaires ;
- ◁ Le résultat brut d'exploitation ;
- ◁ Les loyers ;
- ◁ Le résultat d'exploitation.



Une présentation de ces indicateurs par secteurs opérationnels est effectuée en :

- ◀ Note pour le chiffre d'affaires;
- ◀ Note pour le résultat brut d'exploitation ;
- ◀ Note pour les loyers ;
- ◀ Note pour les amortissements et provisions ;
- ◀ Note pour le résultat d'exploitation;
- ◀ Note pour les écarts d'acquisition;
- ◀ Note pour les investissements sur actifs existants ;
- ◀ Note pour les investissements de développement.

## 9. Notes annexes aux comptes consolidés

### 9-1. Analyse du chiffre d'affaires opérationnel par marque

Le chiffre d'affaires au 31 décembre 2024 s'élève à 1 264 MDH en hausse de 8% par rapport au 31 décembre 2023.

EN KMAD	31/12/2023	31/12/2024
Haut et milieu de gamme	923 671	998 367
Economique	250 121	265 408
Support	723	-
Chiffre d'affaires Hôtellerie	1 174 515	1 263 775

### 9-2. Charges d'exploitation

EN KMAD	31/12/2023	31/12/2024
Coût des marchandises vendues	(107 757)	(111 086)
Coûts de personnel	(300 982)	(299 763)
Redevances	(89 833)	(114 444)
Énergie, Entretien et maintenance	(65 123)	(63 617)
Taxes, assurances et charges de copropriété	(32 350)	(36 859)
Autres charges d'exploitation	(155 351)	(166 604)
<b>Total charge d'exploitation</b>	<b>(751 395)</b>	<b>(792 373)</b>

- (1) Le coût des marchandises vendues comprend principalement l'achat de nourriture et boisson.
- (2) Les autres charges d'exploitation sont principalement composées des coûts de distribution, des coûts informatiques, des dépenses de publicité et de promotion. Elles comprennent également différents honoraires.

### 9-3. Résultat brut d'exploitation par marque

EN KMAD	31/12/2023	31/12/2024
<b>Hôtellerie</b>	<b>481 448</b>	<b>512 539</b>
Haut et milieu de gamme	377 691	402 170
Économique	103 757	110 368
<b>Support</b>	<b>(58 328)</b>	<b>(41 137)</b>
<b>Total</b>	<b>423 120</b>	<b>471 402</b>

Le résultat brut d'exploitation consolidé s'établit au 31 décembre 2024 à 471 MDH contre 423 MDH au 31 décembre 2023, soit une hausse de 48 MDH.

### 9-4. Loyers opérationnels

#### A. Charge de loyer par métier et par marque

Les charges de loyer s'analysent au 31 décembre 2024 comme suit :

EN KMAD	31/12/2023	31/12/2024
<b>Hôtellerie</b>	<b>(9 313)</b>	<b>(10 883)</b>
Haut et milieu de gamme	(1 575)	(1 279)
Économique	(7 739)	(9 604)
Support	100	703
<b>TOTAL</b>	<b>(9 214)</b>	<b>(10 180)</b>

**B. Charge de loyer par type de contrat**

La charge annuelle s'analyse comme suit :

EN KMAD	Nombre d'hôtels	Loyers décembre 2024	Part fixe de la charge de loyer	Part variable de la charge de loyer
Total Loyers Fixes hôteliers	4 000	(9 604)	(9 604)	-
Total Loyers Variables hôteliers	4 000	(1 279)	(5 785)	4 506
<b>TOTAL</b>	<b>8 000</b>	<b>(10 883)</b>	<b>(15 389)</b>	<b>4 506</b>

**9-5. Résultat d'exploitation par marque**

Le résultat d'exploitation consolidé au 31 décembre 2024 s'établit à 250 MDH contre 293 MDH au 31 décembre 2023, soit une hausse de 43 MDH.

EN KMAD	31/12/2023	31/12/2024
<b>Hôtellerie</b>	<b>276 975</b>	<b>299 688</b>
Haut et milieu de gamme	221 115	239 015
Économique	55 861	60 673
<b>Support</b>	<b>(27 176)</b>	<b>(6 846)</b>
<b>TOTAL</b>	<b>249 799</b>	<b>292 842</b>

**9-6. Détail des amortissements et provisions**

EN KMAD	31/12/2023	31/12/2024
Dotations amortissements	(163 059)	(157 404)
Dotations provisions	(1 048)	(10 975)
<b>Total dotations amortissements &amp; provisions</b>	<b>(164 108)</b>	<b>(168 379)</b>

**9-7. Résultat financier**

EN KMAD	31/12/2023	31/12/2024
Intérêts financiers	(117 105)	(96 947)
Autres revenus et charges financières	24 910	18 916
<b>Résultat Financier</b>	<b>(92 195)</b>	<b>(78 031)</b>

**9-8. Quote-part dans le résultat net des sociétés mises en équivalence**

EN KMAD	31/12/2023	31/12/2024
<b>Hôtellerie</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Haut et milieu de gamme	-	-
Sofitel	-	-
Mercure	-	-

**9-9. Charge d'impôt de l'exercice**

EN KMAD	31/12/2023	31/12/2024
Charge d'impôt exigible	(9 175)	(18 133)
<b>Sous-total impôts exigibles</b>	<b>(9 175)</b>	<b>(18 133)</b>
Impôts différés à la naissance ou au reversement des différences temporelles	(56 793)	(11 951)
<b>Sous-total impôts différés</b>	<b>(56 793)</b>	<b>(11 951)</b>
Impôts hors société mises en équivalence	(65 968)	(30 084)
<b>Charge d'impôt totale</b>	<b>(65 968)</b>	<b>(30 084)</b>
Résultat avant impôt	157 604	214 811
Charge d'impôt des sociétés consolidées	(65 968)	(30 084)
<b>TAUX FACIAL D'IMPÔT DES SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES RAPPORT AU RÉSULTAT AVANT IMPÔT</b>	<b>-42%</b>	<b>-14%</b>

**9-10. Écart d'acquisition**

EN KMAD	31/12/2023	31/12/2024
Valeurs brutes	286 909	286 909
Dépréciations	(5 405)	(5 405)
<b>ÉCART D'ACQUISITION NET</b>	<b>281 505</b>	<b>281 505</b>

**9-11. Immobilisations incorporelles**

EN KMAD	31/12/2023	31/12/2024
<b>Valeur Brutes</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Licences et logiciels	18 318	16 105
Autres immobilisations incorporelles	1 467	1 467
<b>Total valeurs brutes</b>	<b>19 785</b>	<b>17 573</b>
<b>Amortissements et pertes de valeur</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Licences et logiciels	(17 483)	(15 713)
Autres immobilisations incorporelles	(437)	(437)
<b>Total amortissements et pertes de valeur cumulés</b>	<b>(17 920)</b>	<b>(16 149)</b>
<b>Valeurs nettes</b>	<b>1 865</b>	<b>1 423</b>



Tableau de variation des immobilisations incorporelles :

EN KMAD	31/12/2023	31/12/2024
Valeur nettes au 1er janvier	1 171	1 865
Acquisition de l'exercice	712	-
Entrées de périmètre	-	-
Dotations aux amortissements	(503)	(491)
Cession de l'exercice	-	-
<b>Autres Mouvements</b>	<b>485</b>	<b>50</b>
<b>Valeur nette en fin de période</b>	<b>1 865</b>	<b>1 423</b>

Les acquisitions de l'exercice sont constituées principalement de licences de logiciels d'exploitation.

### 9-12. Immobilisations corporelles

EN KMAD	31/12/2023	31/12/2024
Terrains	820 517	801 773
Constructions	1 701 989	1 824 219
Agencements	1 500 167	1 549 251
Matériels et mobilier	1 097 977	1 026 955
Immobilisations en cours	121 409	98 697
Impact IFRS 16	65 943	32 222
<b>Valeur brute</b>	<b>5 308 001</b>	<b>5 333 116</b>

EN KMAD	31/12/2023	31/12/2024
Terrains	-	-
Constructions	(1 326 728)	(1 394 559)
Agencements	(297 098)	(316 619)
Matériels et mobilier	(820 212)	(847 452)
Immobilisations en cours	(88 998)	(88 018)
Impact IFRS 16	(19 177)	(8 131)
<b>Total des amortissements et dépréciations</b>	<b>(2 552 213)</b>	<b>(2 654 779)</b>

EN KMAD	31/12/2023	31/12/2024
Terrains	820 517	801 773
Constructions	375 261	429 660
Agencements	1 203 069	1 232 632
Matériels et mobilier	277 765	179 503
Immobilisations en cours	32 411	10 679
Impact IFRS 16	46 766	24 091
<b>Valeur Nette</b>	<b>2 755 788</b>	<b>2 678 337</b>

La variation des immobilisations nettes sur la période considérée s'analyse comme suit :

EN KMAD	31/12/2023	31/12/2024
Valeur nette au 1er janvier	2 718 996	2 755 788
Acquisition de l'exercice	168 306	133 943
Entrées de périmètre	-	-
Dotations aux amortissements	(161 063)	(167 766)
Cession de l'exercice	-	(18 000)
Impact VNC RBR	-	-
Autres Mouvements	9 042	(2 953)
Autres variations (IFRS 16)	20 507	(22 675)
<b>Impairment</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Valeur nette en fin d'exercice</b>	<b>2 755 788</b>	<b>2 678 337</b>

### 9-13. Prêts long terme

EN KMAD	31/12/2023	31/12/2024
Valeurs Brutes	17 609	-
Dépréciations	(17 609)	-
<b>Valeurs nettes</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

### 9-14. Titres mis en équivalence

EN KMAD	31/12/2023	31/12/2024
Valeurs Brutes	-	-
Dépréciations	-	-
<b>Valeurs nettes</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

### 9-15. Actifs financiers non courants

EN KMAD	31/12/2023	31/12/2024
Titres de participation	-	-
Dépôts et cautionnements	2 316	2 200
<b>Total valeurs brutes</b>	<b>2 316</b>	<b>2 200</b>
Provision pour dépréciation	-	-
Total provisions	-	-
<b>Valeurs nettes</b>	<b>2 316</b>	<b>2 200</b>

### 9-16. Comptes de tiers actifs et passifs

#### Détail des comptes clients et comptes rattachés

EN KMAD	31/12/2023	31/12/2024
Clients - Valeur Brute	53 770	38 397
Provisions clients	(2 824)	(2 078)
<b>Clients - valeurs nettes</b>	<b>50 946</b>	<b>36 320</b>



Les créances identifiées en dépassement d'échéance font l'objet d'un suivi particulier et leur recevabilité est évaluée régulièrement de manière à constater d'éventuelles dépréciations selon les principes suivants :

Une provision est constatée dès qu'un dépassement de l'échéance est constaté selon le type de client :

- Agences : 33% de la créance de son montant HT à plus de 90 jours, 66% à plus de 120 jours et 100% à plus de 180 jours.
- Corporate: 33% de la créance de son montant HT à plus de 90 jours, 66% à plus de 120 jours et 100% à plus de 180 jours.
- Compte permanent : 100% des créances (montant HT) datant de plus de 60 jours.
- Organismes publiques: 50% des créances (montant HT) datant de plus d'un an et 100% à plus de deux années.

Les créances intra-groupes ne sont pas provisionnées.

#### Détail des autres tiers actifs

EN KMAD	31/12/2023	31/12/2024
TVA à récupérer	134 400	118 630
Créance d'impôts et taxes	20 702	31 439
Créances vis-à-vis des organismes sociaux	(99)	565
Charges constatées d'avance	2 143	1 792
Autres débiteurs	13 734	(3 853)
<b>Valeurs brutes des autres tiers actifs</b>	<b>170 879</b>	<b>148 572</b>

#### Détail des autres tiers passifs

EN KMAD	31/12/2023	31/12/2024
TVA à payer	(1 954)	(1 451)
Personnel et organismes sociaux	44 186	47 126
Dettes, autres impôts et taxes	23 483	41 060
Autres créanciers	123 734	109 570
<b>Autres tiers passifs</b>	<b>189 450</b>	<b>196 305</b>

#### Échéancier des comptes de tiers

EN KMAD AU 31 DÉCEMBRE 2024	< 1AN	1 À 5 ANS	> 5ANS	31/12/2023	31/12/2024
Stocks	13 858	-	-	13 858	13 646
Clients	36 320	-	-	36 320	50 946
TVA à récupérer	-	118 630	-	118 630	134 400
Créances de personnel et organismes sociaux	565	-	-	565	(99)
Créances impôts et taxes	31 439	-	-	31 439	20 702
Autres débiteurs	(3 853)	-	-	(3 853)	13 734
<b>ACTIF COURT TERME</b>	<b>78 328</b>	<b>118 630</b>	<b>-</b>	<b>196 958</b>	<b>233 328</b>
Fournisseurs et comptes rattachés	136 998	-	-	136 998	119 869
TVA à payer	(1 451)	-	-	(1 451)	(1 954)
Personnel et organismes sociaux	47 126	-	-	47 126	44 186
Dettes autres impôts et taxes	41 060	-	-	41 060	23 483
Autres créanciers	109 570	-	-	109 570	123 734
<b>PASSIF COURT TERME</b>	<b>333 303</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>333 303</b>	<b>309 319</b>

#### 9-17. Capital potentiel

Au 31 décembre 2024, le capital social de RISMA est composé de 14 326 947 actions.

Sur cette base, le résultat net par action est le suivant :

EN KMAD	31/12/2023	31/12/2024
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>244 054</b>	<b>183 024</b>
Nombre moyen d'actions en circulation	14 326 947	14 326 947
Nombre d'actions résultant de l'exercice de d'options de souscription	-	-
Nombre d'actions résultant de la conversion des Obligations Rem-boursables en Actions	-	-
Nombre moyen d'actions dilué	14 326 947	14 326 947
<b>Résultat net par action (en MAD)</b>	<b>17</b>	<b>13</b>

#### 9-18. Variation des intérêts minoritaires

EN KMAD	31/12/2023	31/12/2024
<b>Valeur au 1er janvier</b>	<b>91 367</b>	<b>100 630</b>
Résultat minoritaires de l'exercice	9 264	13 272
Dividendes versés aux minoritaires	-	-
Variations de périmètre	-	-
Autres variations	-	(349)
<b>Valeur en fin d'exercice</b>	<b>100 630</b>	<b>113 553</b>

#### 9-19. Provisions pour risques et charges

La variation du poste des provisions pour risques et charges à caractère non courant, entre le 31 décembre 2023 et le 31 décembre 2024, est constituée des éléments suivants :

EN KMAD	31/12/2023	Dotations	Reprises	31/12/2024
Provisions pour retraites et primes de fidélité	3 400	548	-	3 949
Provisions pour litiges et autres	-	-	-	-
<b>Total provisions à caractère non courant</b>	<b>3 400</b>	<b>548</b>	<b>-</b>	<b>3 949</b>

La variation du poste des provisions pour risques et charges à caractère courant, entre le 31 décembre 2023 et le 31 décembre 2024, est constituée des éléments suivants :

EN KMAD	31/12/2023	Dotations	Reprises	31/12/2024
Provisions pour litiges et autres	105 175	13 900	(38 324)	80 751
<b>Total provisions à caractère courant</b>	<b>105 175</b>	<b>13 900</b>	<b>(38 324)</b>	<b>80 751</b>

#### 9-20. Analyse des dettes financières par échéance

L'échéancier des dettes financières se détaille comme suit :

EN KMAD	31/12/2023	31/12/2024
Année N+1	190 821	252 523
Année N+2	212 101	246 399
Année N+3	209 914	477 887
Année N+4	442 727	227 152
Année N+5	182 371	161 101
Année N+6	131 105	125 168
Au-delà	302 643	150 572
<b>Total dettes financières</b>	<b>1 671 682</b>	<b>1 640 803</b>

**9-21. Analyse de l'endettement net et de la trésorerie nette**

EN KMAD	31/12/2023	31/12/2024
Autres dettes long terme	1 671 682	1 391 741
Dettes financières court terme	245 971	253 434
Banques	86 400	51 516
<b>Dettes financières</b>	<b>2 004 053</b>	<b>1 696 691</b>
Disponibilités	676 496	610 948
<b>Actifs financiers courants</b>	<b>676 496</b>	<b>610 948</b>
<b>Dette nette</b>	<b>1 327 557</b>	<b>1 085 743</b>
Gearing	84%	64%

Concernant la trésorerie, les créances, les dépôts et cautionnements, RISMA considère que leur valeur au bilan est une base approximative de leur valeur marché.

**9-22. Réconciliation de la marge brute d'autofinancement**

EN KMAD	31/12/2023	31/12/2024
Résultat net consolidé, part du Groupe	244 054	183 024
Part des minoritaires	9 264	13 272
Amortissements et variation des provisions d'exploitation	164 108	168 379
Résultats des mises en équivalence nets des dividendes reçus	-	-
Impôts différés	56 793	11 951
Dividende reçue	-	-
Variation des provisions financières et sur gestion du patrimoine	37 756	9 271
<b>Marge brute d'autofinancement ( y compris éléments non récurrents)</b>	<b>511 974</b>	<b>385 898</b>
(Plus-values)/Moins-values nettes des cessions d'actifs	35 838	9 124
(Gains)/Pertes non récurrentes	-	-
<b>Marge Brute d'Autofinancement d'exploitation courante</b>	<b>547 812</b>	<b>395 021</b>

**9-23. Variation du BFR**

EN KMAD	31/12/2023	31/12/2024	Variation
Stocks	13 646	13 858	212
Clients	50 946	36 320	(14 627)
Autres tiers actifs	170 879	148 572	(22 307)
<b>BFR ACTIF</b>	<b>235 471</b>	<b>198 750</b>	<b>(36 721)</b>
Fournisseurs	119 869	136 998	17 129
Autres tiers passifs	189 450	196 305	6 855
<b>BFR PASSIF</b>	<b>309 319</b>	<b>333 303</b>	<b>23 984</b>
<b>BFR NET</b>	<b>73 848</b>	<b>134 552</b>	<b>60 705</b>

**9-24. Investissements sur actifs existants**

EN KMAD	31/12/2023	31/12/2024
<b>Hôtellerie</b>	<b>18 974</b>	<b>24 527</b>
Haut et milieu de gamme	14 437	17 791
Économique	4 537	6 735
<b>Support</b>	<b>-</b>	<b>27</b>
<b>Total</b>	<b>18 974</b>	<b>24 554</b>

**9-25. Investissements de développement**

Les investissements de développement recouvrent pour les filiales nouvellement consolidées les actifs immobilisés ainsi que leurs besoins en fonds de roulement selon les principes de la norme IAS 7 « Tableaux des flux de trésorerie ». Ils prennent également en compte la construction de nouveaux actifs.

Ce poste se décompose comme suit :

EN KMAD	31/12/23	31/12/24
<b>Hôtellerie</b>	<b>150 045</b>	<b>89 336</b>
Haut et milieu de gamme	127 773	81 573
Économique	22 272	7 763
<b>Support</b>	<b>-</b>	<b>20 054</b>
<b>Total</b>	<b>150 045</b>	<b>109 390</b>

**9-26. Jetons de présence**

Une allocation de jetons de présence d'un montant de 1 110 000 DH Brut a eu lieu courant de l'exercice 2024.

**9-27. Litiges**

Dans le cadre de la gestion courante de ses activités, les établissements de Risma sont sujets à des litiges sociaux ou à des contentieux commerciaux que Risma estime non significatifs et qu'ils n'auront aucune incidence sensible sur sa situation financière, son activité et/ou son résultat.

**9-28. Engagements hors bilan au 31 décembre 2024**

Echéancier au 31 décembre 2024 des engagements hors bilan donnés

EN KMAD	< 1 AN	1 À 5 ANS	> 5 ANS	31/12/2024	31/12/2023
Engagements diminuant la liquidité des actifs	-	-	-		
Engagements d'achat			-		
Autres garanties données augmentant la dette	-	-	-		
Engagements donnés pour exploitation des opérations courantes		2 926 500	-	2 926 500	2 971 318
Passifs éventuels	-	-	-	-	-
<b>Total au 31 décembre 2024</b>	<b>-</b>	<b>2 926 500</b>	<b>-</b>	<b>2 926 500</b>	<b>2 971 318</b>

**Engagements reçus hors bilan**

A la connaissance de RISMA, il n'existe aucun engagement reçu au 31 décembre 2024.

**9-29. Résultat net des sociétés intégrées**

EN KMAD	31/12/23	31/12/24
<b>Résultat courant avant impôt</b>	<b>157 604</b>	<b>214 811</b>
Annulation des quotes-parts dans le résultat	-	-
Des sociétés mises en équivalence net d'impôt	-	-
<b>Résultat des sociétés intégrées avant impôt</b>	<b>157 604</b>	<b>214 811</b>
Charges de restructuration	-	-
Dépréciation d'actifs	-	-
Plus ou moins-value de cession sur patrimoine hôtelier	-	-
Plus ou moins-value de cession sur autres actifs	-	-
Impôts	(65 968)	(30 084)
Résultat des activités non conservées	-	-
<b>Résultat net des sociétés intégrées</b>	<b>91 636</b>	<b>184 727</b>

**9-30. Principales filiales et participation consolidées au 31 décembre 2024**

	% de contrôle	% d'intérêt	Mode de consolidation
Risma	100,00%	100,00%	Intégration Globale
Chayla	100,00%	100,00%	Intégration Globale
Emirotel	100,00%	100,00%	Intégration Globale
Moussafir	66,67%	66,67%	Intégration Globale
HCH	100,00%	66,67%	Intégration Globale
Moussaf	70,00%	46,67%	Intégration Globale
Société Marocaine d'Hôtellerie Economique	50,00%	50,00%	Mise en équivalence

**9-31. Évènements post-clôture**

Dénouement du contrôle fiscal: Signature d'un protocole d'accord avec l'administration fiscale en Mars 2025: Redressement de 10 MDH avec un décaissement de 3,4 MDH. Le reliquat de 6,6 MDH a été compensé par notre crédit d'impôt envers l'Etat (Créance TPPRF).

**9-32. Actifs et passifs éventuels**

- Les déclarations fiscales des exercices 2017 à 2023 au titre de l'Impôt sur les Sociétés (IS), des exercices 2020 à 2023 au titre de l'Impôt sur le Revenu (IR) et des exercices 2016 à 2023 au titre de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA), ont fait l'objet d'un contrôle fiscal au cours de l'année 2024. Les déclarations fiscales au titre de l'Impôt sur les Sociétés (IS), de la Taxe sur la valeur ajoutée (TVA), de l'impôt sur le Revenu (IR) de l'exercice 2024 ne sont pas encore prescrites et pourraient faire l'objet d'un contrôle fiscal et d'éventuels redressements ;
- Au titre de la période non prescrite, les impôts émis par voie de rôles peuvent également faire l'objet de révision ;
- Les déclarations sociales de la CNSS pourraient faire l'objet d'un contrôle et de rappels éventuels de cotisations.

| COMPTES  
SOCIAUX



**Bilan (Actif) (Modèle Normal)**

ACTIF	Exercice			Exercice précédent
	Brut	Amortissements et Provisions	Net	Net
<b>Immobilisations en non valeurs→[A]</b>	<b>36 380 245,00</b>	<b>31 005 373,56</b>	<b>5 374 871,44</b>	<b>7 238 115,28</b>
Frais préliminaires	26 383 876,00	26 383 876,00		
Charges à répartir sur plusieurs exercices	9 996 369,00	4 621 497,56	5 374 871,44	7 238 115,28
Primes de remboursement des obligations				
<b>Immobilisations incorporelles→ [B]</b>	<b>158 777 630,95</b>	<b>10 598 637,60</b>	<b>148 178 993,35</b>	<b>148 487 802,06</b>
Immobilisations en Recherche et Développement	1 467 419,50	1 467 419,50		
Brevets, marques, droits et valeurs similaires	9 442 074,97	9 131 218,10	310 856,87	619 665,58
Fonds commercial	147 868 136,48		147 868 136,48	147 868 136,48
Autres immobilisations incorporelles				
<b>Immobilisations corporelles →[C]</b>	<b>2 820 271 823,59</b>	<b>987 401 009,11</b>	<b>1 832 870 814,48</b>	<b>1 827 128 670,64</b>
Terrains	290 775 390,17	4 180 617,80	286 594 772,37	279 861 224,08
Constructions	1 741 247 912,88	524 940 252,31	1 216 307 660,57	1 199 209 182,78
Installations techniques, matériel et outillage	699 018 001,19	438 567 799,74	260 450 201,45	250 583 910,62
Matériel de transport	351 092,36	351 092,36		
Mobilier, Matériel de bureau, Aménagements Divers	23 123 809,08	16 980 346,90	6 143 462,18	4 787 323,65
Autres immobilisations corporelles	2 552 300,00	2 380 900,00	171 400,00	70 000,00
Immobilisations corporelles en cours	63 203 317,91		63 203 317,91	92 617 029,51
<b>Immobilisations financières→[D]</b>	<b>978 806 671,07</b>	<b>59 500 000,00</b>	<b>919 306 671,07</b>	<b>919 355 231,07</b>
Prêts immobilisés				
Autres créances financières	1 369 524,86		1 369 524,86	1 418 084,86
Titres de participation	977 437 146,21	59 500 000,00	917 937 146,21	917 937 146,21
Autres titres immobilisés				
<b>Écarts de conversion actif→ [E]</b>				
Diminution des créances immobilisées				
Augmentations des dettes de financement				
<b>TOTAL (A+B+C+D+E)</b>	<b>3 994 236 370,61</b>	<b>1 088 505 020,27</b>	<b>2 905 731 350,34</b>	<b>2 902 209 819,05</b>
<b>Stocks→[F]</b>	<b>15 532 299,10</b>	<b>4 335 478,06</b>	<b>11 196 821,04</b>	<b>10 644 748,84</b>
Marchandises	162 070,33		162 070,33	123 868,51
Matières et fournitures consommables	15 370 228,77	4 335 478,06	11 034 750,71	10 520 880,33
Produits en cours				
Produits intermédiaires et produits résiduels				
Produits finis				
<b>Créances de l'actif circulant→[G]</b>	<b>186 637 031,17</b>	<b>17 825 320,17</b>	<b>168 811 711,00</b>	<b>235 503 849,36</b>
Fournisseurs débiteurs, avances et acomptes	729 064,00		729 064,00	112 567,18
Clients et comptes rattachés	34 431 803,38	2 007 560,23	32 424 243,15	44 836 145,42
Personnel	438 143,87		438 143,87	43 250,26
État	137 746 051,79	5 000 000,00	132 746 051,79	150 524 678,74
Comptes d'associés	9 384 857,88	9 000 000,00	384 857,88	30 487 926,09
Autres débiteurs	478 685,07	1 817 759,94	-1 339 074,87	3 074 619,97
Comptes de régularisation- Actif	3 428 425,18		3 428 425,18	6 424 661,70
<b>Titres valeurs de placement→[H]</b>	<b>387 713 619,99</b>		<b>387 713 619,99</b>	<b>501 073 479,15</b>
<b>Écarts de conversion actif→ [I] Éléments circulants</b>				
<b>TOTAL II (F+G+H+I)</b>	<b>589 882 950,26</b>	<b>22 160 798,23</b>	<b>567 722 152,03</b>	<b>747 222 077,35</b>
<b>Trésorerie - Actif</b>	<b>79 971 779,60</b>	<b>64 874,50</b>	<b>79 906 905,10</b>	<b>82 522 432,22</b>
Chèques et valeurs à encaisser	4 440 093,70	64 874,50	4 375 219,20	8 414 960,46
Banques, T.G et C.C.P	74 637 524,19		74 637 524,19	73 266 016,33
Caisse, Régie d'avances et accreditifs	894 161,71		894 161,71	841 455,43
<b>TOTAL III</b>	<b>79 971 779,60</b>	<b>64 874,50</b>	<b>79 906 905,10</b>	<b>82 522 432,22</b>
<b>TOTAL GÉNÉRAL I+II+III</b>	<b>4 664 091 100,47</b>	<b>1 110 730 693,00</b>	<b>3 553 360 407,47</b>	<b>3 731 954 328,62</b>

**Bilan (Passif) (Modèle Normal)**

PASSIF	Exercice	Exercice précédent
<b>CAPITAUX PROPRES</b>	<b>2 176 379 064,41</b>	<b>2 151 334 485,08</b>
Capital social ou personnel (I)	1 432 694 700,00	1 432 694 700,00
Moins : actionnaires, capital souscrit non appelé		
Capital appelé	1 432 694 700,00	1 432 694 700,00
Dont versé	1 432 694 700,00	1 432 694 700,00
Prime d'émission, de fusion, d'apport	443 607 427,19	443 607 427,19
<b>F</b> Écarts de réévaluation		
<b>I</b> Réserve légale	28 156 035,77	16 489 818,80
<b>A</b> Autres réserves		
<b>N</b> Report à nouveau (2)	160 914 640,12	25 218 199,68
<b>E</b> Résultat en instance d'affectation		
<b>M</b> Résultat net de l'exercice (2)	111 006 261,33	233 324 339,41
<b>N</b> <b>Total des capitaux propres (A)</b>	<b>2 176 379 064,41</b>	<b>2 151 334 485,08</b>
<b>T</b> <b>Capitaux propres assimilés (B)</b>	<b>25 319 226,33</b>	<b>30 581 719,84</b>
<b>P</b> Subvention d'investissement	25 319 226,33	30 581 719,84
<b>E</b> Provisions réglementées		
<b>M</b> <b>Dettes de financement (C)</b>	<b>977 319 530,37</b>	<b>1 100 713 578,57</b>
<b>A</b> Emprunts obligataires	250 000 000,00	250 000 000,00
<b>E</b> Autres dettes de financement	727 319 530,37	850 713 578,57
<b>N</b> <b>Provisions durables pour risques et charges (D)</b>		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
<b>Écarts de conversion-passif (E)</b>		
Augmentation des créances immobilisées		
Diminution des dettes de financement		
<b>TOTAL I (A+B+C+D+E)</b>	<b>3 179 017 821,11</b>	<b>3 282 629 783,49</b>
<b>p</b> <b>Dettes du passif circulant (F)</b>	<b>210 722 941,55</b>	<b>286 004 615,39</b>
<b>A</b> Fournisseurs et comptes rattachés	126 758 542,63	118 663 301,72
<b>S</b> Clients créditeurs, avances et acomptes	15 601 878,13	19 490 382,80
<b>S</b> Personnel	28 147 356,76	25 390 099,84
<b>F</b> Organismes sociaux	7 929 587,29	8 286 047,89
<b>C</b> État	18 957 301,16	14 967 499,86
<b>I</b> Comptes d'associés	1 323 709,86	80 583 898,04
<b>C</b> Autres créanciers	7 000 090,59	6 526 213,14
<b>U</b> Comptes de régularisation passif	5 004 475,13	12 097 172,10
<b>L</b> <b>Autres provisions pour risques et charges (G)</b>	<b>112 254 513,96</b>	<b>128 663 919,25</b>
<b>N</b> <b>Écarts de conversion - passif (Éléments circulants) (H)</b>		
<b>T</b> <b>TOTAL II (F+G+H)</b>	<b>322 977 455,51</b>	<b>414 668 534,64</b>
<b>TRÉSORERIE PASSIF</b>	<b>51 365 130,85</b>	<b>34 656 010,49</b>
<b>T</b> Crédits d'escompte		
<b>R</b> Crédits de trésorerie		
<b>E</b> Banques (Soldes créditeurs)	51 365 130,85	34 656 010,49
<b>S</b> <b>TOTAL III</b>	<b>51 365 130,85</b>	<b>34 656 010,49</b>
<b>TOTAL GÉNÉRAL I+II+III</b>	<b>3 553 360 407,47</b>	<b>3 731 954 328,62</b>



## Compte de Produits et Charges (Hors Taxes)

DÉSIGNATION	Opérations		Totaux de l'exercice	Totaux de l'exercice précédent
	Propres à l'exercice	Concernant les exercices précédents		
	1	2		
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>	<b>1 097 863 579,93</b>		<b>1 097 863 579,93</b>	<b>945 219 204,31</b>
Ventes de marchandises (en l'état)	21 922 030,62		21 922 030,62	19 292 974,60
Ventes de biens et services produits	935 759 419,94		935 759 419,94	869 742 591,93
<b>Chiffres d'affaires</b>	<b>957 681 450,56</b>		<b>957 681 450,56</b>	<b>889 035 566,53</b>
<b>I</b>				
Variation de stocks de produits (1)				
Immobilisations produites par l'entreprise pour elle-même				
Subventions d'exploitation				
Autres produits d'exploitation				
Reprises d'exploitation : transferts de charges	140 182 129,37		140 182 129,37	56 183 637,78
<b>Total I</b>	<b>1 097 863 579,93</b>		<b>1 097 863 579,93</b>	<b>945 219 204,31</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>	<b>908 933 605,98</b>	<b>524 587,87</b>	<b>909 458 193,85</b>	<b>860 658 178,06</b>
Achats revendus (2) de marchandises	593 533,07		593 533,07	528 492,74
Achats consommés (2) de matières et fournitures	172 974 902,47	13 902,90	172 988 805,37	154 971 204,06
<b>II</b>				
Autres charges externes	359 268 892,55	356 511,21	359 625 403,76	361 615 023,22
Impôts et taxes	19 893 514,82	125 473,76	20 018 988,58	17 009 809,63
Charges de personnel	191 494 104,22	28 700,00	191 522 804,22	193 538 425,87
Autres charges d'exploitation	1 502 087,08		1 502 087,08	1 492 708,80
Dotations d'exploitation	163 206 571,77		163 206 571,77	131 502 513,74
<b>III Total II</b>	<b>908 933 605,98</b>	<b>524 587,87</b>	<b>909 458 193,85</b>	<b>860 658 178,06</b>
<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I-II)</b>	<b>188 929 973,95</b>	<b>-524 587,87</b>	<b>188 405 386,08</b>	<b>84 561 026,25</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>	<b>388 647 341,16</b>		<b>388 647 341,16</b>	<b>29 484 432,66</b>
<b>IV</b>				
Produits des titres de participation et autres titres immobilisés	13 829 067,00		13 829 067,00	
Gains de change	480 628,03		480 628,03	464 591,73
Interêts et autres produits financiers	20 702 439,49		20 702 439,49	28 900 220,93
Reprises financières : transfert charges	353 635 206,64		353 635 206,64	119 620,00
<b>Total IV</b>	<b>388 647 341,16</b>		<b>388 647 341,16</b>	<b>29 484 432,66</b>
<b>CHARGES FINANCIÈRES</b>	<b>62 734 931,79</b>		<b>62 734 931,79</b>	<b>53 475 762,74</b>
Charges d'interêts	62 173 978,70		62 173 978,70	52 808 458,38
<b>V</b>				
Pertes de change	536 071,79		536 071,79	350 036,14
Autres charges financières				
Dotations financières	24 881,30		24 881,30	317 268,22
<b>Total V</b>	<b>62 734 931,79</b>		<b>62 734 931,79</b>	<b>53 475 762,74</b>
<b>VI RÉSULTAT FINANCIER (IV-V)</b>	<b>325 912 409,37</b>		<b>325 912 409,37</b>	<b>-23 991 330,08</b>
<b>VII RÉSULTAT COURANT (III+VI)</b>	<b>514 842 383,32</b>	<b>-524 587,87</b>	<b>514 317 795,45</b>	<b>60 569 696,17</b>

DÉSIGNATION	Opérations		Totaux de l'exercice	Totaux de l'exercice précédent
	Propres à l'exercice	Concernant les exercices précédents		
	1	2		
<b>VII RÉSULTAT COURANT (III+VI)</b>	<b>514 842 383,32</b>	<b>-524 587,87</b>	<b>514 317 795,45</b>	<b>60 569 696,17</b>
<b>PRODUITS NON COURANTS</b>	<b>27 442 128,09</b>	<b>357 899,60</b>	<b>27 800 027,69</b>	<b>188 191 216,37</b>
Produits des cessions d'immobilisations	1 508 449,97		1 508 449,97	174 929 399,99
Subventions d'équilibre				
<b>VIII</b>				
Reprises sur subventions d'investissement				
Autres produits non courants	25 933 678,12	357 899,60	26 291 577,72	13 261 816,38
Reprises non courantes ; transferts de charges				
<b>Total VIII</b>	<b>27 442 128,09</b>	<b>357 899,60</b>	<b>27 800 027,69</b>	<b>188 191 216,37</b>
<b>CHARGES NON COURANTES</b>	<b>428 600 286,81</b>	<b>1 832,00</b>	<b>428 602 118,81</b>	<b>13 126 046,90</b>
Valeurs nettes d'amortissements des immobilisations cédées	195 476,55		195 476,55	1 698 040,75
Subventions accordées				
<b>IX</b>				
Autres charges non courantes	428 404 810,26	1 832,00	428 406 642,26	11 428 006,15
Dotations non courantes aux amortissements et aux provisions				
<b>Total IX</b>	<b>428 600 286,81</b>	<b>1 832,00</b>	<b>428 602 118,81</b>	<b>13 126 046,90</b>
<b>X RÉSULTAT NON COURANT (VIII-IX)</b>	<b>-401 158 158,72</b>	<b>356 067,60</b>	<b>-400 802 091,12</b>	<b>175 065 169,47</b>
<b>XI RÉSULTAT AVANT IMPÔTS (VII+X)</b>	<b>113 684 224,60</b>	<b>-168 520,27</b>	<b>113 515 704,33</b>	<b>235 634 865,64</b>
<b>XII IMPÔTS SUR LES RÉSULTATS</b>	<b>2 509 443,00</b>		<b>2 509 443,00</b>	<b>2 310 526,23</b>
<b>XII RÉSULTAT NET (XI-XII)</b>	<b>111 174 781,60</b>	<b>-168 520,27</b>	<b>111 006 261,33</b>	<b>233 324 339,41</b>
<b>XIV TOTAL DES PRODUITS (I+IV+VII)</b>	<b>1 513 953 049,18</b>	<b>357 899,60</b>	<b>1 514 310 948,78</b>	<b>1 162 894 853,34</b>
<b>XV TOTAL DES CHARGES (II+V+IX+XIII)</b>	<b>1 402 778 267,58</b>	<b>526 419,87</b>	<b>1 403 304 687,45</b>	<b>929 570 513,93</b>
<b>XVI RÉSULTAT NET (total des produits-total des charges)</b>	<b>111 174 781,60</b>	<b>-168 520,27</b>	<b>111 006 261,33</b>	<b>233 324 339,41</b>



État des Soldes de Gestion

DÉSIGNATION		Exercice	Exercice précédent
1	Ventes de Marchandises (en l'état)	21 922 030,62	19 292 974,60
2	- Achats revendus de marchandises	593 533,07	528 492,74
I	<b>= MARGE BRUTES VENTES EN L'ÉTAT</b>	<b>21 328 497,55</b>	<b>18 764 481,86</b>
	<b>+ PRODUCTION DE L'EXERCICE (3+4+5)</b>	<b>935 759 419,94</b>	<b>869 742 591,93</b>
3	Ventes de biens et services produits	935 759 419,94	869 742 591,93
4	Variation stocks produits		
5	Immobilisations produites par l'entreprise pour elle-même		
	<b>- CONSOMMATIONS DE L'EXERCICE (6+7)</b>	<b>532 614 209,13</b>	<b>516 586 227,28</b>
6	Achats consommés de matières et fournitures	172 988 805,37	154 971 204,06
7	Autres charges externes	359 625 403,76	361 615 023,22
	<b>= VALEUR AJOUTÉE (I+II+III)</b>	<b>424 473 708,36</b>	<b>371 920 846,51</b>
8	+ Subventions d'exploitation		
9	- Impôts et taxes	20 018 988,58	17 009 809,63
10	- Charges de personnel	191 522 804,22	193 538 425,87
	<b>= EXCÉDENT BRUT D'EXPLOITATION (EBE) OU INSUFFISANCE BRUTE D'EXPLOITATION (IBE)</b>	<b>212 931 915,56</b>	<b>161 372 611,01</b>
11	+ Autres produits d'exploitation		
12	- Autres charges d'exploitation	1 502 087,08	1 492 708,80
13	+ Reprises d'exploitation, transferts de charges	140 182 129,37	56 183 637,78
14	- Dotations d'exploitation	163 206 571,77	131 502 513,74
VI	<b>= RÉSULTAT D'EXPLOITATION (+ ou -)</b>	<b>188 405 386,08</b>	<b>84 561 026,25</b>
VII	<b>+ RÉSULTAT FINANCIER</b>	<b>325 912 409,37</b>	<b>-23 991 330,08</b>
VIII	<b>= RÉSULTAT COURANT (+ ou -)</b>	<b>514 317 795,45</b>	<b>60 569 696,17</b>
	<b>+ RÉSULTAT NON COURANT</b>	<b>-400 802 091,12</b>	<b>175 065 169,47</b>
15	- Impôts sur les résultats	2 509 443,00	2 310 526,23
X	<b>= RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE</b>	<b>111 006 261,33</b>	<b>233 324 339,41</b>

TABLEAU DE FORMATION DES RÉSULTATS (T.F.R)

1	<b>Résultat net de l'exercice</b>	<b>111 006 261,33</b>	<b>233 324 339,41</b>
	Bénéfice +	111 006 261,33	233 324 339,41
	Perte -		
2	+ Dotations d'exploitation (1)	115 183 920,62	82 652 312,63
3	+ Dotations financières (1)		
4	+ Dotations non courantes (1)		
5	- Reprises d'exploitation (2)	17 609 254,29	1 870 067,99
6	- Reprises financières (2)	353 150 000,00	
7	- Reprises non courantes (2)		
8	- Produits des cessions d'immobilisation	1 508 449,97	174 929 399,99
9	+ Valeurs nettes d'amortiss. Des immo. Cédées	195 476,55	1 698 040,75
	<b>CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT (C.A.F.)</b>	<b>-145 882 045,76</b>	<b>140 875 224,81</b>
I	<b>- Distributions de bénéfices</b>	<b>85 961 682,00</b>	
II	<b>= AUTOFINANCEMENT</b>	<b>-231 843 727,76</b>	<b>140 875 224,81</b>

I. SYNTHÈSES DES MASSES DU BILAN	Exercice	Exercice précédent	Exercice a - b	
	b	a	Emplois c	Ressources d
Financement permanent	3 179 017 821,11	3 282 629 783,49	103 611 962,38	
Moins actif immobilisé	2 905 731 350,34	2 902 209 819,05	3 521 531,29	
<b>= FONDS DE ROULEMENT FONCTIONNEL (1-2) (A)</b>	<b>273 286 470,77</b>	<b>380 419 964,44</b>	<b>107 133 493,67</b>	
Actif circulant	567 722 152,03	747 222 077,35		179 499 925,32
Moins Passif circulant	322 977 455,51	414 668 534,64	91 691 079,13	
<b>= BESOINS DE FINANCEMENT GLOBAL (4-5) (B)</b>	<b>244 744 696,52</b>	<b>332 553 542,71</b>		<b>87 808 846,19</b>
<b>TRÉSORERIE NETTE (ACTIF -PASSIF) A - B</b>	<b>28 541 774,25</b>	<b>47 866 421,73</b>		<b>19 324 647,48</b>
<b>II. EMPLOIS ET RESSOURCES</b>				
	<b>Exercice</b>		<b>Exercice précédent</b>	
	<b>Emplois</b>	<b>Ressources</b>	<b>Emplois</b>	<b>Ressources</b>
<b>I. RESSOURCES STABLES DE L'EXERCICE</b>				
<b>AUTOFINANCEMENT (A)</b>		<b>-231 843 727,76</b>		<b>140 875 224,81</b>
+ Capacité d'autofinancement		-145 882 045,76		140 875 224,81
- Distributions de bénéfices		85 961 682,00		
<b>CESSIONS ET RÉDUCTIONS D'IMMOBILISATIONS (B)</b>		<b>373 842 908,17</b>		<b>174 929 400,00</b>
+ Cessions d'immobilisations incorporelles				
+ Cessions d'immobilisations corporelles		3 035 093,88		929 400,00
+ Cessions d'immobilisations financières		353 198 560,00		174 000 000,00
+ Récupérations sur créances immobilisées		17 609 254,29		
<b>AUGMENTATIONS DES CAPITAUX PROPRES ET ASSIMILÉS (C)</b>		<b>-5 262 493,51</b>		<b>-4 688 177,83</b>
+ Augmentations de capital, apports				
+ Subvention d'investissement		-5 262 493,51		-4 688 177,83
<b>AUGMENTATION DES DETTES DE FINANCEMENT (D) (nettes de primes de remboursement)</b>				<b>284 000 000,00</b>
<b>TOTAL I. RESSOURCES STABLES (A+B+C+D)</b>				
<b>II. EMPLOIS STABLES DE L'EXERCICE</b>				
<b>ACQUISITIONS ET AUGMENTATIONS D'IMMOBILISATIONS (E)</b>	<b>120 476 132,37</b>		<b>583 657 138,49</b>	
+ Acquisitions d'immobilisations incorporelles	50 000,00		568 000,00	
+ Acquisitions d'immobilisations corporelles	120 426 132,37		562 876 161,49	
+ Acquisitions d'immobilisations financières			20 212 977,00	
+ Augmentation des créances immobilisées				
<b>REMBOURSEMENT DES CAPITAUX PROPRES (F)</b>				
<b>REMBOURSEMENT DES DETTES DE FINANCEMENT (G)</b>	<b>123 394 048,20</b>		<b>64 799 659,74</b>	
<b>EMPLOIS EN NON VALEURS (H)</b>				<b>8 958 119,00</b>
<b>TOTAL II. EMPLOIS STABLES (E+F+G+H)</b>	<b>243 870 180,57</b>		<b>657 414 917,23</b>	
<b>III. VARIATION DU BESOIN DE FINANCEMENT GLOBAL (B.F.G.)</b>		<b>87 808 846,19</b>		<b>52 940 150,06</b>
<b>IV. VARIATION DE LA TRÉSORERIE</b>		<b>19 324 647,48</b>		<b>9 358 320,19</b>
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>243 870 180,57</b>	<b>243 870 180,57</b>	<b>657 414 917,23</b>	<b>657 414 917,23</b>

**A1 Principales Méthodes d'Evaluation Spécifiques à l'Entreprise****I- ACTIF IMMOBILISE****A- Evaluation à l'entrée**

## 1- Immobilisations en non valeurs

La valeur d'entrée est constituée par le coût de revient de l'immobilisation.

## 2- Immobilisations incorporelles

La valeur d'entrée est constituée par le coût de revient de l'immobilisation.

## 3- Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens.

## 4- Immobilisations financières

Sont portées dans ce poste de bilan, les sommes payées pour l'acquisition des titres de participation, ainsi que pour les dépôts et cautionnements.

**B- Corrections des valeurs**

## 1- Méthodes d'amortissements

Les méthodes d'amortissement pratiquées sont les méthodes prévues par les règles fiscales en vigueur pour chaque catégorie d'immobilisation

## 2- Méthodes d'évaluation des provisions pour dépréciation

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

## 3- Méthodes de détermination des écarts de Conversion - Actif

Les écarts de conversion sont calculés d'après le taux de change à la date de clôture.

**II- ACTIF CIRCULANT****A- Évaluation à l'entrée**

## 1- Stocks

La méthode d'évaluation du Stock à la fin d'exercice est la méthode du premier entré premier sorti (FIFO).

## 2- Créances

Les créances sont inscrites en comptabilité pour leur montant nominal. Les créances clients font l'objet, le cas échéant, d'une provision calculée sur la base du risque de non recouvrement.

## 3- Titres et valeurs de placement

Les titres et valeurs de placement sont estimés à la date de clôture au cours de la valeur à la date de fin d'exercice.

**B- Création des valeurs**

## 1- Méthodes d'évaluation des provisions pour dépréciation

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur nominale brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

## 2- Méthodes de détermination des écarts de Conversion - Actif

Les écarts de conversion sont calculés d'après le taux de change à la date de clôture.

**III- FINANCEMENT PERMANENT**

## 1- Méthodes de réévaluation

Les capitaux propres et dettes de financement sont inscrites à leur valeur nominale.

## 2- Méthodes d'évaluation des provisions réglementées

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur nominale brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

## 3- Dettes de financement permanent

Les dettes de financement sont inscrites en comptabilité pour leur montant nominal.

## 4- Méthodes d'évaluation des provisions durables pour risques et charges

Une provision pour risques et charges est constituée pour faire face à la charge future ou au risque créés au cours de l'exercice.

## 5- Méthodes de détermination des écarts de Conversion - Passif

Les écarts de conversion sont calculés d'après le taux de change à la date de clôture.

**IV- PASSIF CIRCULANT (Hors trésorerie)**

## 1- Dettes du passif circulant

Les dettes du passif circulant sont inscrites pour leur montant nominal.

## 2- Méthodes d'évaluation des autres provisions pour risques et charges

Une provision pour risques et charges est constituée pour faire face à la charge future ou au risque créés au cours de l'exercice.

## 3- Méthodes de détermination des écarts de Conversion - Passif

Les écarts de conversion sont calculés d'après le taux de change à la date de clôture.

**V- TRÉSORERIE**

## 1- Trésorerie - Actif

La trésorerie est comptabilisée à la date de son engagement. La société utilise le rapprochement bancaire pour rapprocher ses soldes comptables aux soldes bancaires.

## 2- Trésorerie - Passif

La trésorerie est comptabilisée à la date de son engagement. La société utilise le rapprochement bancaire pour rapprocher ses soldes comptables aux soldes bancaires.

## 3- Méthodes d'évaluation des provisions pour dépréciation

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur nominale brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

**A2 État des Dérogations**

INDICATION DES DÉROGATIONS	Justifications des dérogations	Influence des dérogations sur le patrimoine, la situation financière et les résultats
<b>INDICATION DES DÉROGATIONS</b>		
I- Dérogations aux principes comptables fondamentaux	Néant	Néant
II- Dérogations aux méthodes d'évaluation	Néant	Néant
III- Dérogations aux règles d'établissement et de présentation des états de synthèse	Néant	Néant

**A2 État des Changements de Méthodes**

NATURE DES CHANGEMENTS	Justification des Changements	Influence sur le Patrimoine, la Situation Financière et les Résultats
I- Changement affectant les méthodes d'évaluation	Néant	Néant
II- Changement affectant les règles de présentation	Néant	Néant

**B1 Détail des Non-Valeurs**

COMPTE PRINCIPAL	Intitulé	Montant
<b>211</b>	<b>FRAIS PRÉLIMINAIRES</b>	<b>26 383 876,00</b>
2111	Frais de constitution	
2112	Frais préalables au démarrage	
2113	Frais d'augmentation du capital	26 383 876,00
2114	Frais sur opérations de fusions, scissions et transformations	
2116	Frais de prospection	
2117	Frais de publicité	
2118	Autres frais préliminaires	
<b>212</b>	<b>CHARGES À RÉPARTIR SUR PLUSIEURS EXERCICES</b>	<b>9 996 369,00</b>
2121	Frais d'acquisitions des immobilisations	
2125	Frais d'émission des emprunts	8 596 369,00
2128	Autres charges à répartir	1 400 000,00
<b>213</b>	<b>PRIME DE REMBOURSEMENT DES OBLIGATIONS</b>	
2130	Primes de remboursements des obligations	
	<b>TOTAL</b>	<b>36 380 245,00</b>

**B2 Tableau des Immobilisations autres que financières**

NATURE	Montant brut début exercice	Augmentation			Diminution			Montant brut fin exercice
		Acquisition	Production par l'entreprise pour elle-même	Virement	Cession	Retrait	Virement	
<b>IMMOBILISATION EN NON-VALEURS</b>	<b>36 380 245,00</b>							<b>36 380 245,00</b>
Frais préliminaires	26 383 876,00							26 383 876,00
Charges à répartir sur plusieurs exercices	9 996 369,00							9 996 369,00
Primes de remboursement obligations								
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>	<b>160 990 030,95</b>	<b>50 000,00</b>			<b>2 262 400,00</b>			<b>158 777 630,95</b>
Immobilisation en recherche et développement	1 467 419,50							1 467 419,50
Brevets, marques, droits et valeurs similaires	11 654 474,97	50 000,00			2 262 400,00			9 442 074,97
Fonds commercial	147 868 136,48							147 868 136,48
Autres immobilisations incorporelles								
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>2 728 088 901,39</b>	<b>120 426 132,37</b>		<b>62 382 709,16</b>	<b>26 716 566,26</b>	<b>1 526 643,91</b>	<b>62 382 709,16</b>	<b>2 820 271 823,59</b>
Terrains	283 408 562,65	7 366 827,52						290 775 390,17
Constructions	1 670 831 562,46	12 724 199,09		62 382 709,16	4 690 557,83			1 741 247 912,88
Installations techniques, matériel et outillage	658 726 817,86	61 406 772,08			21 115 588,75			699 018 001,19
Matériel de transport	373 717,36				22 625,00			351 092,36
Mobilier, matériel bureau et aménagements	19 680 311,55	4 331 292,21			887 794,68			23 123 809,08
Autres immobilisations corporelles	2 450 900,00	101 400,00						2 552 300,00
Immobilisations corporelles en cours	92 617 029,51	34 495 641,47				1 526 643,91	62 382 709,16	63 203 317,91
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>2 925 459 177,34</b>	<b>120 476 132,37</b>		<b>62 382 709,16</b>	<b>28 978 966,26</b>	<b>1 526 643,91</b>	<b>62 382 709,16</b>	<b>3 015 429 699,54</b>

**B2 (bis) Tableau des Amortissements**

NATURE	Cumul début exercice	Dotation de l'exercice	Amortissement sur les immobilisations sorties	Cumul d'amortissement en fin d'exercice
	1	2	3	4 = 1 + 2 - 3
<b>IMMOBILISATION EN NON-VALEURS</b>	<b>29 142 129,72</b>	<b>1 863 243,84</b>		<b>31 005 373,56</b>
Frais préliminaires	26 383 876,00			26 383 876,00
Charges à répartir sur plusieurs exercices	2 758 253,72	1 863 243,84		4 621 497,56
Primes de remboursement des obligations				
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>	<b>12 502 228,89</b>	<b>358 808,71</b>	<b>2 262 400,00</b>	<b>10 598 637,60</b>
Immobilisation en recherche et développement	1 467 419,50			1 467 419,50
Brevets, marques droits et valeurs similaires	11 034 809,39	358 808,71	2 262 400,00	9 131 218,10
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>900 960 230,75</b>	<b>112 961 868,07</b>	<b>26 521 089,71</b>	<b>987 401 009,11</b>
Terrains	3 547 338,57	633 279,23		4 180 617,80
Constructions	471 622 379,68	57 689 785,38	4 371 912,75	524 940 252,31
Installations techniques; matériel et outillage	408 142 907,24	51 664 494,45	21 239 601,95	438 567 799,74
Matériel de transport	373 717,36		22 625,00	351 092,36
Mobilier, matériel de bureau et aménagements divers	14 892 987,90	2 974 309,01	886 950,01	16 980 346,90
Autres immobilisations corporelles	2 380 900,00			2 380 900,00
Immobilisations corporelles en cours				
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>942 604 589,36</b>	<b>115 183 920,62</b>	<b>28 783 489,71</b>	<b>1 029 005 020,27</b>

**B3 Tableau des plus ou moins values sur cessions ou retraits d'immobilisations**

COMPTE PRINCIPAL	Montant brut	Amortissements cumulés	Valeur net d'amortissements	Prix de cession	Plus Values	Moins values
232280	4 336 140	4 292 911	43 229	224 978	221 343	39 594
233200	15 139 690	15 089 007	50 684	790 766	786 969	46 886
233241	236 228	236 228	0	12 380	12 380	0
233242	1 758 940	1 758 940	0	92 180	92 180	0
233243	2 608 058	2 608 058	0	136 680	136 680	0
233248	1 242 275	1 242 275	0	65 104	65 104	0
235500	818 026	818 026	0	42 870	42 870	0
232340	190 965	93 300	97 665	4 890	0	92 775
233100	130 398	127 343	3 055	6 674	6 353	2 735
235100	3 230	3 230	0	169	169	0
232700	163 453	163 453	0	8 566	8 566	0
235200	66 538	65 694	845	3 443	2 823	225
222100	2 262 400	2 262 400	0	118 565	118 565	0
234300	7 250	7 250	0	380	380	0
234100	15 375	15 375	0	806	806	0
<b>Total Général</b>	<b>28 978 966</b>	<b>28 783 490</b>	<b>195 477</b>	<b>1 508 450</b>	<b>1 495 189</b>	<b>182 215</b>

**B4 Tableau des Titres de Participation**

RAISON SOCIALE DE LA SOCIÉTÉ ÉMETTRICE	N° IF	Secteur d'activité	Capital social	Participation au capital en %	Prix d'acquisition global	Valeur nette comptable	Extrait des derniers états de synthèse de la société émettrice			Produits inscrits au C.P.C de l'exercice
							Date de clôture	Situation nette	Résultat net	
		1	2	3	4	5	6	7	8	9
MOUSSAFIR HOTELS	0	TOURISME	253 000 000,00	100,00	160 307 000,00	160 307 000,00	31/2/2024	298 939 656,14	34 315 712,70	0,00
CHAYLA	0	TOURISME	63 272 000,00	100,00	96 910 000,00	96 910 000,00	31/12/2024	53 430 379,57	15 301 033,15	0,00
EMIROTEL	0	TOURISME	204 300 000,00	100,00	660 720 146,00	660 720 146,00	31/12/2024	225 511 682,36	16 650 098,40	0,00
SMHE	0	TOURISME	111 000 000,00	50,00	59 500 000,00	0,00	31/12/2024	-990 528,86	-14 647 251,46	0,00

**B5 Tableau des Provisions**

NATURE	Montant début exercice	Dotations		Reprises		Montant fin exercice	
		D'exploitation	Financières	Non courantes	D'exploitation		Financières
1. Provisions pour dépréciation de l'actif immobilisé	430 259 254,29				17 609 254,29	353 150 000,00	59 500 000,00
2. Provisions réglementées							
3. Provisions durables pour risques et charges							
<b>SOUS TOTAL (A)</b>	<b>430 259 254,29</b>				<b>17 609 254,29</b>	<b>353 150 000,00</b>	<b>59 500 000,00</b>
4. Provisions pour dépréciation de l'actif circulant (hors trésorerie)	55 207 215,05	7 271 407,73			40 317 823,75		22 160 798,23
5. Autres Provisions pour risques et charge	128 663 919,25	40 751 243,42			57 160 648,70		112 254 513,96
6. Provisions pour dépréciation des comptes de trésorerie	525 199,84		24 881,30			485 206,64	64 874,50
<b>SOUS TOTAL (B)</b>	<b>184 396 334,14</b>	<b>48 022 651,15</b>	<b>24 881,30</b>		<b>97 478 472,45</b>	<b>485 206,64</b>	<b>134 480 186,69</b>
<b>TOTAL (A+B)</b>	<b>614 655 588,43</b>	<b>48 022 651,15</b>	<b>24 881,30</b>		<b>115 087 726,74</b>	<b>353 635 206,64</b>	<b>193 980 186,69</b>

**B6 Tableau des Créances**

CRÉANCES	Total	Analyse par Échéance			Autres Analyses			
		Plus d'un an	Moins d'un an	Échues et non recouvrées	Montants en Devises	Montants sur l'Etat et Organismes Publics	Montants sur les Entreprises liées	Montants Représentés par Effets
<b>De l'Actif Immobilisé</b>	<b>1 369 524,86</b>		<b>1 369 524,86</b>					
- Prêts immobilisés								
- Autres créances financières	1 369 524,86		1 369 524,86					
<b>De l'actif circulant</b>	<b>186 637 031,17</b>		<b>186 637 031,17</b>					
- Fournisseurs débiteurs avances et acomptes	729 064,00		729 064,00					
- Clients et comptes rattachés	34 431 803,38		34 431 803,38					
- Personnel	438 143,87		438 143,87					
- État	137 746 051,79		137 746 051,79			137 746 051,79		
- Comptes d'associés	9 384 857,88		9 384 857,88				9 384 857,88	
- Autres débiteurs	478 685,07		478 685,07					
- Compte de régularisation actif	3 428 425,18		3 428 425,18					
<b>TOTAUX</b>	<b>188 006 556,03</b>		<b>188 006 556,03</b>			<b>137 746 051,79</b>	<b>9 384 857,88</b>	

**B7 Tableau des Dettes**

DETTES	Total	Analyse par Échéance			Autres Analyses			
		Plus d'un an	Moins d'un an	Échues et non recouvrées	Montants en Devises	Montants sur l'Etat et Organismes Publics	Montants sur les Entreprises liées	Montants Représentés par Effets
<b>DE FINANCEMENT</b>	<b>977 319 530,37</b>	<b>250 000 000,00</b>	<b>589 701 631,26</b>					
- Emprunts obligataires	250 000 000,00	250 000 000,00						
- Autres dettes de financement	727 319 530,37	137 617 899,11	589 701 631,26					
<b>DU PASSIF CIRCULANT</b>	<b>210 722 941,55</b>		<b>210 722 941,55</b>					
- Fournisseurs et comptes rattachés	126 758 542,63		126 758 542,63					
- Clients créditeurs, avances et acomptes	15 601 878,13		15 601 878,13					
- Personnel	28 147 356,76		28 147 356,76					
- Organismes sociaux	7 929 587,29		7 929 587,29					
- État	18 957 301,16		18 957 301,16				18 957 301,16	
- Comptes d'associés	1 323 709,86		1 323 709,86				1 323 709,86	
- Autres créanciers	7 000 090,59		7 000 090,59					
- Comptes de régularisation - Passif	5 004 475,13		5 004 475,13					
<b>TOTAUX</b>	<b>1 188 042 471,92</b>	<b>250 000 000,00</b>	<b>1 188 042 471,92</b>				<b>20 281 011,02</b>	

**B8 Tableau des Suretes Réelles Données ou Reçues**

TIERS DÉBITEURS OU TIERS CRÉDITEURS	Montant couvert par la sureté	Nature (1)	Date et Lieu d'inscription	Objet (2) (3)	V.N.C. de la sureté donnée
Sureté donnée					
Autres reserves	361 000 000,00	Nantissement			
Autres reserves	612 000 000,00	Hypothèque		Crédit	
Autres reserves	400 000 000,00	Billet à ordre			
Sureté reçue					

**B9 Engagements Financiers Recus ou Donnés Hors Operations de Crédit-Bail**

ENGAGEMENTS DONNÉS	Montants Exercice	Montants Exercice Précédent
Engagement donné		
Engagement reçu		

**B10 Tableau des Biens en Credit-Bail**

RUBRIQUES	Date de la première échéance	Durée du contrat en mois	Valeur estimée du bien à la date du contrat	Durée théorique d'amortissement du bien	Cumul des exercices précédents des redevances	Montant de l'exercice des redevances	Redevanes restant à payer		Prix d'achat résiduel en fin du contrat	Observations
							À moins d'un an	À plus d'un an		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Bail MAGHREBAIL SUITE NOVOTEL	06/01/2009	180	65 463 426,03	15	99 160 529,87	6 817 497,71	1 136 250,00	0,00	654 634,26	
Bail MAGHREBAIL RABAT DIWAN	31/12/2012	180	100 000 000,00	16	110 075 820,00	9 823 875,00	9 823 875,00	26 197 000,00	10 000 000,00	
Bail Novotel CCC-MAGHREBAIL-SOGELEASE	05/06/2016	180	265 000 000,00	15	186 555 529,00	32 203 492,08	32 203 492,08	198 528 201,00	26 500 000,00	
<b>Total</b>			<b>430 463 426,03</b>	<b>-</b>	<b>395 791 878,87</b>	<b>48 844 864,79</b>	<b>43 163 617,08</b>	<b>224 725 201,00</b>	<b>37 154 634,26</b>	

**B11 Détail des Postes du C.P.C.**

DÉSIGNATION	Exercice	Exercice précédent
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>		
611 - Achats revendus de marchandises	593 533,07	528 492,74
611 Achats de marchandises	631 770,17	513 955,02
Variation des stocks de marchandises (±)	-38 237,10	14 537,72
<b>Total</b>	<b>593 533,07</b>	<b>528 492,74</b>
<b>612 - Achats consommés de matières et fournitures</b>		
Achat de matières premières	81 843 945,81	79 910 622,57
Variation des stocks de matières premières (+/-)	-342 869,55	-1 575 804,28
Achats de matières et fournitures consommables et d'emballages	28 307 408,44	26 577 997,61
Variation des stocks de matières, fournitures et emballages (+/-)	881 484,10	649 742,27
Achats non stockés de matières et de fournitures	33 670 155,35	33 927 752,02
Achats de travaux, études et prestations de services	28 628 681,22	15 480 893,87
<b>Total</b>	<b>172 988 805,37</b>	<b>154 971 204,06</b>
<b>613/614 - Autres charges externes</b>		
Locations et charges locatives	62 041 295,67	59 594 110,52
Redevances de crédit-bail	48 844 864,68	90 081 974,73
Entretien et réparations	26 995 414,78	26 670 201,65
Primes d'assurances	4 008 814,33	3 744 954,22
Rémunérations du personnel extérieur à l'entreprise	63 480 667,68	58 581 501,09
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	55 068 901,02	47 800 797,99
Redevances pour brevets, marques, droits.....	71 531 269,90	53 563 112,83
Transports	1 419 545,96	1 032 520,93
Déplacements, missions et réceptions	4 746 464,10	4 240 516,56
Reste du poste des autres charges externes	21 488 165,64	16 305 332,70
<b>Total</b>	<b>359 625 403,76</b>	<b>361 615 023,22</b>
<b>617 - Charges de personnel</b>		
Rémunération du personnel	143 034 183,56	141 652 114,13
617 Charges sociales	34 530 757,26	35 172 559,84
Reste du poste des charges de personnel	13 957 863,40	16 713 751,90
<b>Total</b>	<b>191 522 804,22</b>	<b>193 538 425,87</b>
<b>618 - Autres charges d'exploitation</b>		
Jetons de présence	1 110 000,00	1 400 000,00
618 Pertes sur créances irrécouvrables	392 087,08	92 708,80
Reste du poste des autres charges d'exploitation		
<b>Total</b>	<b>1 502 087,08</b>	<b>1 492 708,80</b>
<b>CHARGES FINANCIÈRES</b>		
<b>638 Autres charges financières</b>		
638 Charges nettes sur cessions de titres et valeurs de placement		
Reste du poste des autres charges financières		
<b>TOTAL</b>		
<b>CHARGES NON COURANTES</b>		
<b>658 - Autres charges non courantes</b>		
Pénalités sur marchés et débits		
658 Rappels d'impôts (autres qu'impôts sur les résultats)		
Pénalités et amendes fiscales et pénales	172 401,66	33 792,99
Créances devenues irrécouvrables	1 546 003,34	408 681,19
Reste du poste des autres charges non courantes	426 688 237,26	10 985 531,97
<b>Total</b>	<b>428 406 642,26</b>	<b>11 428 006,15</b>

**B11(bis) Détail des Postes du C.P.C.(suite)**

DÉSIGNATION	Exercice	Exercice précédent
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>		
<b>Ventes de marchandises</b>		
Ventes de marchandises au Maroc		
711 Ventes de marchandises à l'étranger		
Reste du poste des ventes de marchandises	21 922 030,62	19 292 974,60
<b>Total</b>	<b>21 922 030,62</b>	<b>19 292 974,60</b>
<b>Ventes de biens et services produits</b>		
Ventes de biens au Maroc		
Ventes de biens à l'étranger		
712 Ventes des services au Maroc	915 677 446,93	850 630 350,83
Ventes des services à l'étranger		
Redevances pour brevets, marques, droits		
Reste du poste des ventes et services produits	20 081 973,01	19 112 241,10
<b>Total</b>	<b>935 759 419,94</b>	<b>869 742 591,93</b>
<b>Variation des stocks de produits</b>		
Variation des stocks des biens produits (+/-)		
713 Variation des stocks des services produits (+/-)		
Variation des stocks des produits en cours (+/-)		
<b>Total</b>		
<b>Autres produits d'exploitation</b>		
718 Jetons de présence reçus		
Reste du poste des produits divers		
<b>Total</b>		
<b>Reprises d'exploitation transferts de charges</b>		
719 Reprises	115 087 726,74	32 994 775,09
Transferts de charges	25 094 402,63	23 188 862,69
<b>Total</b>	<b>140 182 129,37</b>	<b>56 183 637,78</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>		
Intérêts et autres produits financiers	20 702 439,49	28 900 220,93
Intérêts et produits assimilés	1 374 544,41	3 162 199,58
738 Revenus des créances rattachées à des participations		569 220,51
Produits nets sur cessions de titres et valeurs de placement		
Reste du poste intérêts et autres produits financiers	19 327 895,08	25 168 800,84
<b>Total</b>	<b>20 702 439,49</b>	<b>28 900 220,93</b>



**B12 Passage du Résultat Net Comptable au Résultat Net Fiscal**

INTITULÉS	Montant ( + )	Montant ( - )
<b>I. RÉSULTAT NET COMPTABLE</b>		
Bénéfice net	111 006 261,36	
Perte nette		
<b>II. RÉINTEGRATIONS FISCALES</b>		
<b>RÉINTEGRATIONS FISCALES COURANTES</b>		
6541 PERTES SUR CHÉQUES ET CC IMPAYÉS	392 087,00	
6875 D.E.P. AUTRES RISQUES ET CHARGES	37 073 329,00	
6820 D.E.P. POUR DÉPRÉCIATION DES STOCKS	4 361 218,00	
Provisions clients douteux créances douteuses	1 706 096,00	
Provisions AUTRES CRÉANCE ACTIF CIRCULANT	1 204 094,00	
6431 D.E.P. RISQUES ET CHARGES LITIGES PERSONNEL	3 677 915,00	
6815 DOTATIONS AUX PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATION DES COMPTES DE TRÉSORERIE	24 881,00	
Amortissement voiture non déductible (Détail Onglet )	1 352 693,00	
6234 CADEAUX À LA CLIENTÈLE	235 791,00	
Achats sur Exercices antérieurs	13 903,00	
Autres charges Extrenes sur Exercices antérieurs	356 511,00	
Impôts sur Exercices antérieurs	125 474,00	
Charges Sociales sur Exercices antérieurs	28 700,00	
Intérêts compte courant d'associés à réintégrer (détail onglet )	1 519 759,56	
<b>RÉINTEGRATIONS FISCALES NON COURANTES</b>		
6712 PÉNALITES ET AMENDES FISCALES OU PÉNALES	65 777,00	
6712 PÉNALITES ET AMENDES FISCALES OU PÉNALES	106 625,00	
6541 CRÉANCES DEVENUES IRRÉCOUVRABLES	1 546 003,00	
6718 CHARGES NON COURANTES DIVERSES	426 686 405,00	
Fraction de la plus value rapportée à l'exe actuel	8 925 548,00	
IS	2 509 443,00	
6720 AUTRES CHARGES NON COURANTES DE L'EXERCICE ANTÉRIEUR	1 832,00	
		<b>482 552 001,00</b>
<b>III. DÉDUCTIONS FISCALES</b>		
<b>DÉDUCTIONS FISCALES COURANTES</b>		
7816 REPRISES SUR PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATION DES IMMOBILISATIONS		370 759 254,00
7875 REPRISES SUR PROVISIONS AUTRES RISQUES ET CHARGES		47 922 903,00
6431 REPRISES SUR PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES LITIGES PERSONNEL		9 237 746,00
7820 REPRISES SUR PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATION DES STOCKS		5 420 040,00
7821 REPRISES SUR PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATION DES CRÉANCES DOUTEUSES		2 091 414,00
7815 REPRISES SUR PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATION DES AUTRES CRÉANCES DE L'ACTIF CIRCULANT		32 806 370,00
7815 REPRISES SUR PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATION DES COMPTES DE TRÉSORERIE		485 207,00
		<b>13 829 067,00</b>
<b>DÉDUCTIONS FISCALES NON COURANTES</b>		
DIVIDENDES		13 829 067,00
<b>Total</b>	602 920 345,92	482 552 001,00
<b>IV. RÉSULTAT BRUT FISCAL</b>		
Bénéfice brut si T1> T2 (A)	120 368 344,92	
Déficit brut fiscal si T2> T1 (B)		
<b>V. REPORTS DÉFICITAIRES IMPUTÉS (C) (I)</b>		
Exercice n-4		
Exercice n-3		
Exercice n-2		
Exercice n-1		120 368 344,92

**B12 Passage du Résultat Net Comptable au Résultat Net Fiscal**

INTITULÉS	Montant ( + )	Montant ( - )
<b>VI - RÉSULTAT NET FISCAL</b>		
. Bénéfice net fiscal ( A - C) (OU)		
. Déficit net fiscal (B)		
<b>VII. CUMUL DES AMORTISSEMENTS FISCALEMENT DIFFÉRÉS</b>	<b>123 724 310,97</b>	
<b>VIII. CUMUL DES DÉFICITS FISCAUX RESTANT À REPORTER</b>		
Exercice n-4		
Exercice n-3		
Exercice n-2		
Exercice n-1		

**B13 Détermination du Résultat Courant Après Impôts**

I. DÉTERMINATION DU RÉSULTAT	Montant
<b>Résultat courant d'après C.P.C (+/-)</b>	<b>514 317 795,45</b>
Réintégrations fiscales sur opérations courantes ( + )	52 072 451,56
Déductions fiscales sur opérations courantes ( - )	468 722 934,00
<b>Résultat courant théoriquement imposable ( = )</b>	<b>97 667 313,01</b>
Impôt théorique sur résultat courant ( - )	
<b>Résultat courant après impôts ( = )</b>	<b>514 317 795,45</b>

**B14 Détail de la Taxe sur la Valeur Ajoutée**

NATURE	Solde au début de l'exercice (1)	Opérations comptables de l'exercice (2)	Déclarations T.V.A de l'exercice (3)	Solde fin d'exercice (1+2-3=4)
<b>A. T.V.A. Facturée</b>	<b>-2 403 784,98</b>	<b>102 913 738,46</b>	<b>103 065 095,00</b>	<b>-2 555 141,52</b>
<b>B. T.V.A. Récupérable</b>	<b>12 451 824,50</b>	<b>113 053 782,54</b>	<b>113 260 595,00</b>	<b>12 245 012,04</b>
sur charges	9 152 155,57	90 893 025,09	89 745 963,00	10 299 217,66
sur immobilisations	3 299 668,93	22 160 757,45	23 514 632,00	1 945 794,38
<b>C. T.V.A. due ou crédit de T.V.A = (A - B)</b>	<b>-14 855 609,48</b>	<b>-10 140 044,08</b>	<b>-10 195 500,00</b>	<b>-14 800 153,56</b>

**B15 PASSIF ÉVENTUEL**

**PASSIF ÉVENTUEL**

- Les déclarations fiscales des exercices 2017 à 2023 au titre de l'impôt sur les Sociétés (IS), des exercices 2020 à 2023 au titre de l'impôt sur le Revenu (IR) et des exercices 2016 à 2023 au titre de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA), ont fait l'objet d'un contrôle fiscal au cours de l'année 2024. Les déclarations fiscales au titre de l'impôt sur les Sociétés (IS), de la Taxe sur la valeur ajoutée (TVA), de l'impôt sur le Revenu (IR) de l'exercice 2024 ne sont pas encore prescrites et pourraient faire l'objet d'un contrôle fiscal et d'éventuels redressements ;
- Au titre de la période non prescrite, les impôts émis par voie de rôles peuvent également faire l'objet de révision ;
- Les déclarations sociales de la CNSS pourraient faire l'objet d'un contrôle et de rappels éventuels de cotisations.

**C1 Capital Social**

PRINCIPAUX ASSOCIÉS		Identifiant Fiscal	N° C.N.I.	N° C.E.	ADRESSE	Nombre de titres		Valeur nominale de chaque action ou part sociale	Montant du capital		
NOM, PRÉNOM	ASSOCIÉS					Ex. N - 1	Actuel		Souscrit	Appelé	Libéré
CFG	CFG	1032096			5, RUE IBN TOUFAIL CASABLANCA	343687	343687	100	34 368 700,00	34 368 700,00	34 368 700,00
AUTRES (y compris le flottant)	AUTRES (y compris le flottant)	6902450			97 BOULEVARD MASSIRA KHADRA	1337498	1337498	100	133 749 800,00	133 749 800,00	133 749 800,00
MUTRIS	MUTRIS	01084830			22 BD ABDELKRIM EL KHATTABI	4776601	4776601	100	477 660 100,00	477 660 100,00	477 660 100,00
RMA WATANIYA ET FILIALES	RMA WATANIYA ET FILIALES	111018			83, AVENUE DES FAR CASABLANCA	5264250	5264250	100	526 425 000,00	526 425 000,00	526 425 000,00
MCMA	MCMA	3300462			16, RUE ABOU INANE RABAT	427707	427707	100	42 770 700,00	42 770 700,00	42 770 700,00
CIMR	CIMR	40246524			100, BD ABDELMOUMEN CASABLANCA	1765522	1765522	100	176 552 200,00	176 552 200,00	176 552 200,00
MAMDA	MAMDA	3300463			16, RUE ABOU INANE RABAT	411682	411682	100	41 168 200,00	41 168 200,00	41 168 200,00

**C2 Tableau d'Affectation des Résultats Intervenues au cours de l'Exercice**

A. ORIGINE DES RÉSULTATS À AFFECTER		Montant	B. AFFECTATION DES RÉSULTATS		Montant
Décision du	30/06/2024		Réserve légale		11 666 216,97
Report à nouveau		25 218 199,68	Autres réserves		
Résultats nets en instance d'affectation			Tantièmes		
Résultat net de l'exercice		233 324 339,41	Dividendes		85 961 682,00
Prélèvements sur les réserves			Autres affectations		
Autres prélèvements			Report à nouveau		160 914 640,12
<b>TOTAL A</b>		<b>258 542 539,09</b>	<b>TOTAL B</b>		<b>258 542 539,09</b>

**C3 Résultats et autres Éléments Caractéristiques de l'Entreprise au cours des Trois Derniers Exercices**

NATURE DES INDICATIONS	31/12/2022	31/12/2023	31/12/2024
<b>SITUATION NETTE DE L'ENTREPRISE</b>			
Capitaux propres plus capitaux propres assimilés moins immobilisations en non-valeurs	1 953 136 803,26	2 181 916 204,92	2 201 698 290,74
<b>OPÉRATIONS ET RESULTATS DE L'EXERCICE</b>			
1. Chiffre d'affaires hors taxes	816 455 414,48	889 035 566,53	957 681 450,56
2. Résultat avant impôts	128 506 495,10	235 634 865,64	113 515 704,33
3. Impôts sur les résultats	3 309 452,32	2 310 526,23	2 509 443,00
4. Bénéfices distribués (y compris les tantièmes) de l'exercice précédent			85 961 682,00
5. Résultats non distribués (mis en réserves ou en instance d'affectation)	125 197 042,78	233 324 339,41	111 006 261,33
<b>RÉSULTAT PAR TITRE (Pour les sociétés par actions et SARL)</b>			
Résultat net par action ou part sociale de l'exercice	8,74	16,29	7,75
Bénéfices distribués par action ou part sociale de l'exercice précédent			
<b>PERSONNEL</b>			
Montant des salaires bruts de l'exercice	129 491 586,08	141 652 114,13	143 034 183,56
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	1 204	1 208	1 235

**C4 Tableau des Opérations en Devises Comptabilisées pendant l'Exercice**

NATURE	Entrée Contre Valeur en Dirhams	Sortie Contre Valeur en Dirhams
- Financement permanent	Néant	Néant
- Immobilisations brutes	Néant	Néant
- Rentrées sur immobilisations	Néant	Néant
- Remboursement des dettes de financement	Néant	Néant
Produits	Néant	Néant
Charges	Néant	Néant
TOTAL DES ENTRÉES	Néant	Néant
TOTAL DES SORTIES	Néant	Néant
BALANCE DEVICES	Néant	Néant
TOTAL (ÉGALITÉ)	Néant	Néant

**C5 Datations Et Événements Postérieurs**

DATE DE CLÔTURE(1) 31/12/2024

Date d'établissement des états de synthèse (2) 31/03/2025

(1) Justification en cas de changement de la date de clôture de l'exercice

(2) Justification en cas de dépassement du délais réglementaire de trois mois prévu pour l'élaboration des états de synthèse

**ÉVÉNEMENTS NÉS POSTÉRIEUREMENT À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE NON RATTACHABLE À CET EXERCICE ET CONNUS AVANT LA PREMIÈRE COMMUNICATION DES ÉTATS DE SYNTHÈSE****INDICATION DES ÉVÉNEMENTS**

Événements favorables

Événements dé-favorables

**C6 État Détaillé des Stocks**

STOCKS	STOCK FINAL			STOCK INITIAL			Variation de stock en valeur (+ ou -)
	Montant brut	Provision pour dépréciation	Montant net	Montant brut	Provision pour dépréciation	Montant net	
	1	2	3	4	5	6	
<b>I. Stocks Approvisionnement</b>							
<b>1- Biens et produits destinés à la revente en l'état</b>	<b>162 070,33</b>		<b>162 070,33</b>	<b>123 868,51</b>		<b>123 868,51</b>	<b>-38 201,82</b>
Biens immeubles							
Biens meubles	162 070,33		162 070,33	123 868,51		123 868,51	-38 201,82
<b>2- Biens et Matières Premières destinés aux activités de production et de transformation</b>	<b>15 370 228,77</b>	<b>4 335 478,06</b>	<b>11 034 750,71</b>	<b>15 911 291,44</b>	<b>5 394 300,31</b>	<b>10 516 991,13</b>	<b>-517 759,58</b>
3- Matières premières	9 457 907,82	4 335 478,06	5 122 429,76	9 115 368,84	5 394 300,31	3 721 068,53	-1 401 361,23
4- Matières consommables	5 121 823,34		5 121 823,34	5 873 641,44		5 873 641,44	751 818,10
5 - Pièces détachées							
6- Carburants, lubrifiants pour véhicules de transport	790 497,61		790 497,61	922 281,16		922 281,16	131 783,55
<b>- Emballage</b>				<b>3 889,20</b>		<b>3 889,20</b>	<b>3 889,20</b>
7 Récupérables				3 889,20		3 889,20	3 889,20
8 Vendus							
9 Perdus							
<b>10- Total stocks approvisionnement</b>	<b>15 532 299,10</b>	<b>4 335 478,06</b>	<b>11 196 821,04</b>	<b>16 039 049,15</b>	<b>5 394 300,31</b>	<b>10 644 748,84</b>	<b>-552 072,20</b>
<b>II. Stock en cours Production de biens et service</b>							
11- Produits en cours							
12- Études en cours							
13- Travaux en cours							
14- Services en cours							
<b>15- Total Stocks des en cours</b>							
<b>III. Stock Produits finis</b>							
16- Produits finis							
17- Biens finis							
<b>18- Total Stocks Produits et Biens finis</b>							
<b>IV. Stock Produits résiduels</b>							
19- Déchets							
20- Rebuts							
21- Matières de récupération							
<b>22- Total Stocks Produits résiduels</b>							
<b>23- TOTAL GÉNÉRAL (ligne 10+15+18+22)</b>	<b>15 532 299,10</b>	<b>4 335 478,06</b>	<b>11 196 821,04</b>	<b>16 039 049,15</b>	<b>5 394 300,31</b>	<b>10 644 748,84</b>	<b>-552 072,20</b>

| RAPPORT  
DE GESTION



## I- Activité de Risma : faits marquants et chiffres clés

### Une année marquée par :

- › Une nette progression.
- › Bonne performance du CA hébergement (+8%) vs 2023 et du CA F&B (+6%) vs 2023.
- › Bonne performance du CA Total HT (+8%) vs 2023 et GOP (+8%) vs 2023.
- › Cession de SAEMOG sans aucun impact sur les comptes de 2024.
- › Cession du terrain de Technopolis (Moussafir).

### Les indicateurs de performance à périmètre comparable se présentent comme suit :

- › **Taux d'occupation : 59%** en amélioration de 1 pts par rapport à 2023
- › **Chiffre d'affaires : 1 264 MDH** en hausse de 8% par rapport à 2023
- › **RevPar : 670 DH** soit +7% vs 31 décembre 2023.
- › **Excédent Brut d'Exploitation (EBITDA) : 461 MDH** soit +47MDH (+11%) vs 31 décembre 2023.

## II- États financiers annuels consolidés

### 2. a Compte de résultats

Les états de synthèse de l'exercice clos le 31 décembre 2024 que nous soumettons à votre approbation ont été établis conformément aux règles de présentation et aux méthodes d'évaluation prévues par la réglementation en vigueur.

EN KMAD	31/12/23	31/12/24	Variation	Variation en %
Chiffre d'affaires	1 174 515	1 263 775	89 260	8%
Charges d'exploitation	(751 395)	(792 373)	(40 978)	5%
<b>Résultat Brut d'Exploitation</b>	<b>423 120</b>	<b>471 402</b>	<b>48 282</b>	<b>11%</b>
Loyers	(9 214)	(10 180)	(967)	10%
<b>Excédent brut d'exploitation</b>	<b>413 906</b>	<b>461 221</b>	<b>47 315</b>	<b>11%</b>
Amortissements et provisions	(164 108)	(168 379)	(4 272)	3%
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>249 799</b>	<b>292 842</b>	<b>43 043</b>	<b>17%</b>
<b>Résultat financier</b>	<b>(92 195)</b>	<b>(78 031)</b>	<b>14 164</b>	<b>-15%</b>
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>157 604</b>	<b>214 811</b>	<b>57 207</b>	<b>36%</b>
Résultat de la gestion des autres actifs	161 682	11 569	(150 113)	-93%
<b>Résultat opérationnel avant impôt</b>	<b>319 286</b>	<b>226 380</b>	<b>(92 906)</b>	<b>-29%</b>
Impôts	(65 968)	(30 084)	35 884	-54%
<b>Résultat net de l'ensemble consolidé</b>	<b>253 318</b>	<b>196 296</b>	<b>(57 022)</b>	<b>-23%</b>
Intérêts minoritaires	(9 264)	(13 272)	(4 008)	43%
<b>Résultat Net part du Groupe</b>	<b>244 054</b>	<b>183 024</b>	<b>(61 030)</b>	<b>-25%</b>

L'année 2024 a permis d'atteindre :

- › **Un chiffre d'affaires consolidé de 1 264 MDH** en hausse de **8%** par rapport à 2023. La hausse est principalement liée à la performance opérationnelle des Hotels.
- › **Un Excédent Brut d'Exploitation de 461 MDH**, en hausse de **47MDH** par rapport à 2023 grâce à la bonne maîtrise de charges du Groupe, ainsi qu'à la reprise de l'activité.
- › **Un résultat financier de -78 MDH** qui enregistre une hausse par rapport à 2023.
- › **Un Résultat Net Part du Groupe de 183 MDH en baisse** par rapport à 2023, compte tenu du fait que le RNPG de 2023 incluait la cession de la participation AGM.

### 2. b Bilan consolidé

#### Bilan actif

EN KMAD	31/12/2023	31/12/2024	Variation	Variation en %
Écart d'Acquisition	281 505	281 505	-	-
Immobilisations Incorporelles	1 865	1 423	(441)	-24%
Immobilisations Corporelles	2 755 788	2 678 337	(77 451)	-3%
Autres immobilisations financières	2 316	2 200	(116)	-5%
Actifs d'impôts différés	47 776	36 282	(11 494)	-24%
<b>Total Actif Non Courant</b>	<b>3 089 249</b>	<b>2 999 747</b>	<b>(89 502)</b>	<b>-3%</b>
Stocks	13 646	13 858	212	2%
Clients	50 946	36 320	(14 627)	-29%
Autres tiers	170 879	148 572	(22 307)	-13%
Trésorerie et équivalence de trésorerie	676 496	610 948	(65 548)	-10%
<b>Total Actif Courant</b>	<b>911 968</b>	<b>809 699</b>	<b>(102 269)</b>	<b>-11%</b>
<b>Total Actif</b>	<b>4 001 216</b>	<b>3 809 445</b>	<b>(191 771)</b>	<b>-5%</b>

#### Bilan passif

EN KMAD	31/12/2023	31/12/2024	Variation	Variation en %
Capital	1 432 695	1 432 695	-	0%
Primes et réserves	(198 111)	(34 521)	163 590	-83%
Résultat de l'exercice	244 054	183 024	(61 030)	-25%
<b>Capitaux Propres Part Groupe</b>	<b>1 478 638</b>	<b>1 581 198</b>	<b>102 560</b>	<b>7%</b>
Intérêts minoritaires	100 630	113 553	12 923	13%
<b>Capitaux Propres</b>	<b>1 579 268</b>	<b>1 694 751</b>	<b>115 483</b>	<b>7%</b>
Autres dettes à long terme	1 671 682	1 391 741	(279 941)	-17%
Provisions à caractère non courant	3 401	3 949	548	16%
<b>Total Passif Non Courant</b>	<b>1 675 083</b>	<b>1 395 690</b>	<b>(279 393)</b>	<b>-17%</b>
Fournisseurs	119 869	136 998	17 129	14%
Autres tiers et impôt société	189 450	196 305	6 855	4%
Provisions à caractère courant	105 175	80 751	(24 424)	-23%
Dettes financières à court terme	245 971	253 434	7 463	3%
Banques	86 400	51 516	(34 884)	-40%
<b>Total Passif Courant</b>	<b>746 865</b>	<b>719 004</b>	<b>(27 861)</b>	<b>-4%</b>
<b>Total PASSIF</b>	<b>4 001 216</b>	<b>3 809 445</b>	<b>(191 771)</b>	<b>-5%</b>



Les principales variations du bilan se présentent comme suit :

- › **L'actif non courant** s'élève à **3 000 MDH** en baisse de **90 MDH** liée principalement aux acquisitions et amortissements de l'année.
- › Les **créances clients** s'élèvent à **36 MDH** en baisse de **15 MDH** liée à l'encaissement des créances suite à l'effort du recouvrement.
- › Les **autres tiers** s'élèvent à **149 MDH** en baisse de **22 MDH**.
- › Les **capitaux propres** s'élèvent à **1 695 MDH** en hausse de **115 MDH**.
- › La **dette nette** s'élève à **1 086 MDH**.

### III- États financiers annuels sociaux

#### 3. a Comptes de produits et de charges

EN KMAD	31/12/23	31/12/24	Variation	Variation en %
Ventes de bien et services produits	869 743	935 759	66 017	8%
Autres produits	75 477	92 770	17 294	23%
<b>Produits d'exploitation</b>	<b>945 219</b>	<b>1 028 530</b>	<b>83 310</b>	<b>9%</b>
Achats revendus de marchandises	(528)	(594)	(65)	12%
Achats consommés de matières et de fournitures	(154 971)	(172 989)	(18 018)	12%
Autres charges externes	(361 615)	(359 625)	1 990	-1%
Impôts et taxes	(17 010)	(20 019)	(3 009)	18%
Charges de personnel	(193 538)	(191 523)	2 016	-1%
Autres charges d'exploitation	(1 493)	(1 502)	(9)	1%
Dotations d'exploitation	(131 503)	(163 207)	(31 704)	24%
<b>Total Charges d'exploitation</b>	<b>(860 658)</b>	<b>(909 458)</b>	<b>(48 800)</b>	<b>6%</b>
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>84 561</b>	<b>119 071</b>	<b>34 510</b>	<b>41%</b>
Total des produits financiers	29 484	35 566	6 082	21%
Total des charges financières	(53 476)	(62 804)	(9 328)	17%
<b>Résultat Financier</b>	<b>(23 991)</b>	<b>(27 238)</b>	<b>(3 246)</b>	<b>14%</b>
<b>Résultat Courant</b>	<b>60 570</b>	<b>91 834</b>	<b>31 264</b>	<b>52%</b>
Total des produits Non Courants	186 541	27 800	(158 741)	-85%
Total des charges Non Courantes	(11 476)	-6 118	5 358	-47%
<b>Résultat Non Courant</b>	<b>175 065</b>	<b>21 682</b>	<b>(153 383)</b>	<b>-88%</b>
RÉSULTAT AVANT IMPÔTS	235 635	113 516	(122 119)	-52%
<b>IMPÔTS SUR LES RÉSULTATS</b>	<b>(2 311)</b>	<b>(2 509)</b>	<b>(199)</b>	<b>9%</b>
<b>RÉSULTAT NET</b>	<b>233 324</b>	<b>111 006</b>	<b>(122 318)</b>	<b>-52%</b>

L'année 2024 a été impactée positivement par la reprise de l'activité, les résultats se présentent comme suit :

- › Un **Résultat d'Exploitation** de **119 MDH**, en Hausse de **35 MDH** par rapport à 2023.
- › Un **Résultat Net Social** de **+111 MDH**, en Baisse de **122 MDH** par rapport à 2023 suite à l'impact de la cession des titres d'AGM en 2023.

#### 3. b Bilan social

##### Bilan actif

EN KMAD	31/12/2023	31/12/2024	Variation	Variation en %
Immobilisations en non valeur	7 238	5 375	(1 863)	-26%
Immobilisations incorporelles	148 488	148 179	(309)	0%
Immobilisations corporelles	1 827 129	1 832 871	5 742	0%
Immobilisations financières	919 355	919 307	(49)	0%
<b>Actif Immobilisé</b>	<b>2 902 210</b>	<b>2 905 731</b>	<b>3 522</b>	<b>0%</b>
Stocks	10 645	11 197	552	5%
Fournisseurs débiteurs	113	729	616	548%
Clients et comptes rattachés	44 836	32 424	(12 412)	-28%
Personnel	(39)	438	477	-1230%
État	150 525	132 746	(17 779)	-12%
Comptes d'associés débiteurs	30 488	385	(30 103)	-99%
Autres débiteurs	3 075	(1 339)	(4 414)	-144%
Compte de régularisation actif	6 425	3 428	(2 996)	-47%
<b>Écarts de conversion actif</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Titre et valeur de placement</b>	<b>501 073</b>	<b>387 714</b>	<b>(113 360)</b>	<b>-23%</b>
<b>Actif Circulant</b>	<b>747 140</b>	<b>567 722</b>	<b>(179 418)</b>	<b>-24%</b>
<b>Trésorerie</b>	<b>82 522</b>	<b>79 907</b>	<b>(2 616)</b>	<b>-3%</b>
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>3 731 872</b>	<b>3 553 360</b>	<b>(178 512)</b>	<b>-5%</b>

##### Bilan passif

EN KMAD	31/12/2023	31/12/2024	Variation	Variation en %
Capitaux propres	2 151 334	2 176 379	25 045	1%
Capital Social	1 432 695	1 432 695	0	0%
Résultat	233 324	111 006	(122 318)	-52%
Prime d'émission, de fusion, d'apport	443 607	443 607	0	0%
Réserve légale	15 163	28 156	12 993	86%
Report à nouveau (2)	25 218	160 915	135 696	538%
Subvention d'investissement	30 582	25 319	(5 262)	-17%
Dettes de Financement	1 100 714	977 320	(123 394)	-11%
<b>Financement Permanent</b>	<b>3 282 630</b>	<b>3 179 018</b>	<b>(103 612)</b>	<b>-3%</b>
Fournisseurs et comptes rattachés	118 663	126 759	8 095	7%
Clients créditeurs	19 490	15 602	(3 889)	-20%
Personnel	25 308	28 147	2 839	11%
Organismes sociaux	8 286	7 930	(356)	-4%
État	14 967	18 957	3 990	27%
Comptes d'associés Crédeurs	80 584	1 324	(79 260)	-98%
Autres créanciers	6 526	7 000	474	7%
Compte de régularisation passif	12 097	5 004	(7 093)	-59%
Autres Provisions pour Risques et charges	128 664	112 255	(16 409)	-13%
<b>Passif Circulant</b>	<b>414 587</b>	<b>322 977</b>	<b>(91 609)</b>	<b>-22%</b>
<b>Trésorerie</b>	<b>34 656</b>	<b>51 365</b>	<b>16 709</b>	<b>48%</b>
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>3 731 872</b>	<b>3 553 360</b>	<b>(178 512)</b>	<b>-5%</b>



Les principales variations du bilan se présentent comme suit :

- Un **Actif non courant** qui s'élève à **2 906 MDH** en hausse de **3,5 MDH** liée à l'effet compensé entre les acquisitions et l'amortissements mécanique des amortissements.
- Un **Actif circulant** qui s'élève à **568 MDH** en baisse de **179 MDH** liée à l'encaissement des créances.
- Les **Dettes Fournisseurs** s'élèvent à **127 MDH** en hausse de **8 MDH** liée principalement à la hausse des FNP.
- Le **financement permanent** s'élève à **3 179 MDH** en baisse de **104 MDH**, il est composé des capitaux propres pour **2 176 MDH**, des subventions d'investissement pour **25 MDH** et des dettes de financement pour **977 MDH**.

#### IV- État des filiales et participations

SOCIÉTÉ	Pourcentage
Chayla	100
Emirotel	100
Moussafir Hotels	66,67%
SMHE	50

#### V- SYNTHÈSE DES RÉSULTATS SOCIAUX 2024 DES FILIALES DE RISMA

EN MAD	Capital Social	Primes d'émission	Report à nouveau après distribution résultat 2023	Réserve légale après distribution résultat 2023	Autres réserves après distribution résultat 2023	Résultat net 2024	Capitaux propres au 31/12/2024	Dotations Réserves légales	Dotations autres réserves	Résultat distribuable 2025	Proposition de distribution des dividendes	Report à nouveau après distribution résultat 2024
Risma	1 432 694 700,00	443 607 427,19	160 914 640,12	28 156 035,77	-	111 006 261,33	2 176 379 064,41	5 550 313,07	-	266 370 588,38	100 288 629,00	166 081 959,38
Chayla	36 512 000,00	-	(1 984,83)	1 619 331,25	-	15 301 033,15	53 430 379,57	764 952,42	-	14 534 095,90	14 531 776,00	2 319,90
Emirotel	204 300 000,00	-	1 142,74	4 560 441,22	-	16 650 098,40	225 511 682,36	832 504,92	-	15 818 736,22	15 816 906,00	1 830,22
Moussafir Hôtels	253 000 000,00	-	(7 676 056,52)	19 300 000,00	-	34 315 712,70	298 939 656,18	1 331 982,81	-	25 307 673,37	25 300 000,00	7 673,37
Moussaf	16 000 000,00	-	(4 245 977,08)	1 600 000,00	-	3 140 574,46	16 494 597,38	-	-	(1 105 402,62)	-	(1 105 402,62)
HCH	300 000,00	-	(1 041 888,41)	8 595,06	-	(75 936,97)	(809 230,32)	-	-	(1 117 825,38)	-	(1 117 825,38)
SMHE	119 000 000,00	-	(132 656 722,60)	-	-	(901 424,86)	(14 558 147,46)	-	-	(133 558 147,46)	-	(133 558 147,46)

#### Affectation de résultats RISMA

EN MAD	Situation au 31/12/2024	Proposition d'affectation du résultat	Après affectation résultat
<b>CAPITAUX PROPRES</b>	<b>2 176 379 064,41</b>		<b>2 076 090 435,41</b>
Capital social ou personnel	1 432 694 700,00		1 432 694 700,00
Prime d'émission, de fusion, d'apport	443 607 427,19		443 607 427,19
Réserve légale	28 156 035,77	5 550 313,07	33 706 348,84
Autres réserves	0,00		0,00
Report à nouveau	160 914 640,12	5 167 319,26	166 081 959,38
Résultat en instance d'affectation	0,00		0,00
Résultat net de l'exercice	111 006 261,33		0,00
<b>Résultat à distribuer</b>		<b>100 288 629,00</b>	<b>100 288 629,00</b>

#### VI- Filiales de Risma

##### 6. a CHAYLA

##### 1. Situation financière CHAYLA

Au 31 décembre 2024, les disponibilités nettes ont connu une amélioration par rapport à leur niveau au 31 décembre 2023 passant de 1 569 KDH en 2023 à 5 159 KDH en 2024. Cette variation est liée aux éléments suivants :

I. SYNTHÈSES DES MASSES DU BILAN	Exercice	Exercice précédent	Exercice a - b	
	b	a	Emplois c	Ressources d
Financement permanent	55 151 258,67	40 665 651,88		14 485 606,79
Moins actif immobilisé	45 627 064,17	46 102 916,12		475 851,95
<b>= FONDS DE ROULEMENT FONCTIONNEL (1-2) (A)</b>	<b>9 524 194,50</b>	<b>-5 437 264,24</b>		<b>14 961 458,74</b>
Actif circulant	17 745 381,31	4 731 039,99	13 014 341,32	
Moins Passif circulant	13 380 449,08	11 737 238,99		1 643 210,09
<b>= BESOINS DE FINANCEMENT GLOBAL (4-5) (B)</b>	<b>4 364 932,23</b>	<b>-7 006 199,00</b>	<b>11 371 131,23</b>	
<b>TRÉSORERIE NETTE (ACTIF -PASSIF) A - B</b>	<b>5 159 262,27</b>	<b>1 568 934,76</b>	<b>3 590 327,51</b>	



2. État de synthèse CHAYLA

ACTIF	Exercice			Exercice précédent
	Brut	Amortissements et Provisions	Net	Net
<b>Immobilisations en non valeurs→[A]</b>				
Frais préliminaires				
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Primes de remboursement des obligations				
<b>Immobilisations incorporelles→ [B]</b>	<b>84 391,38</b>	<b>75 209,31</b>	<b>9 182,07</b>	<b>27 919,93</b>
Immobilisations en Recherche et Développement				
A Brevets, marques, droits et valeurs similaires	84 391,38	75 209,31	9 182,07	27 919,93
C Fonds commercial				
T Autres immobilisations incorporelles				
<b>Immobilisations corporelles →[C]</b>	<b>199 577 712,12</b>	<b>154 025 133,43</b>	<b>45 552 578,69</b>	<b>46 009 692,78</b>
I Terrains	5 161 975,77	4 010 931,94	1 151 043,83	1 182 991,78
M Constructions	113 434 534,29	77 635 424,65	35 799 109,64	38 142 997,24
O Installations techniques, matériel et outillage	75 013 255,32	69 725 737,57	5 287 517,75	5 543 544,57
B Matériel de transport	93 906,88	93 906,88		
I Mobilier, Matériel de bureau, Aménagements Divers	2 767 724,24	2 557 032,39	210 691,85	289 779,11
L Autres immobilisations corporelles	29 100,00	2 100,00	27 000,00	
S Immobilisations corporelles en cours	3 077 215,62		3 077 215,62	850 380,08
<b>Immobilisations financières→[D]</b>	<b>65 303,41</b>		<b>65 303,41</b>	<b>65 303,41</b>
E Prêts immobilisés				
Autres créances financières	64 944,00		64 944,00	64 944,00
Titres de participation				
Autres titres immobilisés	359,41		359,41	359,41
<b>Écarts de conversion actif→ [E]</b>				
Diminution des créances immobilisées				
Augmentations des dettes de financement				
<b>TOTAL (A+B+C+D+E)</b>	<b>199 727 406,91</b>	<b>154 100 342,74</b>	<b>45 627 064,17</b>	<b>46 102 916,12</b>
<b>Stocks→[F]</b>	<b>900 806,63</b>	<b>196 902,09</b>	<b>703 904,54</b>	<b>685 637,47</b>
Marchandises	6 292,77		6 292,77	13 787,11
A Matières et fournitures consommables	894 513,86	196 902,09	697 611,77	671 850,36
C Produits en cours				
T Produits intermédiaires et produits résiduels				
I Produits finis				
<b>F Créances de l'actif circulant→[G]</b>	<b>3 049 534,77</b>		<b>3 049 534,77</b>	<b>4 045 402,52</b>
C Fournis, débiteurs, avances et acomptes				
R Clients et comptes rattachés	95 976,26		95 976,26	218 087,74
C Personnel				
U État	1 663 654,19		1 663 654,19	3 503 795,93
L Comptes d'associés	1 191 632,79		1 191 632,79	
A Autres débiteurs				260 000,00
N Comptes de régularisation- Actif	98 271,53		98 271,53	63 518,85
T Titres valeurs de placement→[H]	<b>13 991 942,00</b>		<b>13 991 942,00</b>	
<b>Écarts de conversion actif→ [I] Éléments circulants</b>				
<b>TOTAL II (F+G+H+I)</b>	<b>17 942 283,40</b>	<b>196 902,09</b>	<b>17 745 381,31</b>	<b>4 731 039,99</b>
<b>T Trésorerie-Actif</b>	<b>5 159 262,27</b>		<b>5 159 262,27</b>	<b>1 568 934,76</b>
R Chèques et valeurs à encaisser	480 789,94		480 789,94	52 633,28
E Banques, T.G et C.C.P	4 618 970,01		4 618 970,01	1 455 897,72
S Caisse, Régie d'avances et accreditifs	59 502,32		59 502,32	60 403,76
<b>TOTAL III</b>	<b>5 159 262,27</b>		<b>5 159 262,27</b>	<b>1 568 934,76</b>
<b>TOTAL GÉNÉRAL I+II+III</b>	<b>222 828 952,58</b>	<b>154 297 244,83</b>	<b>68 531 707,75</b>	<b>52 402 890,87</b>

PASSIF	EXERCICE	EXERCICE PRÉCÉDENT
<b>CAPITAUX PROPRES</b>	<b>53 430 379,57</b>	<b>38 129 346,42</b>
Capital social ou personnel (I)	36 512 000,00	63 272 000,00
Moins : actionnaires, capital souscrit non appelé		
Capital appelé	36 512 000,00	63 272 000,00
Dont versé	36 512 000,00	63 272 000,00
Prime d'émission, de fusion, d'apport		
F Écarts de réévaluation		
N Réserve légale	1 619 331,25	1 619 331,25
A Autres réserves		
C Report à nouveau (2)	-1 984,83	-40 005 441,21
E Résultat en instance d'affectation		
M Résultat net de l'exercice (2)	15 301 033,15	13 243 456,38
<b>TOTAL des capitaux propres (A)</b>	<b>53 430 379,57</b>	<b>38 129 346,42</b>
<b>Capitaux propres assimilés (B)</b>	<b>1 712 879,10</b>	<b>2 528 305,46</b>
P Subvention d'investissement	1 712 879,10	2 528 305,46
R Provisions réglementées		
<b>M Dettes de financement (C)</b>	<b>8 000,00</b>	<b>8 000,00</b>
A Emprunts obligataires		
E Autres dettes de financement	8 000,00	8 000,00
<b>N Provisions durables pour risques et charges (D)</b>		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
<b>Écarts de conversion-passif (E)</b>		
Augmentation des créances immobilisées		
Diminution des dettes de financement		
<b>TOTAL I (A+B+C+D+E)</b>	<b>55 151 258,67</b>	<b>40 665 651,88</b>
<b>P Dettes du passif circulant (F)</b>	<b>10 729 911,65</b>	<b>8 901 932,80</b>
A Fournisseurs et comptes rattachés	4 657 674,35	3 853 412,69
S Clients créditeurs, avances et acomptes	812 423,38	693 883,46
I Personnel	929 419,99	966 043,48
F Organismes sociaux	274 089,79	273 186,88
C État	4 038 242,28	336 255,05
I Comptes d'associés		2 532 586,38
R Autres créanciers	18 061,86	246 564,86
U Comptes de régularisation passif		
<b>L Autres provisions pour risques et charges (G)</b>	<b>2 650 537,43</b>	<b>2 835 306,19</b>
<b>N Écarts de conversion - passif (Éléments circulants) (H)</b>		
<b>TOTAL II (F+G+H)</b>	<b>13 380 449,08</b>	<b>11 737 238,99</b>
<b>T TRÉSORERIE PASSIF</b>		
R Crédits d'escompte		
E Crédits de trésorerie		
S Banques (Soldes créditeurs)		
<b>TOTAL III</b>		
<b>TOTAL GÉNÉRAL I+II+III</b>	<b>68 531 707,75</b>	<b>52 402 890,87</b>



Désignation	Operations		Totaux de l'exercice	Totaux de l'exercice précédent
	Propres à l'exercice	Concernant les exercices précédents		
	1	2		
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>	<b>65 857 381,17</b>		<b>65 857 381,17</b>	<b>59 447 384,60</b>
Ventes de marchandises (en l'état)	15 876,67		15 876,67	13 424,16
Ventes de biens et services produits	64 048 742,36		64 048 742,36	57 695 375,28
<b>Chiffres d'affaires</b>	<b>64 064 619,03</b>		<b>64 064 619,03</b>	<b>57 708 799,44</b>
Variation de stocks de produits (I)				
<b>I</b>				
Immobilisations produites par l'entreprise pour elle-même				
Subventions d'exploitation				
Autres produits d'exploitation				
Reprises d'exploitation : transferts de charges	1 792 762,14		1 792 762,14	1 738 585,16
<b>Total I</b>	<b>65 857 381,17</b>		<b>65 857 381,17</b>	<b>59 447 384,60</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>	<b>47 427 931,26</b>	<b>122 823,00</b>	<b>47 550 754,26</b>	<b>45 274 123,96</b>
Achats revendus (2) de marchandises	18 733,97		18 733,97	15 587,25
Achats consommés (2) de matières et fournitures	12 680 072,28	5 626,00	12 685 698,28	12 132 697,79
<b>II</b>				
Autres charges externes	18 988 057,87	110 817,00	19 098 874,87	17 282 905,95
Impôts et taxes	1 511 491,86		1 511 491,86	1 437 748,81
Charges de personnel	8 875 428,03	6 380,00	8 881 808,03	8 381 871,03
Autres charges d'exploitation				
Dotations d'exploitation	5 354 147,25		5 354 147,25	6 023 313,13
<b>Total II</b>	<b>47 427 931,26</b>	<b>122 823,00</b>	<b>47 550 754,26</b>	<b>45 274 123,96</b>
<b>III</b>				
<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I-II)</b>	<b>18 429 449,91</b>	<b>-122 823,00</b>	<b>18 306 626,91</b>	<b>14 173 260,64</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>	<b>125 912,43</b>		<b>125 912,43</b>	<b>303 398,33</b>
Produits des titres de partic. Et autres titres immobilisés				
<b>IV</b>				
Gains de change	31 335,11		31 335,11	43 398,33
Interêts et autres produits financiers	94 577,32		94 577,32	
Reprises financières : transfert charges				260 000,00
<b>Total IV</b>	<b>125 912,43</b>		<b>125 912,43</b>	<b>303 398,33</b>
<b>CHARGES FINANCIÈRES</b>	<b>48 106,89</b>		<b>48 106,89</b>	<b>1 525 364,50</b>
Charges d'interêts	1 655,14		1 655,14	1 490 280,18
Pertes de change	46 451,75		46 451,75	35 084,32
<b>V</b>				
Autres charges financières				
Dotations financières				
<b>Total V</b>	<b>48 106,89</b>		<b>48 106,89</b>	<b>1 525 364,50</b>
<b>VI</b>				
<b>RÉSULTAT FINANCIER (IV-V)</b>	<b>77 805,54</b>		<b>77 805,54</b>	<b>-1 221 966,17</b>
<b>VII</b>				
<b>RÉSULTAT COURANT (III+VI)</b>	<b>18 507 255,45</b>	<b>-122 823,00</b>	<b>18 384 432,45</b>	<b>12 951 294,47</b>

Designation	Operations		Totaux de l'exercice	Totaux de l'exercice precedent
	Propres à l'exercice	Concernant les exercices précédents		
	1	2		
<b>VII</b>				
<b>RÉSULTAT COURANT (III+VI)</b>	<b>18 507 255,45</b>	<b>-122 823,00</b>	<b>18 384 432,45</b>	<b>12 951 294,47</b>
<b>PRODUITS NON COURANTS</b>	<b>1 035 619,28</b>	<b>22 105,35</b>	<b>1 057 724,63</b>	<b>617 172,10</b>
Produits des cessions d'immobilisations	192 500,00		192 500,00	52 000,00
Subventions d'équilibre				
<b>VIII</b>				
Reprises sur subventions d'investissement				
Autres produits non courants	843 119,28	22 105,35	865 224,63	565 172,10
Reprises non courantes ; transferts de charges				
<b>Total VIII</b>	<b>1 035 619,28</b>	<b>22 105,35</b>	<b>1 057 724,63</b>	<b>617 172,10</b>
<b>NON COURANT</b>				
<b>CHARGES NON COURANTES</b>	<b>657 548,96</b>		<b>657 548,96</b>	<b>180 627,11</b>
Valeurs nettes d'amortissements des immobilisations cédées	280 386,64		280 386,64	
Subventions accordées				
<b>IX</b>				
Autres charges non courantes	377 162,32		377 162,32	180 627,11
Dotations non courantes aux amortissements et aux provisions				
<b>Total IX</b>	<b>657 548,96</b>		<b>657 548,96</b>	<b>180 627,11</b>
<b>X</b>				
<b>RÉSULTAT NON COURANT (VIII-IX)</b>	<b>378 070,32</b>	<b>22 105,35</b>	<b>400 175,67</b>	<b>436 544,99</b>
<b>XI</b>				
<b>RÉSULTAT AVANT IMPÔTS (VII+X)</b>	<b>18 885 325,77</b>	<b>-100 717,65</b>	<b>18 784 608,12</b>	<b>13 387 839,46</b>
<b>XII</b>				
<b>IMPÔTS SUR LES RÉSULTATS</b>	<b>3 483 574,97</b>		<b>3 483 574,97</b>	<b>144 383,08</b>
<b>XII</b>				
<b>RÉSULTAT NET (XI-XII)</b>	<b>15 401 750,80</b>	<b>-100 717,65</b>	<b>15 301 033,15</b>	<b>13 243 456,38</b>
<b>XIV</b>				
<b>TOTAL DES PRODUITS (I+IV+VII)</b>	<b>67 018 912,88</b>	<b>22 105,35</b>	<b>67 041 018,23</b>	<b>60 367 955,03</b>
<b>XV</b>				
<b>TOTAL DES CHARGES (II+V+IX+XIII)</b>	<b>51 617 162,08</b>	<b>122 823,00</b>	<b>51 739 985,08</b>	<b>47 124 498,65</b>
<b>XVI</b>				
<b>RÉSULTAT NET (total des produits-total des charges)</b>	<b>15 401 750,80</b>	<b>-100 717,65</b>	<b>15 301 033,15</b>	<b>13 243 456,38</b>

Le résultat net 2024 s'établit à 15 MDH, il s'améliore de 2 MDH par rapport au résultat net de l'exercice 2023. Ce résultat est constitué des éléments suivants :

- › **Résultat d'exploitation** : 18,3 MDH contre 14,17 MDH en 2023.
- › **Résultat financier** : 0,078 MDH contre (1,221) MDH en 2023.
- › **Résultat non courant** : 0,400 MDH contre 0,436 MDH en 2023.
- › **L'impôt sur les résultats** : 3,48 MDH contre 0,144 MDH en 2023.



### 3. Affectation du résultat CHAYLA

Nous vous demandons de bien vouloir approuver les comptes annuels tels qu'ils vous ont été présentés et qui font apparaître un bénéfice de 15 301 033,15 Dhs et un report à nouveau débiteur de -1 984,83 Dhs. Nous vous proposons d'affecter ce résultat comme suit :

- › Résultat net de l'exercice : 15 301 033,15 Dhs
- › Report à nouveau débiteur : (1 984,83) Dhs
- › Réserve légale : 1 619 331,25 Dhs

EN MAD	Situation au 31/12/2024	Proposition d'affectation du résultat	Après affectation résultat
<b>CAPITAUX PROPRES</b>	<b>53 430 379,57</b>		<b>38 898 603,57</b>
Capital social ou personnel	36 512 000,00		36 512 000,00
Prime d'émission, de fusion, d'apport	0,00		0,00
Réserve légale	1 619 331,25	764 952,42	2 384 283,67
Autres réserves	0,00		0,00
Report à nouveau	-1 984,83	4 304,73	2 319,90
Résultat en instance d'affectation	0,00		0,00
Résultat net de l'exercice	15 301 033,15		0,00
Résultat distribuable		14 534 095,90	
<b>Résultat à distribuer</b>		<b>14 531 776,00</b>	<b>14 531 776,00</b>

### 4. Difficultés rencontrées CHAYLA

Néant

### 5. Opérations réalisées CHAYLA

Réduction de capital courant l'exercice 2024

### 6. Perspectives d'avenir :

Il est difficile de se prononcer sur les perspectives d'avenir, toutefois nous estimons une reprise croissante de l'activité, dans le cas où la conjoncture de 2025 est dans la continuité de celle de 2024.

### 6.b EMIROTEL

#### 1. Situation financière EMIROTEL

Au 31 décembre 2024, les disponibilités nettes ont connu une baisse par rapport à leur niveau au 31 décembre 2023 passant de 3,868 MDH en 2023 à 1,167 MDH en 2024.

En effet, cette régression s'explique essentiellement par les variations des éléments suivants :

I. SYNTHÈSES DES MASSES DU BILAN	Exercice	Exercice précédent	Exercice a - b	
	b	a	Emplois c	Ressources d
Financement permanent	371 076 487,82	397 355 985,53	26 279 497,71	
Moins actif immobilisé	277 720 130,97	283 646 478,98		5 926 348,01
<b>= FONDS DE ROULEMENT FONCTIONNEL (1-2) (A)</b>	<b>93 356 356,85</b>	<b>113 709 506,55</b>	<b>20 353 149,70</b>	
Actif circulant	97 376 247,54	122 339 661,53		24 963 413,99
Moins Passif circulant	5 187 107,08	12 498 380,07	7 311 272,99	
<b>= BESOINS DE FINANCEMENT GLOBAL (4-5) (B)</b>	<b>92 189 140,46</b>	<b>109 841 281,46</b>		<b>17 652 141,00</b>
<b>TRESORERIE NETTE (ACTIF -PASSIF) A - B</b>	<b>1 167 216,39</b>	<b>3 868 225,09</b>		<b>2 701 008,70</b>

- › La baisse des immobilisations de la société de 5,92 MDH due essentiellement à l'amortissement mécanique des immobilisations.
- › Les financements permanents ont connu une baisse de 26 MDH.
- › La baisse du passif circulant de l'ordre de 7,3 MDH.



2. État de synthèse EMIROTEL

ACTIF	Exercice			Exercice précédent
	Brut	Amortissements et provisions	Net	Net
<b>Immobilisations en non valeurs → [A]</b>	<b>2 588 400,00</b>	<b>2 588 400,00</b>		
Frais préliminaires	2 588 400,00	2 588 400,00		
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Primes de remboursement des obligations				
<b>Immobilisations incorporelles → [B]</b>	<b>16 678 254,47</b>	<b>3 192 904,87</b>	<b>13 485 349,60</b>	<b>13 485 349,60</b>
Immobilisations en Recherche et Développement				
A Brevets, marques, droits et valeurs similaires	3 192 904,87	3 192 904,87		
C Fonds commercial	13 485 349,60		13 485 349,60	13 485 349,60
T Autres immobilisations incorporelles				
<b>Immobilisations corporelles → [C]</b>	<b>801 711 929,92</b>	<b>537 796 886,35</b>	<b>263 915 043,57</b>	<b>269 798 491,58</b>
F Terrains	154 007 184,60	476 692,20	153 530 492,40	153 562 272,01
I Constructions	477 426 846,78	378 742 699,85	98 684 146,93	108 798 385,34
M Installations techniques, matériel et outillage	153 641 808,92	151 871 201,85	1 770 607,07	2 963 104,88
O Matériel de transport	519 324,57	519 324,57		
B Mobilier, Matériel de bureau, Aménagements Divers	6 186 967,88	6 186 967,88		
L Autres immobilisations corporelles	54 010,00		54 010,00	54 010,00
I Immobilisations corporelles en cours	9 875 787,17		9 875 787,17	4 420 719,35
<b>Immobilisations financières → [D]</b>	<b>319 737,80</b>		<b>319 737,80</b>	<b>362 637,80</b>
E Prêts immobilisés				
Autres créances financières	319 737,80		319 737,80	362 637,80
Titres de participation				
Autres titres immobilisés				
<b>Écarts de conversion actif → [E]</b>				
Diminution des créances immobilisées				
Augmentations des dettes de financement				
<b>TOTAL (A+B+C+D+E)</b>	<b>821 298 322,19</b>	<b>543 578 191,22</b>	<b>277 720 130,97</b>	<b>283 646 478,98</b>
<b>Stocks → [F]</b>				
Marchandises				
A Matières et fournitures consommables				
C Produits en cours				
T Produits intermédiaires et produits résiduels				
F Produits finis				
<b>Créances de l'actif circulant → [G]</b>	<b>40 377 115,00</b>		<b>40 377 115,00</b>	<b>122 339 661,53</b>
C Fournisseurs débiteurs, avances et acomptes				
I Clients et comptes rattachés	29 034 039,90		29 034 039,90	31 082 387,25
R Personnel				
C État	8 681 785,22		8 681 785,22	10 019 736,27
U Comptes d'associés	132 077,07		132 077,07	80 282 023,04
A Autres débiteurs	2 274 109,95		2 274 109,95	955 514,97
N Comptes de régularisation - Actif	255 102,86		255 102,86	
<b>T Titres valeurs de placement → [H]</b>	<b>56 999 132,54</b>		<b>56 999 132,54</b>	
<b>Écarts de conversion actif → [I] Éléments circulants</b>				
<b>TOTAL II (F+G+H+I)</b>	<b>97 376 247,54</b>		<b>97 376 247,54</b>	<b>122 339 661,53</b>
<b>T Trésorerie-Actif</b>	<b>1 207 216,39</b>	<b>40 000,00</b>	<b>1 167 216,39</b>	<b>3 868 225,09</b>
R Chèques et valeurs à encaisser	40 000,00	40 000,00		
E Banques, T.G et C.C.P	1 167 216,39		1 167 216,39	3 868 225,09
S Caisse, Régie d'avances et accreditifs				
<b>TOTAL III</b>	<b>1 207 216,39</b>	<b>40 000,00</b>	<b>1 167 216,39</b>	<b>3 868 225,09</b>
<b>TOTAL GENERAL I+II+III</b>	<b>919 881 786,12</b>	<b>543 618 191,22</b>	<b>376 263 594,90</b>	<b>409 854 365,60</b>

PASSIF	Exercice	Exercice précédent
<b>CAPITAUX PROPRES</b>	<b>225 511 682,36</b>	<b>222 690 650,95</b>
Capital social ou personnel (1)	204 300 000,00	204 300 000,00
Moins : actionnaires, capital souscrit non appelé		
Capital appelé	204 300 000,00	204 300 000,00
Dont versé	204 300 000,00	204 300 000,00
Prime d'émission, de fusion, d'apport		
F Écarts de réévaluation		
I Réserve légale	4 560 441,22	3 832 535,44
A Autres réserves		
N Report à nouveau (2)	1 142,74	-774 302,19
C Résultat en instance d'affectation		
E Résultat net de l'exercice (2)	16 650 098,40	15 332 417,70
<b>Total des capitaux propres (A)</b>	<b>225 511 682,36</b>	<b>222 690 650,95</b>
<b>Capitaux propres assimilés (B)</b>		
P Subvention d'investissement		
R Provisions réglementées		
<b>M Dettes de financement (C)</b>	<b>145 564 805,46</b>	<b>174 665 334,58</b>
A Emprunts obligataires		
E Autres dettes de financement	145 564 805,46	174 665 334,58
<b>N Provisions durables pour risques et charges (D)</b>		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
<b>Écarts de conversion-passif (E)</b>		
Augmentation des créances immobilisées		
Diminution des dettes de financement		
<b>TOTAL I (A+B+C+D+E)</b>	<b>371 076 487,82</b>	<b>397 355 985,53</b>
<b>P Dettes du passif circulant (F)</b>	<b>1 277 368,50</b>	<b>8 588 641,49</b>
A Fournisseurs et comptes rattachés	805 034,11	7 248 370,19
S Clients créditeurs, avances et acomptes		
I Personnel	135 511,39	135 511,39
F Organismes sociaux		155 019,20
C État		748 887,81
I Comptes d'associés		
R Autres créanciers	336 822,98	300 852,87
U Comptes de régularisation passif	0,02	0,03
<b>A Autres provisions pour risques et charges (G)</b>	<b>3 909 738,58</b>	<b>3 909 738,58</b>
<b>N Écarts de conversion - passif (Éléments circulants) (H)</b>		
<b>TOTAL II (F+G+H)</b>	<b>5 187 107,08</b>	<b>12 498 380,07</b>
<b>T TRÉSORERIE PASSIF</b>		
R Crédits d'escompte		
E Crédits de trésorerie		
S Banques (Soldes créditeurs)		
<b>TOTAL III</b>		
<b>TOTAL GÉNÉRAL I+II+III</b>	<b>376 263 594,90</b>	<b>409 854 365,60</b>



DÉSIGNATION	Opérations		Totaux de l'exercice 3 = 2 + 1	Totaux de l'exercice précédent 4
	Propres à l'exercice	Concernant les exercices précédents		
	1	2		
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>	<b>50 385 700,97</b>		<b>50 385 700,97</b>	<b>50 266 989,31</b>
Ventes de marchandises (en l'état)				
Ventes de biens et services produits	49 905 088,81		49 905 088,81	49 119 972,31
<b>Chiffres d'affaires</b>	<b>49 905 088,81</b>		<b>49 905 088,81</b>	<b>49 119 972,31</b>
Variation de stocks de produits (1)				
<b>I</b>				
Immobilisations produites par l'entreprise pour elle-même				
Subventions d'exploitation				
Autres produits d'exploitation				
Reprises d'exploitation : transferts de charges	480 612,16		480 612,16	1 147 017,00
<b>Total I</b>	<b>50 385 700,97</b>		<b>50 385 700,97</b>	<b>50 266 989,31</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>	<b>24 072 286,59</b>		<b>24 072 286,59</b>	<b>23 508 499,77</b>
Achats revendus (2) de marchandises				
Achats consommés (2) de matières et fournitures	1 022 795,30		1 022 795,30	432 401,70
<b>II</b>				
Autres charges externes	9 897 125,47		9 897 125,47	9 894 005,60
Impôts et taxes	1 821 819,64		1 821 819,64	1 264 650,47
Charges de personnel				73 532,40
Autres charges d'exploitation				
Dotations d'exploitation	11 330 546,18		11 330 546,18	11 843 909,60
<b>Total II</b>	<b>24 072 286,59</b>		<b>24 072 286,59</b>	<b>23 508 499,77</b>
<b>III</b>				
<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I-II)</b>	<b>26 313 414,38</b>		<b>26 313 414,38</b>	<b>26 758 489,54</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>	<b>4 322 286,53</b>		<b>4 322 286,53</b>	<b>4 550 861,11</b>
Produits des titres de participation et autres titres immobilisés				
<b>IV</b>				
Gains de change				
Interêts et autres produits financiers	4 219 436,53		4 219 436,53	4 550 861,11
Reprises financières : transfert charges	102 850,00		102 850,00	
<b>Total IV</b>	<b>4 322 286,53</b>		<b>4 322 286,53</b>	<b>4 550 861,11</b>
<b>CHARGES FINANCIÈRES</b>	<b>7 716 253,12</b>		<b>7 716 253,12</b>	<b>9 074 980,83</b>
Charges d'interêts	7 689 027,21		7 689 027,21	9 062 377,07
<b>V</b>				
Pertes de change	27 225,91		27 225,91	12 603,76
Autres charges financières				
Dotations financières				
<b>Total V</b>	<b>7 716 253,12</b>		<b>7 716 253,12</b>	<b>9 074 980,83</b>
<b>VI</b>				
<b>RÉSULTAT FINANCIER (IV-V)</b>	<b>-3 393 966,59</b>		<b>-3 393 966,59</b>	<b>-4 524 119,72</b>
<b>VII</b>				
<b>RÉSULTAT COURANT (III+VI)</b>	<b>22 919 447,79</b>		<b>22 919 447,79</b>	<b>22 234 369,82</b>

DÉSIGNATION	Opérations		Totaux de l'exercice 3 = 2 + 1	Totaux de l'exercice précédent 4
	Propres à l'exercice	Concernant les exercices précédents		
	1	2		
<b>VII</b>				
<b>RÉSULTAT COURANT (III+VI)</b>	<b>22 919 447,79</b>		<b>22 919 447,79</b>	<b>22 234 369,82</b>
<b>PRODUITS NON COURANTS</b>	<b>1 555 871,24</b>		<b>1 555 871,24</b>	<b>247 686,61</b>
Produits des cessions d'immobilisations	443 300,00		443 300,00	76 300,00
Subventions d'équilibre				
<b>VIII</b>				
Reprises sur subventions d'investissement				
Autres produits non courants	1 112 571,24		1 112 571,24	171 386,61
Reprises non courantes ; transferts de charges				
<b>Total VIII</b>	<b>1 555 871,24</b>		<b>1 555 871,24</b>	<b>247 686,61</b>
<b>CHARGES NON COURANTES</b>	<b>1 789 746,63</b>		<b>1 789 746,63</b>	<b>1 070 001,51</b>
Valeurs nettes d'amortissements des immobilisations cédées	7 969,62		7 969,62	2 979,00
Subventions accordées				
<b>IX</b>				
Autres charges non courantes	1 781 777,01		1 781 777,01	1 067 022,51
Dotations non courantes aux amortissements et aux provisions				
<b>Total IX</b>	<b>1 789 746,63</b>		<b>1 789 746,63</b>	<b>1 070 001,51</b>
<b>X</b>				
<b>RÉSULTAT NON COURANT (VIII-IX)</b>	<b>-233 875,39</b>		<b>-233 875,39</b>	<b>-822 314,90</b>
<b>XI</b>				
<b>RÉSULTAT AVANT IMPÔTS (VII+X)</b>	<b>22 685 572,40</b>		<b>22 685 572,40</b>	<b>21 412 054,92</b>
<b>XII</b>				
<b>IMPÔTS SUR LES RÉSULTATS</b>	<b>6 035 474,00</b>		<b>6 035 474,00</b>	<b>6 079 637,22</b>
<b>XII</b>				
<b>RÉSULTAT NET (XI-XII)</b>	<b>16 650 098,40</b>		<b>16 650 098,40</b>	<b>15 332 417,70</b>
<b>XIV</b>				
<b>TOTAL DES PRODUITS (I+IV+VII)</b>	<b>56 263 858,74</b>		<b>56 263 858,74</b>	<b>55 065 537,03</b>
<b>XV</b>				
<b>TOTAL DES CHARGES (II+V+IX+XIII)</b>	<b>39 613 760,34</b>		<b>39 613 760,34</b>	<b>39 733 119,33</b>
<b>XVI</b>				
<b>RÉSULTAT NET (total des produits-total des charges)</b>	<b>16 650 098,40</b>		<b>16 650 098,40</b>	<b>15 332 417,70</b>

Le résultat net 2024 s'établit à 16,65 MDH, il est en hausse de 1,31 MDH par rapport au résultat net de l'exercice 2023. Ce résultat est constitué des éléments suivants :

- › **Résultat d'exploitation** : 26,31 MDH contre 26,76 MDH en 2023 ;
- › **Résultat financier** : (3,39) MDH contre (4,52) MDH en 2023 ;
- › **Résultat non courant** : (0,233) MDH contre (0,822) MDH en 2023 ;
- › **L'impôt sur les résultats** : 6,035 MDH contre 6,079 MDH en 2023.



### 3. Affectation du résultat EMIROTEL

EN MAD	Situation au 31/12/2024	Proposition d'affectation du résultat	Après affectation résultat
<b>CAPITAUX PROPRES</b>	<b>225 511 682,35</b>		<b>209 694 776,35</b>
Capital social ou personnel	204 300 000,00		204 300 000,00
Prime d'émission, de fusion, d'apport	0,00		0,00
Réserve légale	4 560 441,21	832 504,92	5 392 946,13
Autres réserves	0,00		0,00
Report à nouveau	1 142,74	687,48	1 830,22
Résultat en instance d'affectation	0,00		0,00
Résultat net de l'exercice	16 650 098,40		0,00
Résultat distribuable		15 818 736,22	
<b>Proposition Dividende à distribuer</b>		<b>15 816 906,00</b>	<b>15 816 906,00</b>

### 4. Prise de participation EMIROTEL

Aucune prise de participation n'a été opérée au cours de l'exercice 2024.

### 5. Difficultés rencontrées EMIROTEL

Néant

### 6. Opérations réalisées EMIROTEL

Néant

### 7. Perspectives d'avenir

Il est difficile de se prononcer sur les perspectives d'avenir, toutefois nous estimons une reprise croissante de l'activité dans le cas où la conjoncture de 2025 est dans la continuité de celle de 2024.

### 6.c MOUSSAFIR

#### 1. Situation financière MOUSSAFIR

I. SYNTHÈSES DES MASSES DU BILAN	Exercice	Exercice précédent	Exercice a - b	
	b	a	Emplois c	Ressources d
Financement permanent	546 663 309,91	559 736 938,27	13 073 628,36	
Moins actif immobilisé	536 527 170,46	580 845 097,65		44 317 927,19
<b>= FONDS DE ROULEMENT FONCTIONNEL (1-2) (A)</b>	<b>10 136 139,45</b>	<b>-21 108 159,38</b>		<b>31 244 298,83</b>
Actif circulant	55 663 302,45	47 386 553,48	8 276 748,97	
Moins Passif circulant	63 909 283,83	92 797 301,72	28 888 017,89	
<b>= BESOINS DE FINANCEMENT GLOBAL (4-5) (B)</b>	<b>-8 245 981,38</b>	<b>-45 410 748,24</b>	<b>37 164 766,86</b>	
<b>TRÉSORERIE NETTE (ACTIF -PASSIF) A - B</b>	<b>18 382 120,83</b>	<b>24 302 588,86</b>		<b>5 920 468,03</b>

II. EMPLOIS ET RESSOURCES	Exercice		Exercice précédent	
	Emplois	Ressources	Emplois	Ressources
<b>I. RESSOURCES STABLES DE L'EXERCICE</b>				
<b>AUTOFINANCEMENT (A)</b>		<b>69 399 026,08</b>		<b>64 997 958,44</b>
+ Capacité d'autofinancement		69 399 026,08		64 997 958,44
- Distributions de bénéficiaires				
<b>CESSIONS ET RÉDUCTIONS D'IMMOBILISATIONS (B)</b>		<b>25 367 900,64</b>		<b>106 643,00</b>
+ Cessions d'immobilisations incorporelles				
+ Cessions d'immobilisations corporelles		25 343 281,82		106 643,00
+ Cessions d'immobilisations financières		24 618,82		
+ Récupérations sur créances immobilisées				
<b>AUGMENTATIONS DES CAPITAUX PROPRES ET ASSIMILÉS (C)</b>		<b>-4 808 694,31</b>		<b>-3 740 727,06</b>
+ Augmentations de capital, apports				
+ Subvention d'investissement		-4 808 694,31		-3 740 727,06
<b>AUGMENTATION DES DETTES DE FINANCEMENT (D) (nettes de primes de remboursement)</b>				
<b>TOTAL I. RESSOURCES STABLES (A+B+C+D)</b>				
<b>II. EMPLOIS STABLES DE L'EXERCICE</b>				
<b>ACQUISITIONS ET AUGMENTATIONS D'IMMOBILISATIONS (E)</b>	<b>16 133 286,84</b>		<b>28 120 208,51</b>	
+ Acquisitions d'immobilisations incorporelles			124 600,00	
+ Acquisitions d'immobilisations corporelles	16 133 286,84		27 995 608,97	
+ Acquisitions d'immobilisations financières			-0,46	
+ Augmentation des créances immobilisées				
<b>REMBOURSEMENT DES CAPITAUX PROPRES (F)</b>				
<b>REMBOURSEMENT DES DETTES DE FINANCEMENT (G)</b>	<b>42 580 646,74</b>		<b>28 553 557,38</b>	
<b>EMPLOIS EN NON VALEURS (H)</b>				
<b>TOTAL II. EMPLOIS STABLES (E+F+G+H)</b>	<b>58 713 933,58</b>		<b>56 673 765,89</b>	
<b>III. VARIATION DU BESOIN DE FINANCEMENT GLOBAL (B.F.G.)</b>	<b>37 164 766,86</b>		<b>52 633 845,04</b>	
<b>IV. VARIATION DE LA TRÉSORERIE</b>		<b>5 920 468,03</b>		<b>47 943 736,55</b>
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>95 878 700,44</b>	<b>95 878 700,44</b>	<b>109 307 610,93</b>	<b>109 307 610,93</b>



2. État de synthèse MOUSSAFIR

ACTIF	Exercice			Exercice précédent
	Brut	Amortissements et provisions	Net	Net
<b>Immobilisations en non valeurs→[A]</b>	<b>9 123 454,14</b>	<b>9 123 454,14</b>		<b>325 508,90</b>
Frais préliminaires	1 345 739,00	1 345 739,00		
Charges à répartir sur plusieurs exercices	7 777 715,14	7 777 715,14		325 508,90
Primes de remboursement des obligations				
<b>Immobilisations incorporelles→ [B]</b>	<b>2 479 289,88</b>	<b>2 406 606,54</b>	<b>72 683,34</b>	<b>178 516,26</b>
Immobilisations en Recherche et Développement				
Brevets, marques, droits et valeurs similaires	2 479 289,88	2 406 606,54	72 683,34	178 516,26
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
<b>Immobilisations corporelles →[C]</b>	<b>1 164 588 438,76</b>	<b>639 700 974,95</b>	<b>524 887 463,81</b>	<b>568 749 430,36</b>
Terrains	153 182 346,98	11 010 911,92	142 171 435,06	161 389 720,45
Constructions	719 478 239,45	404 007 120,08	315 471 119,37	333 602 594,58
Installations techniques, matériel et outillage	253 606 760,66	210 394 145,08	43 212 615,58	49 293 941,24
Matériel de transport				
Mobilier, Matériel de bureau, Aménagements Divers	15 326 408,86	14 084 871,74	1 241 537,12	1 672 417,41
Autres immobilisations corporelles	454 426,13	203 926,13	250 500,00	250 500,00
Immobilisations corporelles en cours	22 540 256,68		22 540 256,68	22 540 256,68
<b>Immobilisations financières→[D]</b>	<b>11 867 023,31</b>	<b>300 000,00</b>	<b>11 567 023,31</b>	<b>11 591 642,13</b>
Prêts immobilisés				
Autres créances financières	367 223,31		367 223,31	391 842,13
Titres de participation	11 499 800,00	300 000,00	11 199 800,00	11 199 800,00
Autres titres immobilisés				
<b>Écarts de conversion actif→ [E]</b>				
Diminution des créances immobilisées				
Augmentations des dettes de financement				
<b>TOTAL (A+B+C+D+E)</b>	<b>1 188 058 206,09</b>	<b>651 531 035,63</b>	<b>536 527 170,46</b>	<b>580 845 097,65</b>
<b>Stocks→[F]</b>	<b>1 962 201,44</b>	<b>145 580,11</b>	<b>1 816 621,33</b>	<b>2 115 082,61</b>
Marchandises	12 150,82		12 150,82	23 945,44
Matières et fournitures consommables	1 950 050,62	145 580,11	1 804 470,51	2 091 137,17
Produits en cours				
Produits intermédiaires et produits résiduels				
Produits finis				
<b>Créances de l'actif circulant→[G]</b>	<b>15 916 950,70</b>	<b>70 070,59</b>	<b>15 846 880,11</b>	<b>45 271 470,87</b>
Fournisseurs débiteurs, avances et acomptes	46 983,05		46 983,05	12 654,63
Clients et comptes rattachés	3 805 354,37	70 070,59	3 735 283,78	6 198 976,58
Personnel	126 555,39		126 555,39	1 437,00
État	9 516 468,32		9 516 468,32	28 582 732,48
Comptes d'associés	2 150 000,00		2 150 000,00	9 649 999,99
Autres débiteurs	89 680,34		89 680,34	364 711,05
Comptes de régularisation- Actif	181 909,23		181 909,23	460 959,14
<b>Titres valeurs de placement→[H]</b>	<b>37 999 801,01</b>		<b>37 999 801,01</b>	
<b>Écarts de conversion actif→ [I] Éléments circulants</b>				
<b>TOTAL II (F+G+H+I)</b>	<b>55 878 953,15</b>	<b>215 650,70</b>	<b>55 663 302,45</b>	<b>47 386 553,48</b>
<b>Trésorerie-Actif</b>	<b>18 773 330,23</b>	<b>391 209,40</b>	<b>18 382 120,83</b>	<b>25 347 030,68</b>
Chèques et valeurs à encaisser	826 468,06	391 209,40	435 258,66	1 036 273,07
Banques, T.G et C.C.P	17 883 424,04		17 883 424,04	24 250 700,06
Caisse, Régie d'avances et accreditifs	63 438,13		63 438,13	60 057,55
<b>TOTAL III</b>	<b>18 773 330,23</b>	<b>391 209,40</b>	<b>18 382 120,83</b>	<b>25 347 030,68</b>
<b>TOTAL GÉNÉRAL I+II+III</b>	<b>1 262 710 489,47</b>	<b>652 137 895,73</b>	<b>610 572 593,74</b>	<b>653 578 681,81</b>

PASSIF	Exercice	Exercice précédent
<b>CAPITAUX PROPRES</b>	<b>298 939 656,14</b>	<b>264 623 943,45</b>
Capital social ou personnel (1)	253 000 000,00	253 000 000,00
Moins : actionnaires, capital souscrit non appelé		
Capital appelé	253 000 000,00	253 000 000,00
Dont versé	253 000 000,00	253 000 000,00
Prime d'émission, de fusion, d'apport		
Écarts de réévaluation		
Réserve légale	19 300 000,00	19 300 000,00
Autres réserves		
Report à nouveau (2)	-7 676 056,56	-31 969 849,91
Résultat en instance d'affectation		
Résultat net de l'exercice (2)	34 315 712,70	24 293 793,36
<b>Total des capitaux propres (A)</b>	<b>298 939 656,14</b>	<b>264 623 943,45</b>
<b>Capitaux propres assimilés (B)</b>	<b>9 968 309,83</b>	<b>14 777 004,14</b>
Subvention d'investissement	9 968 309,83	14 777 004,14
Provisions réglementées		
<b>Dettes de financement (C)</b>	<b>237 755 343,94</b>	<b>280 335 990,68</b>
Emprunts obligataires		
Autres dettes de financement	237 755 343,94	280 335 990,68
<b>Provisions durables pour risques et charges (D)</b>		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
<b>Écarts de conversion-passif (E)</b>		
Augmentation des créances immobilisées		
Diminution des dettes de financement		
<b>TOTAL I (A+B+C+D+E)</b>	<b>546 663 309,91</b>	<b>559 736 938,27</b>
<b>Dettes du passif circulant (F)</b>	<b>58 146 360,61</b>	<b>77 944 409,72</b>
Fournisseurs et comptes rattachés	28 404 836,81	28 538 393,02
Clients créditeurs, avances et acomptes	375 077,45	412 780,31
Personnel	7 239 189,43	6 216 832,60
Organismes sociaux	1 801 584,53	1 759 091,63
État	7 965 221,34	7 274 373,48
Comptes d'associés		27 570 481,83
Autres créanciers	11 663 530,73	4 258 104,20
Comptes de régularisation passif	696 920,32	1 914 352,65
<b>Autres provisions pour risques et charges (G)</b>	<b>5 762 923,22</b>	<b>14 852 892,00</b>
<b>Écarts de conversion - passif (Éléments circulants) (H)</b>		
<b>TOTAL II (F+G+H)</b>	<b>63 909 283,83</b>	<b>92 797 301,72</b>
<b>TRÉSORERIE PASSIF</b>		<b>1 044 441,82</b>
Crédits d'escompte		
Crédits de trésorerie		
Banques (Soldes créditeurs)		1 044 441,82
<b>TOTAL III</b>		<b>1 044 441,82</b>
<b>TOTAL GÉNÉRAL I+II+III</b>	<b>610 572 593,74</b>	<b>653 578 681,81</b>



DÉSIGNATION	Opérations		Totaux de l'exercice	Totaux de l'exercice précédent
	Propres à l'exercice	Concernant les exercices précédents		
	1	2		
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>	<b>269 949 300,27</b>		<b>269 949 300,27</b>	<b>246 250 498,54</b>
Ventes de marchandises (en l'état)	2 803,63		2 803,63	5 046,67
Ventes de biens et services produits	251 748 355,98		251 748 355,98	238 974 112,04
<b>Chiffres d'affaires</b>	<b>251 751 159,61</b>		<b>251 751 159,61</b>	<b>238 979 158,71</b>
<b>I</b>				
Variation de stocks de produits (1)				
Immobilisations produites par l'entreprise pour elle-même				
Subventions d'exploitation				
Autres produits d'exploitation				
Reprises d'exploitation : transferts de charges	18 198 140,66		18 198 140,66	7 271 339,83
<b>Total I</b>	<b>269 949 300,27</b>		<b>269 949 300,27</b>	<b>246 250 498,54</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>	<b>218 177 993,86</b>	<b>171 432,61</b>	<b>218 349 426,47</b>	<b>206 687 290,49</b>
Achats revendus (2) de marchandises	11 794,62		11 794,62	7 350,45
Achats consommés (2) de matières et fournitures	39 585 974,07	132 999,75	39 718 973,82	37 723 817,72
<b>II</b>				
Autres charges externes	80 254 206,11	38 432,86	80 292 638,97	70 148 878,75
Impôts et taxes	7 350 280,68		7 350 280,68	6 926 294,05
Charges de personnel	47 232 859,86		47 232 859,86	47 076 872,77
Autres charges d'exploitation	9 186,83		9 186,83	
Dotations d'exploitation	43 733 691,69		43 733 691,69	44 804 076,75
<b>III Total II</b>	<b>218 177 993,86</b>	<b>171 432,61</b>	<b>218 349 426,47</b>	<b>206 687 290,49</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)</b>	<b>51 771 306,41</b>	<b>-171 432,61</b>	<b>51 599 873,80</b>	<b>39 563 208,05</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>	<b>796 180,53</b>		<b>796 180,53</b>	<b>449 376,62</b>
Produits des titres de partic. Et autres titres immobilisés				
<b>IV</b>				
Gains de change	20 668,33		20 668,33	20 562,70
Interêts et autres produits financiers	423 925,92		423 925,92	424 444,32
Reprises financières : transfert charges	351 586,28		351 586,28	4 369,60
<b>Total IV</b>	<b>796 180,53</b>		<b>796 180,53</b>	<b>449 376,62</b>
<b>CHARGES FINANCIERES</b>	<b>15 032 959,04</b>		<b>15 032 959,04</b>	<b>17 630 362,03</b>
Charges d'interêts	14 917 404,64		14 917 404,64	17 176 343,77
<b>V</b>				
Pertes de change	86 660,40		86 660,40	85 179,11
Autres charges financières				
Dotations financières	28 894,00		28 894,00	368 839,15
<b>Total V</b>	<b>15 032 959,04</b>		<b>15 032 959,04</b>	<b>17 630 362,03</b>
<b>VI RESULTAT FINANCIER (IV-V)</b>	<b>-14 236 778,51</b>		<b>-14 236 778,51</b>	<b>-17 180 985,41</b>
<b>VII RESULTAT COURANT (III+VI)</b>	<b>37 534 527,90</b>	<b>-171 432,61</b>	<b>37 363 095,29</b>	<b>22 382 222,64</b>

DÉSIGNATION	Opérations		Totaux de l'exercice	Totaux de l'exercice précédent
	Propres à l'exercice	Concernant les exercices précédents		
	1	2		
<b>VII RÉSULTAT COURANT (III+VI)</b>	<b>37 534 527,90</b>	<b>-171 432,61</b>	<b>37 363 095,29</b>	<b>22 382 222,64</b>
<b>PRODUITS NON COURANTS</b>	<b>32 937 934,44</b>	<b>169 371,46</b>	<b>33 107 305,90</b>	<b>4 968 798,16</b>
Produits des cessions d'immobilisations	24 362 746,56		24 362 746,56	106 643,00
Subventions d'équilibre				
Reprises sur subventions d'investissement				
<b>VIII</b>				
Autres produits non courants	8 575 187,88	169 371,46	8 744 559,34	4 862 155,16
Reprises non courantes ; transferts de charges				
<b>Total VIII</b>	<b>32 937 934,44</b>	<b>169 371,46</b>	<b>33 107 305,90</b>	<b>4 968 798,16</b>
<b>CHARGES NON COURANTES</b>	<b>30 283 667,89</b>	<b>17 912,00</b>	<b>30 301 579,89</b>	<b>2 455 844,27</b>
Valeurs nettes d'amortissements des immobilisations cédées	18 843 668,58		18 843 668,58	752,17
Subventions accordées				
<b>IX</b>				
Autres charges non courantes	11 439 999,31	17 912,00	11 457 911,31	2 455 092,10
Dotations non courantes aux amortissements et aux provisions				
<b>Total IX</b>	<b>30 283 667,89</b>	<b>17 912,00</b>	<b>30 301 579,89</b>	<b>2 455 844,27</b>
<b>X RÉSULTAT NON COURANT (VIII-IX)</b>	<b>2 654 266,55</b>	<b>151 459,46</b>	<b>2 805 726,01</b>	<b>2 512 953,89</b>
<b>XI RÉSULTAT AVANT IMPÔTS (VII+X)</b>	<b>40 188 794,45</b>	<b>-19 973,15</b>	<b>40 168 821,30</b>	<b>24 895 176,53</b>
<b>XII IMPÔTS SUR LES RÉSULTATS</b>	<b>5 853 108,60</b>		<b>5 853 108,60</b>	<b>601 383,17</b>
<b>XII RÉSULTAT NET (XI-XII)</b>	<b>34 335 685,85</b>	<b>-19 973,15</b>	<b>34 315 712,70</b>	<b>24 293 793,36</b>
<b>XIV TOTAL DES PRODUITS (I+IV+VII)</b>	<b>303 683 415,24</b>	<b>169 371,46</b>	<b>303 852 786,70</b>	<b>251 668 673,32</b>
<b>XV TOTAL DES CHARGES (II+V+IX+XIII)</b>	<b>269 347 729,39</b>	<b>189 344,61</b>	<b>269 537 074,00</b>	<b>227 374 879,96</b>
<b>XVI RÉSULTAT NET (total des produits-total des charges)</b>	<b>34 335 685,85</b>	<b>-19 973,15</b>	<b>34 315 712,70</b>	<b>24 293 793,36</b>

Le résultat net 2024 s'établit à 34,31 MDH, il est en hausse de 10 MDH par rapport au résultat net de l'exercice 2023. Ce résultat est constitué des éléments suivants :

- › **Résultat d'exploitation** : 51,59 MDH contre 39,56 MDH en 2023 ;
- › **Résultat financier** : (14,23) MDH contre (17,18) MDH en 2023 ;
- › **Résultat non courant** : 2,8 MDH contre 2,5 MDH en 2023 ;
- › **L'impôt sur les résultats** : 5,85 MDH contre 0,6 MDH en 2023.



### 3. Affectation du résultat distribuable MOUSSAFIR

EN MAD	Situation au 31/12/2024	Proposition d'affectation du résultat	Après affectation résultat
<b>CAPITAUX PROPRES</b>	<b>298 939 656,18</b>		<b>286 285 819,50</b>
Capital social ou personnel	253 000 000,00		253 000 000,00
Prime d'émission, de fusion, d'apport	0,00		0,00
Réserve légale	19 300 000,00	1 331 982,81	20 631 982,81
Autres réserves	0,00	0,00	0,00
Report à nouveau	-7 676 056,52	20 329 893,21	12 653 836,69
Résultat en instance d'affectation			0,00
Résultat net de l'exercice	34 315 712,70		0,00
Résultat distribuable	25 307 673,37	25 307 673,37	
<b>Proposition Dividende à distribuer</b>	<b>25 300 000,00</b>	<b>25 300 000,00</b>	<b>25 300 000,00</b>

Proposition du dividende à distribuer : 25 300 000,00 dhs

### 4. Difficultés rencontrées MOUSSAFIR

Néant

### 5. Opérations réalisées MOUSSAFIR

Cession terrain Technopolis.

### 6. Perspectives d'avenir

Il est difficile de se prononcer sur les perspectives d'avenir, toutefois nous estimons une reprise croissante de l'activité dans le cas où la conjoncture de 2025 est dans la continuité de 2024.

### 5.d MOUSSAF

#### 1. Situation financière MOUSSAF

Au 31 décembre 2024, les disponibilités nettes ont connu une baisse par rapport à leur niveau au 31 décembre 2023 passant de 4,7 MDH en 2023 à 2 691 MDH en 2024. Cette variation est liée aux éléments suivants :

I. SYNTHÈSES DES MASSES DU BILAN	Exercice	Exercice précédent	Exercice a - b	
	b	a	Emplois c	Ressources d
Financement permanent	16 920 780,82	14 080 359,81		2 840 421,01
Moins actif immobilisé	17 960 915,83	19 225 457,83		1 264 542,00
<b>= FONDS DE ROULEMENT FONCTIONNEL (1-2) (A)</b>	<b>-1 040 135,01</b>	<b>-5 145 098,02</b>		<b>4 104 963,01</b>
Actif circulant	1 621 151,52	2 914 932,31		1 293 780,79
Moins Passif circulant	5 352 351,31	12 761 775,78	7 409 424,47	
<b>= BESOINS DE FINANCEMENT GLOBAL (4-5) (B)</b>	<b>-3 731 199,79</b>	<b>-9 846 843,47</b>	<b>6 115 643,68</b>	
<b>TRÉSORERIE NETTE (ACTIF -PASSIF) A - B</b>	<b>2 691 064,78</b>	<b>4 701 745,45</b>		<b>2 010 680,67</b>

La diminution des immobilisations de la société de 1 264 MDH due essentiellement aux effets compensés suivants :

- › Des investissements sur actifs existants de l'ordre de 0,46 MDH ;
- › Des dotations de l'exercice de l'ordre de -1,73 MDH.



2. État de synthèse MOUSSAF

ACTIF	Exercice			Exercice précédent
	Brut	Amortissements et Provisions	Net	Net
<b>Immobilisations en non valeurs→[A]</b>	<b>495 360,00</b>	<b>495 360,00</b>		
Frais préliminaires	495 360,00	495 360,00		
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Primes de remboursement des obligations				
<b>Immobilisations incorporelles→ [B]</b>	<b>363 306,20</b>	<b>363 306,20</b>		<b>8 063,56</b>
Immobilisations en Recherche et Développement				
Brevets, marques, droits et valeurs similaires	363 306,20	363 306,20		8 063,56
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
<b>Immobilisations corporelles →[C]</b>	<b>74 355 253,59</b>	<b>56 472 829,76</b>	<b>17 882 423,83</b>	<b>19 138 902,27</b>
Terrains	5 597 530,00	3 019 830,56	2 577 699,44	2 679 366,10
Constructions	49 210 223,10	35 666 578,01	13 543 645,09	14 535 095,34
Installations techniques, matériel et outillage	17 971 252,86	16 403 380,55	1 567 872,31	1 751 347,40
Matériel de transport				
Mobilier, Matériel de bureau, Aménagements Divers	1 426 247,63	1 383 040,64	43 206,99	23 093,43
Autres immobilisations corporelles	150 000,00		150 000,00	150 000,00
Immobilisations corporelles en cours				
<b>Immobilisations financières→[D]</b>	<b>78 492,00</b>		<b>78 492,00</b>	<b>78 492,00</b>
Prêts immobilisés				
Autres créances financières	78 492,00		78 492,00	78 492,00
Titres de participation				
Autres titres immobilisés				
<b>Écarts de conversion actif→ [E]</b>				
Diminution des créances immobilisées				
Augmentations des dettes de financement				
<b>TOTAL (A+B+C+D+E)</b>	<b>75 292 411,79</b>	<b>57 331 495,96</b>	<b>17 960 915,83</b>	<b>19 225 457,83</b>
<b>Stocks→[F]</b>	<b>152 542,25</b>	<b>11 659,16</b>	<b>140 883,09</b>	<b>200 326,61</b>
Marchandises				
Matières et fournitures consommables	152 542,25	11 659,16	140 883,09	200 326,61
Produits en cours				
Produits intermédiaires et produits résiduels				
Produits finis				
<b>Créances de l'actif circulant→[G]</b>	<b>1 480 268,43</b>		<b>1 480 268,43</b>	<b>2 714 605,70</b>
Fournisseurs débiteurs, avances et acomptes				
Clients et comptes rattachés	33 764,31		33 764,31	334 774,87
Personnel				
État	1 446 504,12		1 446 504,12	2 344 179,75
Comptes d'associés				
Autres débiteurs				26 144,34
Comptes de régularisation- Actif				9 506,74
<b>Titres valeurs de placement→[H]</b>				
<b>Écarts de conversion actif→ [I] Éléments circulants</b>				
<b>TOTAL II (F+G+H+I)</b>	<b>1 632 810,68</b>	<b>11 659,16</b>	<b>1 621 151,52</b>	<b>2 914 932,31</b>
<b>Trésorerie-Actif</b>	<b>2 691 064,78</b>		<b>2 691 064,78</b>	<b>4 701 745,45</b>
Chèques et valeurs à encaisser	141 209,70		141 209,70	183 817,79
Banques, T.G et C.C.P	2 547 785,98		2 547 785,98	4 515 120,11
Caisse, Régie d'avances et accreditifs	2 069,10		2 069,10	2 807,55
<b>TOTAL III</b>	<b>2 691 064,78</b>		<b>2 691 064,78</b>	<b>4 701 745,45</b>
<b>TOTAL GÉNÉRAL I+II+III</b>	<b>79 616 287,25</b>	<b>57 343 155,12</b>	<b>22 273 132,13</b>	<b>26 842 135,59</b>

PASSIF	Exercice	Exercice précédent
<b>CAPITAUX PROPRES</b>	<b>16 494 597,34</b>	<b>13 354 022,92</b>
Capital social ou personnel (1)	16 000 000,00	16 000 000,00
Moins : actionnaires, capital souscrit non appelé		
Capital appelé	16 000 000,00	16 000 000,00
Dont versé	16 000 000,00	16 000 000,00
Prime d'émission, de fusion, d'apport	-0,04	
Écarts de réévaluation		
Réserve légale	1 600 000,00	1 600 000,00
Autres réserves		
Report à nouveau (2)	-4 245 977,08	-6 667 424,85
Résultat en instance d'affectation		
Résultat net de l'exercice (2)	3 140 574,46	2 421 447,77
<b>Total des capitaux propres (A)</b>	<b>16 494 597,34</b>	<b>13 354 022,92</b>
<b>Capitaux propres assimilés (B)</b>	<b>426 183,38</b>	<b>726 336,79</b>
Subvention d'investissement	426 183,38	726 336,79
Provisions réglementées		
<b>Dettes de financement (C)</b>	<b>0,10</b>	<b>0,10</b>
Emprunts obligataires		
Autres dettes de financement	0,10	0,10
<b>Provisions durables pour risques et charges (D)</b>		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
<b>Écarts de conversion-passif (E)</b>		
Augmentation des créances immobilisées		
Diminution des dettes de financement		
<b>TOTAL I (A+B+C+D+E)</b>	<b>16 920 780,82</b>	<b>14 080 359,81</b>
<b>Dettes du passif circulant (F)</b>	<b>4 932 238,66</b>	<b>12 388 561,34</b>
Fournisseurs et comptes rattachés	1 569 351,50	1 645 603,03
Clients créditeurs, avances et acomptes	171 044,58	164 069,86
Personnel	421 100,87	341 542,37
Organismes sociaux	139 979,27	113 702,24
État	102 661,89	177 493,42
Comptes d'associés	2 150 000,00	9 649 999,99
Autres créanciers	369 142,22	296 150,43
Comptes de régularisation passif	8 958,33	
<b>Autres provisions pour risques et charges (G)</b>	<b>420 112,65</b>	<b>373 214,44</b>
<b>Écarts de conversion - passif (éléments circulants) (h)</b>		
<b>TOTAL II (F+G+H)</b>	<b>5 352 351,31</b>	<b>12 761 775,78</b>
<b>TRÉSORERIE PASSIF</b>		
Crédits d'escompte		
Crédits de trésorerie		
Banques (Soldes créditeurs)		
<b>TOTAL III</b>		
<b>TOTAL GÉNÉRAL I+II+III</b>	<b>22 273 132,13</b>	<b>26 842 135,59</b>



DÉSIGNATION	Opérations		Totaux de l'exercice 3 = 2 + 1	Totaux de l'exercice précédent 4
	Propres à l'exercice	Concernant les exercices précédents		
	1	2		
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>	<b>17 663 927,76</b>		<b>17 663 927,76</b>	<b>16 084 478,77</b>
Ventes de marchandises (en l'état)				
Ventes de biens et services produits	17 294 102,13		17 294 102,13	15 766 481,37
<b>Chiffres d'affaires</b>	<b>17 294 102,13</b>		<b>17 294 102,13</b>	<b>15 766 481,37</b>
<b>I</b>				
Variation de stocks de produits (I)				
Immobilisations produites par l'entreprise pour elle-même				
Subventions d'exploitation				
Autres produits d'exploitation				
Reprises d'exploitation : transferts de charges	369 825,63		369 825,63	317 997,40
<b>Total I</b>	<b>17 663 927,76</b>		<b>17 663 927,76</b>	<b>16 084 478,77</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>	<b>14 544 680,92</b>	<b>15 138,19</b>	<b>14 559 819,11</b>	<b>13 432 223,69</b>
Achats revendus (2) de marchandises				
Achats consommés (2) de matières et fournitures	3 541 144,28	5 539,09	3 546 683,37	3 460 614,27
<b>II</b>				
Autres charges externes	4 545 999,32	9 599,10	4 555 598,42	4 127 757,49
Impôts et taxes	426 976,57		426 976,57	412 859,66
Charges de personnel	3 519 108,75		3 519 108,75	3 145 997,60
Autres charges d'exploitation	7 046,73		7 046,73	
Dotations d'exploitation	2 504 405,27		2 504 405,27	2 284 994,67
<b>III Total II</b>	<b>14 544 680,92</b>	<b>15 138,19</b>	<b>14 559 819,11</b>	<b>13 432 223,69</b>
<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I-II)</b>	<b>3 119 246,84</b>	<b>-15 138,19</b>	<b>3 104 108,65</b>	<b>2 652 255,08</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>	<b>15 162,19</b>		<b>15 162,19</b>	<b>8 520,68</b>
Produits des titres de participation et autres titres immobilisés				
<b>IV</b>				
Gains de change	4 983,92		4 983,92	8 520,68
Interêts et autres produits financiers				
Reprises financières : transfert charges	10 178,27		10 178,27	
<b>Total IV</b>	<b>15 162,19</b>		<b>15 162,19</b>	<b>8 520,68</b>
<b>CHARGES FINANCIÈRES</b>	<b>365 254,30</b>		<b>365 254,30</b>	<b>442 555,22</b>
Charges d'interêts	357 066,05		357 066,05	426 799,46
<b>V</b>				
Pertes de change	8 188,25		8 188,25	5 599,36
Autres charges financières				
Dotations financières				10 156,40
<b>Total V</b>	<b>365 254,30</b>		<b>365 254,30</b>	<b>442 555,22</b>
<b>VI RÉSULTAT FINANCIER (IV-V)</b>	<b>-350 092,11</b>		<b>-350 092,11</b>	<b>-434 034,54</b>
<b>VII RÉSULTAT COURANT (III+VI)</b>	<b>2 769 154,73</b>	<b>-15 138,19</b>	<b>2 754 016,54</b>	<b>2 218 220,54</b>

DÉSIGNATION	Opérations		Totaux De l'exercice 3 = 2 + 1	Totaux De l'exercice précédent 4
	Propres à l'exercice	Concernant Les Exercices Précédents		
	1	2		
<b>VII RÉSULTAT COURANT (III+VI)</b>	<b>2 769 154,73</b>	<b>-15 138,19</b>	<b>2 754 016,54</b>	<b>2 218 220,54</b>
<b>PRODUITS NON COURANTS</b>	<b>666 366,71</b>	<b>1 604,07</b>	<b>667 970,78</b>	<b>262 125,56</b>
Produits des cessions d'immobilisations	13 000,00		13 000,00	
Subventions d'équilibre				
<b>VIII</b>				
Reprises sur subventions d'investissement				
Autres produits non courants	653 366,71	1 604,07	654 970,78	262 125,56
Reprises non courantes ; transferts de charges				
<b>Total VIII</b>	<b>666 366,71</b>	<b>1 604,07</b>	<b>667 970,78</b>	<b>262 125,56</b>
<b>CHARGES NON COURANTES</b>	<b>30 437,92</b>		<b>30 437,92</b>	<b>19 348,19</b>
Valeurs nettes d'amortissements des immobilisations cédées				
<b>IX</b>				
Subventions accordées				
Autres charges non courantes	30 437,92		30 437,92	19 348,19
Dotations non courantes aux amortissements et aux provisions				
<b>Total IX</b>	<b>30 437,92</b>		<b>30 437,92</b>	<b>19 348,19</b>
<b>X RÉSULTAT NON COURANT (VIII-IX)</b>	<b>635 928,79</b>	<b>1 604,07</b>	<b>637 532,86</b>	<b>242 777,37</b>
<b>XI RÉSULTAT AVANT IMPÔTS (VII+X)</b>	<b>3 405 083,52</b>	<b>-13 534,12</b>	<b>3 391 549,40</b>	<b>2 460 997,91</b>
<b>XII IMPÔTS SUR LES RÉSULTATS</b>	<b>250 974,94</b>		<b>250 974,94</b>	<b>39 550,14</b>
<b>XII RÉSULTAT NET (XI-XII)</b>	<b>3 154 108,58</b>	<b>-13 534,12</b>	<b>3 140 574,46</b>	<b>2 421 447,77</b>
<b>XIV TOTAL DES PRODUITS (I+IV+VII)</b>	<b>18 345 456,66</b>	<b>1 604,07</b>	<b>18 347 060,73</b>	<b>16 355 125,01</b>
<b>XV TOTAL DES CHARGES (II+V+IX+XIII)</b>	<b>15 191 348,08</b>	<b>15 138,19</b>	<b>15 206 486,27</b>	<b>13 933 677,24</b>
<b>XVI RÉSULTAT NET (total des produits-total des charges)</b>	<b>3 154 108,58</b>	<b>-13 534,12</b>	<b>3 140 574,46</b>	<b>2 421 447,77</b>

Le résultat net 2024 s'établit à 3,14 MDH, il est en hausse de 0.719 MDH par rapport au résultat net de l'exercice 2023. Ce résultat est constitué des éléments suivants :

- › **Résultat d'exploitation** : 3,104 MDH contre 2,652 MDH en 2023 ;
- › **Résultat financier** : (0,350) MDH contre (0,434) MDH en 2023 ;
- › **Résultat non courant** : 0,637 MDH contre 0,243 MDH en 2023 ;
- › **L'impôt sur les résultats** : 250,974 KDH contre 39,55 KDH en 2022.



### 3. Affectation du résultat MOUSSAF

- › Bénéfice Net de l'exercice : 3 140 574,46 Dhs
- › Réserve légale : 1 600 000,00 Dhs
- › Report à nouveau débiteur au 31/12/2024 : 4 245 977,08 Dhs

À affecter comme suit :

EN MAD	Situation au 31/12/2024	Proposition d'affectation du résultat	Après affectation résultat
<b>CAPITAUX PROPRES</b>	<b>16 494 597,38</b>		<b>17 600 000,00</b>
Capital social ou personnel	16 000 000,00		16 000 000,00
Prime d'émission, de fusion, d'apport	0,00		0,00
Réserve légale	1 600 000,00	0,00	1 600 000,00
Autres réserves	0,00		0,00
Report à nouveau	-4 245 977,08	3 140 574,46	0,00
Résultat en instance d'affectation	0,00		0,00
<b>Résultat net de l'exercice</b>	<b>3 140 574,46</b>		<b>0,00</b>
<b>Résultat distribuable</b>			

### 4. Prise de participation MOUSSAF

Aucune prise de participation n'a été opérée au cours de l'exercice 2024.

### 5. Difficultés rencontrées MOUSSAF

Néant

### 6. Opérations réalisées MOUSSAF

Néant

### 7. Perspectives d'avenir

Il est difficile de se prononcer sur les perspectives d'avenir, toutefois nous estimons une reprise croissante de l'activité dans le cas où la conjoncture de 2025 est dans la continuité de celle de 2024.

## VII. Formation du résultat distribuable et proposition d'affectation du résultat :

EN MAD	Situation au 31/12/2024	Proposition d'affectation du résultat	Après affectation résultat
<b>CAPITAUX PROPRES</b>	<b>2 176 379 064,41</b>		<b>2 076 090 435,41</b>
Capital social ou personnel	1 432 694 700,00		1 432 694 700,00
Prime d'émission, de fusion, d'apport	443 607 427,19		443 607 427,19
Réserve légale	28 156 035,77	5 550 313,07	33 706 348,84
Autres réserves	0,00		0,00
Report à nouveau	160 914 640,12	5 167 319,26	166 081 959,38
Résultat en instance d'affectation	0,00		0,00
Résultat net de l'exercice	111 006 261,33		0,00
<b>Résultat distribuable</b>		<b>100 288 629,00</b>	<b>100 288 629,00</b>

Le Directoire propose la distribution d'un dividende par action de 7 dhs, soit un montant total à distribuer de 100 288 629 dhs.

## VIII. Conventions réglementées

Le Directoire, constate, que les conventions réglementées antérieurement conclues par la société ont continué à produire leurs effets, exception faite des conventions avec Accor et Accor Gestion Maroc, qui n'ont plus d'effets sur l'exercice 2024.

## IX. Événements importants survenus après la clôture de l'exercice

Dénouement du contrôle fiscal de RISMA notifié courant l'exercice 2024.

## X. Perspectives d'avenir

Dans la continuité d'une conjoncture favorable, l'année 2025 s'annonce en ligne avec 2024.

## XI. Mandats

### LISTE DES MANDATS DANS D'AUTRES CONSEILS D'ADMINISTRATION OU CONSEILS DE SURVEILLANCE AINSI QUE LEURS EMPLOIS OU FONCTIONS PRINCIPAUX

En application de l'article 142 de la Loi 17-95 relative aux sociétés anonymes, telle que modifiée et complétée par la Loi 20-19 du 26 avril 2019, nous vous communiquons ci-dessous la liste des mandats dans d'autres conseils d'administration ou de surveillance ainsi que leurs emplois ou fonctions principaux :



**M. Azeddine GUESSOUS**

SOCIÉTÉ	TYPE MANDAT
BANK OF AFRICA	Administrateur, Intuitu Personae & Représentant permanent de RMA
RISMA	Président du Conseil de Surveillance
MAGHREBAIL	Président Directeur Général
BANK OF AFRICA EUROPE (ex BMCE International Madrid)	Président du Conseil d'Administration
BOA GROUP	Administrateur
RMA	Administrateur, Vice-Président du Conseil
LOCASOM	Administrateur
SETTAVEX	Administrateur
SONASID	Administrateur
MAROCAINE DES TABACS	Administrateur
ALMA PACK	Administrateur
ALMA BAT	Administrateur
AL AKHAWAYN	Administrateur
MUTANDIS	Administrateur
Société SAZINAG	Gérant

**M. Hicham EL AMRANI**

SOCIÉTÉ	TYPE MANDAT
AIR ARABIA MAROC	Administrateur et Représentant permanent de INTERFINA, Administrateur Membre/Président du Comité d'Audit
AL BAIDAA DESALINATION COMPANY	Administrateur
ARGAN INVEST	Président Directeur Général
BANK OF AFRICA (ex-BMCE Bank)	Représentant permanent de O CAPITAL GROUP, Administrateur Membre du Comité des Risques Groupe, du Comité Stratégique, STF et invité permanent CACI
BRICO-INVEST	Représentant permanent de INTERFINA, Administrateur
CAP ESTATE	Représentant permanent de O CAPITAL GROUP Administrateur, et Directeur Général Délégué
COLLIERS INTERNATIONAL MAROC	Administrateur et Représentant permanent de ARGAN INVEST, Administrateur
CTM	Administrateur Président du Comité Stratégique Membre du Comité d'Audit et Président du Comité RH
CTM MESSAGERIE	Administrateur
DBM MEDIA GROUP	Administrateur, Vice-Président du Conseil d'Administration
FINANCIERE YACOUT	Représentant permanent de O CAPITAL GROUP Administrateur, et Directeur Général Délégué
FONDATION OTHMAN BENJELLOUN	Membre Fondateur
INTERFINA	Administrateur et Directeur Général Délégué
MEDITELECOM (Orange)	Administrateur Président du Comité d'Audit, Membre du Comité Stratégique et du Comité RH
MEDIUM FINANCE	Président Directeur Général
O CAPITAL GREEN INVESTMENT	Administrateur Directeur Général Délégué
O CAPITAL EUROPE	Administrateur
O CAPITAL GROUP	Administrateur et Directeur Général Délégué (Fonction Principale)

**M. Hicham EL AMRANI (suite)**

SOCIÉTÉ	TYPE MANDAT
O TOWER	Représentant permanent de O CAPITAL GROUP, Administrateur
REVLV'S	Représentant permanent de INTERFINA, Administrateur
RISMA	Représentant permanent de RMA, membre du Conseil de Surveillance Membre du Comité d'Audit et Comité stratégique
RMA	Administrateur Membre du Comité d'Audit, Président du comité stratégique
SFCM	Représentant permanent de O CAPITAL GROUP, Administrateur

**M. Adil DOURI**

SOCIÉTÉ	TYPE MANDAT
Mugest	Gérant associé unique
Mutandis SCA	Représentant de la société Mugest (gérant et associée commandité)
Mutandis Automobile	Représentant de la société Mugest (gérant et associée commandité)
Mutatis	Représentant de la société Mugest (gérant et associée commandité)
Mutris	Représentant de la société Mugest (gérant et associée commandité)
Distra	Président du Conseil d'administration
LGMC	Président du Conseil d'administration
EAE	Président du Conseil d'administration
Univers Motors Asie	Président Directeur Général
ISHAM Finance	Représentant de Mutandis Automobile (administrateur)
RISMA	Représentant de Mutandis Automobile (administrateur)
Mutandis USA INC	Administrateur
Avical	Gérant

**M. Hassan BOULAKNADAL en qualité de représentant permanent de la CIMR**

SOCIÉTÉ	TYPE MANDAT
AFMA	Administrateur
AL MADA HOLDING	Administrateur
A6 IMMOBILIER	Administrateur
BANQUE CENTRALE POPULAIRE	Administrateur
BRASSERIES DU MAROC	Administrateur
CFG BANK	Administrateur
EQDOM	Administrateur
LAFARGE HOLCIM MAROC	Administrateur
RISMA	Membre du conseil de surveillance
SOCIETE DE SEL DE MOHAMMEDIA	Administrateur
SOMED	Administrateur
Am Invest Morocco	Administrateur
SAPINO	Administrateur
CENTURIS	Administrateur
CDV PATRIMOINE	Administrateur
CDV PROMOTION	Administrateur
OPCI AVENIR PATRIMOINE SECURITE	Administrateur
OPCI EDUCAPITAL	Administrateur
OPCI CIMR PATRIMOINE	Président du Conseil d'Administration
OPCI CIMR INVEST IMMO	Président du Conseil d'Administration
OPCI CIMR IMMO PREMIUM	Président du Conseil d'Administration



**M. Hassan BOULAKNADAL**

SOCIÉTÉ	TYPE MANDAT
LESIEUR CRISTAL	Administrateur / PCA
RAMICAL	Administrateur / PDG
AKILAM	Administrateur / PDG
LARBEL	Gérant
CIMR FONCIA	Gérant
AL MADA VENTURE CAP	Administrateur
ATLAS HOSPITALITY MOROCCO	Administrateur
COSUMAR	Administrateur
Compagnie Minière de Touissit	Administrateur / PCA
IMC	Administrateur / PCA
SAPRESS	Administrateur
WARAK PRESS	Administrateur
H Partners	Membre du conseil de surveillance

**M. Hicham BELMRAH**

SOCIÉTÉ	TYPE MANDAT
BCP	Administrateur
COSUMAR	Administrateur
LESIEUR	Administrateur
MAGHREBAIL	Administrateur
SONASID	Administrateur
AL MADA	Administrateur
CAM	Membre du Conseil de Surveillance
SOMED	Administrateur
AFRIQUIA SMDC	Administrateur
NSI	Administrateur
AKWA AFRICA	Administrateur
RYAD RESSORT DEVELOPPEMENT	Administrateur
CAT	Administrateur
MAMDA IT	Administrateur
RESORT CO	Administrateur
UIR	Administrateur
OLEA CAPITAL	Administrateur
ALHIF	Administrateur
MASSIMISSA	Administrateur
A6 IMMOBILIER	Administrateur
UPLINE VENTURE	Administrateur

**MME Ghislane GUEDIRA BENNOUNA**

SOCIÉTÉ	TYPE MANDAT
Aya Gold & Silver	Membre du Conseil d'Administration
CBI	Membre du Conseil d'Administration
	Président du Comité d'Audit
	Membre du Conseil d'Administration
CDG Capital	Président du Comité d'Audit
	Membre du Comité Risques
	Membre du Comité Stratégique
LafargeHolcim Maroc	Membre du Conseil d'Administration
	Président du Comité d'Audit
	Membre du Comité ESG

**MME Salma BENADDOU en tant que représentant de Mutris**

SOCIÉTÉ	TYPE MANDAT
Société Burj Finance	Gérant
Société Kalys Ventures Partners	Gérant Unique
Société Kalys VC Fund I	Gérant
Société Chari Money	Membre du conseil d'administration
Société BMCI Leasing	Membre du conseil d'administration

**MME Lamia EL BOUANANI**

SOCIÉTÉ	TYPE MANDAT
RISMA	Membre du Conseil d'Administration

**XII. Titres et valeurs de placement**

OPCVM	Nombre de parts	
Capital Imtiyaz Liquidité	21 054	387 713 620,80

Le Directoire

ÉTAT DES  
HONORAIRES VERSÉS  
**AUX CONTRÔLEURS  
DE COMPTES**



## État des honoraires versés aux contrôleurs de comptes

Fidaroc Grant Thornton								
	Montant par année				% par année			
	2024	2023	2022	2021	2024	2023	2022	2021
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés	450 000	450 000	320 000	320 000	32%	78%	85%	100%
Autres diligences et prestations liées à la mission des CAC	200 000	130 000	55 000	0	14%	22%	15%	0%
Autres prestations rendues	769 000	00	0	0	54%	0%	0%	0%
<b>Total</b>	<b>1 419 000</b>	<b>580 000</b>	<b>375 000</b>	<b>320 000</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>

Mazars				
	Montant par année		% par année	
	2024	2023	2024	2023
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés	400 000	400 000	67%	57%
Autres diligences et prestations liées à la mission des CAC	200 000	300 000	33%	43%
Autres prestations rendues	0	0	0%	0%
<b>Total</b>	<b>600 000</b>	<b>700 000</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>

Autres CAC								
	Montant par année				% par année			
	2024	2023	2022	2021	2024	2023	2022	2021
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés	0	0	415 000	415 000	0%	0%	88%	100%
Autres diligences et prestations liées à la mission des CAC	0	0	55 000	0	0%	0%	12%	0%
Autres prestations rendues	0	0	0	0	0%	0%	0%	0%
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>470 000</b>	<b>415 000</b>	<b>0%</b>	<b>0%</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>

RAPPORTS  
DES COMMISSAIRES  
AUX COMPTES



Aux Actionnaires  
**Groupe RISMA**  
240, Boulevard Zerktouni  
Casablanca

**RAPPORT D'AUDIT SUR LES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES  
EXERCICE DU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2024 AU 31 DECEMBRE 2024**

**AUDIT DES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES**

**Opinion**

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la société RISMA S.A. et de ses filiales (le « Groupe »), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2024, ainsi que l'état consolidé du résultat global, l'état consolidé des variations des capitaux propres et le tableau consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes annexes, y compris un résumé des principales méthodes comptables. Ces états financiers consolidés font ressortir un montant de capitaux propres consolidés de KMAD 1.694.751 dont un bénéfice net consolidé de KMAD 196.296.

Nous certifions que les états financiers consolidés cités au premier paragraphe ci-dessus, sont réguliers et sincères et donnent dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière consolidée du groupe au 31 décembre 2024, ainsi que de sa performance financière consolidée et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes Internationales d'Information Financière (IFRS).

**Fondement de l'opinion**

Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants du groupe conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers consolidés au Maroc et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

**Questions clés de l'audit**

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers consolidés de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états financiers consolidés pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

Question clé de l'audit	Notre réponse
<p><b>Tests de dépréciation des actifs hôteliers</b></p> <p>Au 31 décembre 2024, la valeur comptable des goodwill et actifs hôteliers s'élève à un montant total de 2.960 MMAD.</p> <p>Ces actifs peuvent présenter un risque de dépréciation lié à des facteurs internes ou externes, comme par exemple la détérioration de la performance du Groupe, l'évolution de l'environnement concurrentiel, des conditions de marché défavorables et des changements de législations ou de réglementations. Ces évolutions sont susceptibles d'avoir une incidence sur les prévisions de flux de trésorerie du Groupe et par conséquent sur la détermination des valeurs recouvrables de ces actifs.</p> <p>Comme indiqué dans les notes annexes « Test de dépréciation et pertes de valeur des actifs », le test de dépréciation annuel se fonde sur la valeur recouvrable de chaque unité génératrice de trésorerie testée, déterminée sur la base de flux de trésoreries nets futurs actualisés.</p> <p>Les goodwill et les immobilisations corporelles impactent de manière significative les comptes du Groupe et font par ailleurs appel, pour les besoins de leur évaluation, au jugement et aux estimations de la Direction. De ce fait, nous avons considéré que l'évaluation de ces actifs constitue un point clé de l'audit.</p>	<p>Nos travaux d'audit ont principalement consisté à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Prendre connaissance du processus appliqué par le Groupe pour l'identification des indices de pertes de valeur et la mise en œuvre des tests de dépréciation pour ces actifs, et examiner les contrôles clés y afférents ;</li> <li>- Examiner les éléments chiffrés utilisés par le Groupe pour déterminer les valeurs recouvrables ;</li> <li>- Tester par sondage l'exactitude arithmétique des calculs des valeurs recouvrables retenues par le Groupe.</li> </ul>

**Responsabilités de la Direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés**

La Direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux Normes Internationales d'Information Financière (IFRS), ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.



Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la Direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du groupe à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions se rapportant à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la Direction a l'intention de liquider le groupe ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière du groupe.

#### **Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés**

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du groupe ;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la Direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du groupe à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le groupe à cesser son exploitation ;

- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle ;
- Nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant les informations financières des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la Direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe. Nous assumons l'entière responsabilité de l'opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Casablanca, le 25 avril 2025

#### **Les Commissaires aux Comptes**

**FIDAROC GRANT THORNTON**

FIDAROC GRANT THORNTON  
Membre Réseau Grant Thornton  
International  
7 Bd. Driss Slaoui - Casablanca  
Tél : 05 22 54 46 00 - Fax : 05 22 29 66 70

**Faïçal MEKOUAR**  
Associé

**Forvis Mazars**

forvis mazars  
76 Bd. Mohammed VI, Koutoubia  
7<sup>ème</sup> Etage - Casablanca 203423

**Abdou Soufiane DIOP**  
Associé



Aux Actionnaires de la société

**RISMA S.A**

240, Boulevard Zerktouni  
Casablanca

**Rapport Général des commissaires aux comptes  
Exercice du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2024**

**Audit des états de synthèse**

**Opinion**

Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale du 20 juin 2024, nous avons effectué l'audit des états de synthèse ci-joints de la société RISMA S.A, qui comprennent le bilan au 31 décembre 2024, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau de financement pour l'exercice clos à cette date, ainsi que l'état des informations complémentaires (ETIC). Ces états de synthèse font ressortir un montant de capitaux propres et assimilés de 2.201.698.290,74 MAD dont un bénéfice net de 111.006.261,33 MAD.

Nous certifions que les états de synthèse cités au premier paragraphe ci-dessus sont réguliers et sincères et donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société RISMA S.A au 31 décembre 2024 conformément au référentiel comptable en vigueur au Maroc.

**Fondement de l'opinion**

Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états de synthèse » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la société conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états de synthèse au Maroc et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

**Questions clés d'audit**

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états de synthèse de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états de synthèse pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

Questions clés d'audit	Notre réponse
<p><b>Evaluation des titres de participation</b></p> <p>Les titres de participation figurent au bilan au 31 décembre 2024 pour un montant net de 918 MMAD, compte tenu d'une provision pour dépréciation de 60 MMAD.</p> <p>Ces titres de participation sont comptabilisés à leur date d'entrée au coût d'acquisition.</p> <p>Comme indiqué dans l'état A.1, ces titres sont dépréciés par référence à la valeur actuelle à la clôture de l'exercice.</p> <p>Compte tenu de l'importance du jugement de la Direction dans l'estimation de la valeur actuelle de ces titres de participation, nous avons considéré que l'évaluation de ces titres constitue un point clé de notre audit.</p>	<p>Nos travaux ont consisté principalement à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Prendre connaissance du processus de la détermination de la valeur actuelle des titres de participation ;</li> <li>- Examiner les méthodes d'évaluation et les éléments chiffrés utilisés par la Direction pour déterminer les valeurs actuelles ;</li> <li>- Tester par sondage l'exactitude arithmétique des calculs des valeurs actuelles retenues par la Direction.</li> </ul>
<p><b>Evaluation des fonds commerciaux.</b></p> <p>Au 31 décembre 2024, la valeur nette comptable des fonds commerciaux s'élève à 148 MMAD.</p> <p>Comme indiqué dans l'état A.1, une dépréciation du fonds commercial doit être constatée lorsque sa valeur recouvrable devient inférieure à sa valeur nette comptable.</p> <p>La valeur recouvrable des fonds commerciaux est déterminée par la méthode des flux de trésorerie prévisionnels prenant en considération le risque marché et les risques spécifiques à RISMA.</p> <p>Nous avons considéré que l'évaluation des fonds commerciaux constitue un point clé de notre audit en raison de l'importance du jugement et des estimations de la Direction dans la détermination de la valeur recouvrable.</p>	<p>Nos travaux ont consisté principalement à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Prendre connaissance du processus appliqué par la Direction pour la détermination de la valeur recouvrable des fonds commerciaux et examiner les contrôles clés y afférent ;</li> <li>- Examiner les méthodes d'évaluation et les éléments chiffrés utilisés par la Direction pour la détermination de la valeur recouvrable ;</li> <li>- Tester par sondage l'exactitude arithmétique des calculs des valeurs recouvrables retenues par la Direction.</li> </ul>



**Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états de synthèse**

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états de synthèse, conformément au référentiel comptable en vigueur au Maroc, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états de synthèse exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états de synthèse, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions se rapportant à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la société ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la société.

**Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états de synthèse**

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états de synthèse pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états de synthèse prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états de synthèse comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la société ;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;

- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états de synthèse au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la société à cesser son exploitation ;
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états de synthèse, y compris les informations fournies dans l'ETIC, et apprécions si les états de synthèse représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.


**Vérifications et informations spécifiques**

Nous avons procédé également aux vérifications spécifiques prévues par la loi et nous nous sommes assurés notamment de la sincérité et la concordance, des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration destiné aux actionnaires avec les états de synthèse de la société.

Casablanca, le 25 avril 2025

**Les Commissaires aux Comptes**

**FIDAROC GRANT THORNTON**



FIDAROC GRANT THORNTON  
Membre Réseau Grant Thornton International  
7 Bd. Othman Sidiyasa - Casablanca  
Tél : 05 22 54 48 00 - Fax : 05 22 29 86 70

**Faïçal MEKOUAR**  
Associé

**FOFVIS MAZARS**



fofvis mazars  
76 Bd. Mohammed VI - Koutoubia  
7<sup>e</sup> Etage - Casablanca  
Tél : 05 22 42 94 23

**Abdou Souleye DIOP**  
Associé



7, Boulevard Driss Slaoui  
Casablanca  
Maroc



76, Bd Abdelmoumen  
Résidence Koutoubia, 7ème étage  
Casablanca –Maroc

Aux Actionnaires de la société  
**RISMA S.A.**  
240, Boulevard Zerktouni  
Casablanca

## Rapport Spécial des commissaires aux comptes

### Exercice du 1<sup>er</sup> janvier 2024 au 31 décembre 2024

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées conformément aux dispositions des articles 95 à 97 de la loi 17-95 telle que modifiée et complétée.

Il nous appartient de vous présenter les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés par le Président du Conseil de Surveillance ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé, ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon la loi ci-dessus, de vous prononcer sur leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimés nécessaires au regard des normes de la profession au Maroc. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été communiquées avec les documents de base dont elles sont issues.

#### 1. CONVENTIONS CONCLUES AU COURS DE L'EXERCICE 2024 :

Le président de votre Conseil de Surveillance ne nous a donné avis d'aucune convention conclue au cours de l'exercice 2024.

#### 2. CONVENTIONS CONCLUES AU COURS DES EXERCICES ANTERIEURS ET DONT L'EXECUTION S'EST POURSUIVIE DURANT L'EXERCICE :

##### 2.1. Convention de location des locaux PATRIMONIA INVESTISSEMENTS SARL à RISMA SA (écrite) :

- **Personnes concernées** : Monsieur Mohammed Amine ECHCHERKI en sa qualité d'actionnaire/Associé en commun dans les deux sociétés.

- **Nature et objet de la convention** : Location des locaux PATRIMONIA INVESTISSEMENTS SARL à RISMA S.A.
- **Conditions de rémunération** : Refacturation des frais de location de la part de PATRIMONIA INVESTISSEMENTS SARL à RISMA S.A.
- **Montant comptabilisé en charges au titre de l'exercice 2024** : 3.943 KMAD HT.
- **Montant décaissé au titre de l'exercice 2024** : 4.728 KMAD TTC.

##### 2.2. Conventions conclues avec la société MOUSSAFIR Hôtels S.A. :

###### • Personnes concernées :

- Monsieur Mohammed Amine ECHCHERKI en sa qualité de Président du directoire et président du conseil d'administration de la filiale MOUSSAFIR Hôtels S.A.
- Madame Sofia Lopez BENHAMIDA en sa qualité de Membre du directoire et administrateur de la filiale MOUSSAFIR Hôtels S.A.

##### 2.2.1. Convention de sous-location des locaux :

- **Nature et objet de la convention** : Sous location des locaux de la société RISMA S.A à la société MOUSSAFIR Hôtels S.A.
- **Modalités essentielles** : La société RISMA S.A procède à la sous-location de ses locaux à la société MOUSSAFIR Hôtels S.A.
- **Montant comptabilisé en produits au titre de l'exercice 2024** : Néant.
- **Montant encaissé au titre de l'exercice 2024** : 346 KMAD TTC.

##### 2.2.2. Convention de refacturation des frais de sièges :

- **Nature et objet de la convention** : Refacturation des frais de siège de la part de la société RISMA S.A à la société MOUSSAFIR Hôtels S.A.
- **Modalités essentielles** : Refacturation des frais de siège de la part de la société RISMA S.A à la société MOUSSAFIR Hôtels S.A à hauteur de la quote-part de l'actif de cette dernière dans la somme des actifs de RISMA S.A, MOUSSAF S.A, MOUSSAFIR Hôtels S.A, CHAYLA S.A et EMIROTEL S.A.
- **Montant comptabilisé en produits au titre de l'exercice 2024** : 4.804 KMAD H.T.
- **Montant encaissé au titre de l'exercice 2024** : 11.628 KMAD TTC.

##### 2.2.3. Convention de rémunération des comptes courants :

- **Nature et objet de la convention** : Avances en comptes courants.
- **Modalités essentielles** : Les avances en comptes courants consenties ou reçues par RISMA S.A font l'objet d'une rémunération sur la base d'un taux annuel de 5% H.T.
- **Montant comptabilisé en produits au titre de l'exercice 2024** : 839 KMAD H.T.
- **Montant encaissé au titre de l'exercice 2024** : 1.139 KMAD TTC.
- **Montant comptabilisé en charge au titre de l'exercice 2024** : 69 KMAD H.T.
- **Montant décaissé au titre de l'exercice 2024** : Néant.

##### 2.2.4. Honoraires constructions facturés par RISMA S.A. :

- **Nature et objet de la convention** : Honoraires du département construction.
- **Modalités essentielles** : Dans le cadre du développement des hôtels par RISMA S.A., cette dernière facture les honoraires du département construction pour les hôtels en cours de construction de MOUSSAFIR HOTELS S.A.
- **Montant comptabilisé en produits au titre de l'exercice 2024** : Néant.
- **Montant encaissé au titre de l'exercice 2024** : 167 KMAD TTC.

**2.3. Conventions conclues avec la société MOUSSAF Hôtels S.A :**

- **Personnes concernées :**

- Monsieur Mohammed Amine ECHCHERKI en sa qualité de Président du directoire et président du conseil d'administration de la filiale MOUSSAF Hôtels S.A.
- Mme Sofia BENHAMIDA en sa qualité de Membre du directoire et administrateur de la filiale MOUSSAF Hôtels S.A.

**2.2.1 Convention de sous location des locaux :**

- **Nature et objet de la convention :** Sous location des locaux de la société RISMA à la société MOUSSAF Hôtels S.A.
- **Modalités essentielles :** La société a procédé à la sous-location de ses locaux à la société MOUSSAF Hôtels S.A.
- **Montant comptabilisé en produits au titre de l'exercice 2024 :** Néant.
- **Montant encaissé au titre de l'exercice 2024 :** 29 KMAD TTC.

**2.2.2 Convention de refacturation des frais de siège :**

- **Nature et objet de la convention :** Refacturation des frais de siège de la part de la société RISMA S.A à la société MOUSSAF S.A.
- **Conditions de rémunération :** Refacturation des frais de siège de la part de la société RISMA S.A. à la société MOUSSAF S.A. à hauteur de la quote-part de l'actif de cette dernière dans la somme des actifs de RISMA S.A., MOUSSAF S.A, MOUSSAFIR Hôtels S.A, CHAYLA S.A. et EMIROTEL S.A.
- **Montant comptabilisé en produit au titre de l'exercice 2024 :** 240 KMAD HT.
- **Montant encaissé au titre de l'exercice 2024 :** 567 KMAD TTC.

**2.4. Convention conclue avec la société CHAYLA S.A. :**

- **Personnes concernées :**

- Monsieur Mohammed Amine ECHCHERKI en sa qualité de Président du directoire et président du conseil d'administration de la filiale CHAYLA S.A.
- Madame Sofia Lopez BENHAMIDA en sa qualité de Membre du directoire et administrateur de la filiale CHAYLA S.A.

**2.4.1. Convention de sous location des locaux :**

- **Nature et objet de la convention :** Sous location des locaux de la société RISMA à la société CHAYLA S.A.
- **Modalités essentielles :** La société a procédé à la sous-location de ses locaux à la société CHAYLA S.A.
- **Montant comptabilisé en produits au titre de l'exercice 2024 :** Néant.
- **Montant encaissé au titre de l'exercice 2024 :** 72 KMAD TTC.

**2.4.2. Convention de refacturation des frais de sièges :**

- **Nature et objet de la convention :** Refacturation des frais de siège de la part de la société RISMA S.A à la société CHAYLA S.A.
- **Modalités essentielles :** Refacturation des frais de siège de la part de la société RISMA S.A. à la société MOUSSAF S.A. à hauteur de la quote-part de l'actif de cette dernière dans la somme des actifs de RISMA S.A, MOUSSAF S.A, MOUSSAFIR Hôtels S.A, CHAYLA S.A. et EMIROTEL S.A.
- **Montant comptabilisé en produits au titre de l'exercice 2024 :** 721 KMAD H.T.
- **Montant encaissé au titre de l'exercice 2024 :** 1.981 KMAD TTC.

**2.4.3. Convention de rémunération des comptes courants :**

- **Nature et objet de la convention :** Avances en comptes courants.
- **Modalités essentielles :** Les avances en comptes courants consenties ou reçues par RISMA S.A font l'objet d'une rémunération sur la base d'un taux annuel de 5% H.T.
- **Montant comptabilisé en produits au titre de l'exercice 2024 :** Néant.
- **Montant encaissé au titre de l'exercice 2024 :** Néant.
- **Montant comptabilisé en charge au titre de l'exercice 2024 :** 95 KMAD H.T.
- **Montant décaissé au titre de l'exercice 2024 :** Néant.

**2.4.4. Honoraires constructions facturés par RISMA S.A. :**

- **Nature et objet de la convention :** Honoraires du département construction.
- **Modalités essentielles :** Dans le cadre du développement des hôtels par RISMA S.A., cette dernière facture les honoraires du département construction pour les hôtels en cours de construction de CHAYLA S.A.
- **Montant comptabilisé en produits au titre de l'exercice 2024 :** 470 KMAD HT.
- **Montant encaissé au titre de l'exercice 2024 :** 772 KMAD TTC.

**2.5. Conventions conclues avec la société EMIROTEL S.A :**

- **Personnes concernées**

- Monsieur Mohammed Amine ECHCHERKI en sa qualité de Président du directoire et président du conseil d'administration de la filiale EMIROTEL S.A.
- Mme Sofia BENHAMIDA en sa qualité de Membre du directoire et administrateur de la filiale EMIROTEL S.A.

**2.5.1. Convention de refacturations des frais de siège :**

- **Nature et objet de la convention :** Refacturation des frais de siège de la part de la société RISMA S.A à la société EMIROTEL S.A.
- **Modalités essentielles :** Refacturation des frais de siège de la part de la société RISMA S.A. à la société MOUSSAF S.A. à hauteur de la quote-part de l'actif de cette dernière dans la somme des actifs de RISMA S.A., MOUSSAF S.A, MOUSSAFIR Hôtels S.A, CHAYLA S.A. et EMIROTEL S.A.
- **Montant comptabilisé en produits au titre de l'exercice 2024 :** 5.466 KMAD HT.
- **Montant encaissé au titre de l'exercice 2024 :** 12.526 KMAD TTC.

**2.5.2. Convention de rémunération des comptes courants :**

- **Nature et objet de la convention :** Avances en comptes courants.
- **Modalités essentielles :** Les avances en comptes courants consenties ou reçues par RISMA S.A font l'objet d'une rémunération sur la base d'un taux annuel de 5% H.T.
- **Montant comptabilisé en produits au titre de l'exercice 2024 :** 65 KMAD H.T.
- **Montant encaissé au titre de l'exercice 2024 :** 125 KMAD TTC.
- **Montant comptabilisé en charge au titre de l'exercice 2024 :** 4.145 KMAD H.T.
- **Montant décaissé au titre de l'exercice 2024 :** 7.663 KMAD TTC.

**2.5.3. Honoraires de construction facturés par RISMA S.A. :**

- **Nature et objet de la convention :** Honoraires du département construction.
- **Modalités essentielles :** Dans le cadre du développement des hôtels par RISMA S.A., cette dernière facture les honoraires du département construction pour les hôtels en cours de construction de EMIROTEL S.A.
- **Montant comptabilisé en produits au titre de l'exercice 2024 :** 305 KMAD HT.
- **Montant encaissé au titre de l'exercice 2024 :** 858 KMAD TTC.

**2.6. Convention de rémunération des comptes courants conclue entre la société RISMA S.A avec la société SAEMOG S.A.**

- **Personnes concernées :**

- Monsieur Mohammed Amine ECHCHERKI en sa qualité de Président du directoire et président du conseil d'administration de la filiale SAEMOG S.A.
- Madame Sofia Lopez BENHAMIDA en sa qualité de Membre du directoire et administrateur de la filiale SAEMOG S.A.
- **Nature et objet de la convention :** Avances en comptes courants.
- **Modalités essentielles :** Les avances en comptes courants consenties ou reçues par RISMA S.A font l'objet d'une rémunération sur la base d'un taux annuel de 1.89% H.T.
- **Montant comptabilisé en produits au titre de l'exercice 2024 :** Néant.
- **Montant encaissé au titre de l'exercice 2024 :** Néant.

Cette convention a pris fin en juillet 2024 suite à l'opération de conversion des avances en comptes courant en capital et à la cession de la filiale.

**2.7. Convention de rémunération des comptes courants entre RISMA S.A et SMHE S.A :**

- **Personnes concernées :**

- Monsieur Mohammed Amine ECHCHERKI en sa qualité de Président du directoire et président du conseil d'administration de la filiale SMHE S.A.
- Madame Sofia Lopez BENHAMIDA en sa qualité de Membre du directoire et administrateur de la filiale SMHE S.A.

- **Nature et objet de la convention :** Avances en comptes courants.
- **Modalités essentielles :** Les avances en comptes courants consenties ou reçues par RISMA S.A font l'objet d'une rémunération sur la base d'un taux annuel de 6% H.T.
- **Montant comptabilisé en produits au titre de l'exercice 2024 :** 540 KMAD H.T.
- **Montant encaissé au titre de l'exercice 2024 :** Néant.

Casablanca, le 25 Avril 2025

**Les Commissaires aux Comptes**

**FIDAROC GRANT THORNTON**  
 FIDAROC GRANT THORNTON  
 Membre Réseau Grant Thornton  
 International  
 7 Bd. Drik Slaoui Casablanca  
 Tél : 05 22 54 48 00 - Fax : 05 22 29 66 70  
**Faiçal MEKOUAR**  
 Associé

**FORVIS MAZARS**  
 forvis mazars  
 76 Bd. Abdemourmoules Koutoubia  
 7<sup>ème</sup> Etage Casablanca  
 Tél : 05 22 42 44 23  
**Abdou Souleye DIOP**  
 Associé

R I S M A

SOCIÉTÉ D'INVESTISSEMENT & PROPRIÉTAIRE HÔTELIER